Université Bordeaux Montaigne

École Doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

THÈSE DE DOCTORAT EN « SCIENCES DU LANGAGE »

Discours à l'ethnie, discours ethnique : approche énonciative, idéologie et lieux communs dans la parole politique en Guinée.

Volume II

Présentée et soutenue publiquement le 12 mars 2021 par

Mamadou Lamine DIALLO

Sous la direction de :

Alpha Ousmane Barry, Professeur

Membres du jury

Rapporteur 1, Abdourahmane DIALLO, Professeur, Institut für Afrikanistik**,** Goethe-Universität Frankfurt (Allemagne)

Rapporteur 2, Andrée CHAUVIN-VILENO, Professeure émérite, Université Bourgogne – Franche-Comté

Membre, Alpha Ousmane Barry, Professeur, Université Bordeaux Montaigne

Membre, Yamna CHADLI, Maître de Conférence, Université Bordeaux Montaigne

Membre, Mamadou Saliou DIALLO, Professeur, Université Sonfonia (Guinée)

Sommaire

Catégorisation des textes

1. Corpus de Lassana Conte
2. Corpus d'Alpha Condé
3. Corpus de Cellou Dalein Diallo
4. Corpus de la transcription des enquêtes de terrain
5. Tableaux récapitulatifs
    - des partis politiques en Guinée
    - des présidents de l'Assemblée nationale
    - des premiers Ministres
    - des Présidents de République

Catégorisation des textes

Au cours du recueil nous avons réuni deux catégories de discours, que nous avons classés en commençant par les plus anciens au plus au plus récents.

- Des allocutions officielles ou discours intégral de trois orateurs politiques : Lansana Conté, président de la République de Guinée de 1984 à 2009 ; Alpha Condé, président de la République de 2010 à nos jours et Cellou Dalein Diallo, opposant politique, président de l'Union des Forces Démocratique de Guinée (UFDG).
- La deuxième catégorie est composée d'enquêtes par entretien de citoyens guinéens portant sur la situation politique en Guinée. Après la réalisation de ces entretiens, nous avons procédé à leur transcription selon les méthodes habituelles.

Le corpus de discours est constitué d'un grand ensemble réparti de la manière suivante ; i) le sous-corpus des discours de Lansana Conté compte 07 textes ; ii) le sous-corpus des discours d'Alpha Condé comporte 20 textes ; enfin le sous-corpus des discours de Cellou Dalein se compose de 15 textes. Quant au sous-corpus d'entretien de terrain, nous le présentons vers fin de ce volume de notre Thèse.

I. Sous-corpus des discours Lassana Conté

Les sept (07) textes composant le sous-corpus des discours de Lansana Conté se répartissent de la manière suivante :

a) Le premier discours de Lansana quelques jours après sa prise du pouvoir en Guinée (3 avril 1984) ;

b) Le discours programme du 22 décembre 1985, neuf mois après son accès à la tête du pouvoir ;

c) Deux interviews devant la presse nation et internationale réalisées le 24 octobre 2003 à Conakry et le 5 février 1996 après l'échec d'une tentative de coup de force manqué

d) Lansana Conté a donné la voie d'une Guinée démocratique (décembre 1990) ;

e) Conférence de presse, le 24 octobre 2003 à Conakry ;

f) Discours lu sur ondes de la télévision nationale (22 décembre 2008).

Premier discours du président Guinéen Lansana Conte (3 avril 1984)

Chers concitoyens,

Je suis heureux de me retrouver ce soir, vous au milieu de moi, et moi autour de vous. Populations et populationes, villageois et villageoises, villois et villoises, compagnois et compagnoises, hommes et femmes de ce pays, enfants et enfantes, je vois que vous êtes nombreusement venus pour m'écouter, et je vous merci beaucoup. Maintenant que je suis chef d'état, tout va bien marcher dans ce pays : à partir de dorénavant, il n'y aura plus de corruption dans le ministration. Les corruptioneurs seront arrêtés par des services spécials, conduits aux tribunals, ou ils seront sévèrement justifiés par les justiciers et emprisonnés. Il n'aura ni avocats ni ananas pour leur défense. Il n'y aura plus de volement de fonds publics, ni de fonds privés d'ailleurs car la justice fera ses travaux. A partir de dorénavant ; je dis bien, à partir de dorénavant, chaque village aura son hôpital et son école et ensuite deux hôpitaux, puis trois hôpitaux et ainsi de suite jusqu'à ce que tout l'ensemble du pays soit hospitalisé.

J'ai des grands projets pour ce pays. Nous allons goudromenter toutes les villes et robineter les villes et tout le monde ait de l'eau courante ; ceux qui n'auront pas l'eau courante auront l'eau marchante grâce à des forages que nous allons diguer. Le pays étant très fertile nous allons exploiter le fer et aussi l'or car le sol est très fertile. Nous allons construire des barrages pour fabriquer l'électricité et électrocuter tout l'ensemble du pays ! Ainsi, chacun pourra s'électriser grâce à la lumière électrique. Les barrages serviront pour l'agriculture, la riziculture, la poisson culture ! Nous allons construire des ports pour les bateaux, des aéroports pour des avions et beaucoup de transports pour nos trains ! Pour l'argent, ne vous inquiétez pas ! Nous allons emprunter beaucoup d'argent au FMI, c'est le Fondement pour le Marchandage et

l’Industrie ! Puis aux bailleurs de fonds et même aux dormeurs de fonds avec lesquels nous entretenons de rapport très amical. Merci beaucoup.

Discours programme du président Lansana Conte : le 22 décembre 1985

Chers guinéens

Chers compatriotes

En 1958, la Guinée est appelée à se prononcer sur la proposition de la France d'intégration à la nouvelle Communauté française. C'est dans ce contexte que le président du conseil de gouvernement et député de Conakry, Ahmed Sékou Touré, prononce ce discours en présence du président du conseil français, Charles de Gaulle, le 25 août 1958. La guinée votera non au référendum et proclamera son indépendance le 2 octobre 1958. Sélection et mise en page par l'équipe de Perspective monde Monsieur le Président du Gouvernement de la République Française.

Dans la vie des Nations et des Peuples, il y a des instants qui semblent déterminer une part décisive de leur Destin ou qui, en tout cas, s'inscrivent au registre de I ‘Histoire en lettres capitales autour desquelles les légendes s'édifient, marquant de manière particulière au graphique de la difficile évolution humaine, les points culminants, les sommets qui expriment autant de victoires de l'Homme sur lui-même, autant de conquêtes de la Société sur le milieu naturel qui l'entoure.

Monsieur le Président, vous venez en Afrique précédé du double privilège d'appartenir à une légende glorieuse qui magnifie la Victoire de la Liberté sur l'asservissement et d'être le premier Chef du Gouvernement de la République Française à fouler le sol de Guinée. Votre présence parmi nous symbolise non seulement la « Résistance » qui a vu le triomphe de la Raison sur la force, la Victoire du Bien sur le mal, mais elle représente aussi, et je puis même dire surtout, un nouveau stade, une autre période décisive, une nouvelle phase d'évolution.

Comment le peuple africain ne serait-il pas sensible à ces augures, lui qui vit quotidiennement dans l'espoir de voir sa dignité reconnue, et renforce de plus en plus sa volonté d'être égal aux meilleurs. La valeur de ce peuple, Monsieur le Président, vous la connaissez sans doute mieux que nul autre, pour en avoir été juge et témoin aux heures les plus difficiles que la France ait jamais connues.

Cette période exceptionnelle à l'issue de laquelle la liberté devait resurgir avec un éclat nouveau, une force décuplée, est marquée par l'homme d'Afrique d'une manière toute particulière, puisqu'il a, au cours de la dernière guerre mondiale, rallié, sans justification apparente, la cause de la Liberté des peuples et de la Dignité Humaine. A travers les vicissitudes de l'Histoire chaque peuple s'achemine vers ses propres lumières, agit selon ses caractéristiques particulières et en fonction de ses principales aspirations sans qu'apparaissent nécessairement les mobiles réels qui le font agir. Notre esprit, pourtant rompu à la logique implacable des moyens et des fins, ainsi qu'aux dures disciplines des réalités quotidiennes, est constamment attiré par les grandes nécessités de l'Elévation et de l'Emancipation Humaines.

L'épanouissement des valeurs de l'Afrique est freiné, moins à cause de ceux qui les ont façonnées, qu'à cause des structures économiques et politiques héritées du Régine colonial en déséquilibre avec ses aspirations d'avenir. C'est pourquoi nous voulons corriger, non par des réformes timides et partielles, mais fondamentalement, ces structures afin que le mouvement de nos sociétés suive la ligne ascendante d'une constante évolution, d'un perpétuel perfectionnement. Le Progrès est en effet une création continue, un développèrent ininterrompu vers le Mieux, pour le Meilleur.

Etape après étape, les sociétés et les peuples élargissent et consolident leur droit au bonheur, leurs titres de dignité, et développent leur contribution au Patrimoine économique et culturel du monde entier. L'Afrique Noire n'est pas différente en cela de toute autre société ou de tout autre peuple. Selon nos voies propres, nous entendons nous acheminer vers notre bonheur et cela avec d'autant plus de volonté et de détermination que nous connaissons la longueur du chemin gue nous avons à parcourir.

La Guinée n'est pas seulement cette entité géographique que les hasards de l'Histoire ont délimitée suivant les données de sa colonisation par la France, c'est aussi une part vive de l'Afrique, un morceau de ce continent qui palpite, sent, agit et pense à la mesure de son destin singulier. Mais aussi vaste que soit notre ère d'investigation, aussi étendu que soit notre champ d'action, cela est insuffisant en regard de nos propres exigences d'évolution.

Pour y répondre, nous devrons engager non seulement l'ensemble de nos potentialités propres, mais encore tout ce qui constitue les biens et les connaissances universels, lesquels chaque jour se développent et s'accroissent de manière inappréciable. A

travers le désordre moral dû au fait colonial et à travers les contradictions profondes qui divisent le monde, nous devons taire les pensées idéales afin de serrer au plus près les possibilités réelles, les moyens efficaces et immédiatement utilisables ; nous devons nous préoccuper des conditions exactes de nos populations afin de leur apporter les éléments d'une indispensable évolution, sans laquelle le mieux-être qu'elles prétendent légitimement obtenir ne pourrait être créé.

Si nous ne nous employions pas à cette tâche, nous n'aurions aucune raison de vouloir remplir les fonctions dont nous avons la charge, aucun droit à la confiance de nos populations. C'est parce que nous nous interdisons de confisquer à notre profit la souveraineté des populations guinéennes, que nous devons vous dire sans détour, Monsieur le Président du Conseil, les exigences de ces populations pour qu'avec elles, soient recherchées les voies les meilleures de leur Emancipation totale.

Le privilège d'un peuple pauvre est que le risque que courent ses entreprises est mince, et les dangers qu'il encourt sont moindres. Le pauvre ne peut prétendre qu'à s'enrichir et rien n'est plus naturel que de vouloir effacer toutes les inégalités et toutes les injustices. Ce besoin d'égalité et de justice nous le portons d'autant plus profondément en nous, que nous avons été plus durement soumis à l'injustice et à l'inégalité.

L'analyse logique et une connaissance de plus en plus grande de nos valeurs particulières, de nos moyens potentiels, de nos possibilités réelles nous laissent cependant exempts de tout complexe et de toute crainte : nous sommes uniquement préoccupés de notre avenir et soucieux du bonheur de notre peuple. Ce bonheur peut revêtir des aspects multiples et des caractéristiques diverses selon la nature de nos aspirations, de nos désirs, selon notre état propre ; il peut être aussi bien une chose unique qu'un faisceau de mille choses, toutes également indispensables à sa réalisation. Nous avons, quant à nous, un premier et indispensable besoin, celui de notre Dignité. Or, il n'y a pas de Dignité sans Liberté, car tout assujettissement, toute contrainte imposée et subie dégrade celui sur qui elle pèse, lui retire une part de sa qualité d'Homme et en fait arbitrairement un être inférieur.

Nous préférons la Pauvreté dans la Liberté la Richesse dans l'esclavage. Ce qui est vrai pour l'Homme l'est autant pour les sociétés et les peuples. C'est ce souci de Dignité, cet impérieux besoin de Liberté qui devait susciter aux heures sombres de la France les actes les plus nobles, les sacrifices les plus grands et les plus beaux traits de

courage. La Liberté, c'est le privilège de tout homme, le droit naturel de toute société ou de tout peuple, la base sur laquelle les Etats Africains s'associeront à la République Française et à d'autres Etats pour le développement de leurs valeurs et de leurs richesses communes.

Monsieur le Président, vous me permettrez de rappeler un passage du discours que j'ai prononcé à l'occasion de la visite récente d'un Représentant du Gouvernement Français, M. Gérard Jaquet, ancien Ministre de la France d'Outre-Mer. Notre option fondarnentale qui, à elle seule, conditionne les différents choix que nous allons effectuer, réside dans la décolonisation intégrale de l'Afrique : ses hommes, son économie, son organisation administrative, et, en vue de bâtir une Communauté Franco-Africaine solide et dont la pérennité sera d'autant plus garantie qu'elle n'aura plus dans son sein des phénomènes d'injustice, de discrimination ou toute cause de dépersonnalisation et d'indignité.

En effet, le monde évolue rapidement et les impératifs de la vie moderne posent avec brutalité le problème du choix entre la stagnation et le progrès, entre la division des peuples et leur union fraternelle, entre l'esclavage et la liberté, enfin entre la guerre et la paix. Pour l'Afrique Noire d'influence française, ces problèmes doivent être abordés avant tout avec un esprit réaliste, compréhensif. Notre cœur, notre raison, en plus de nos intérêts les plus évidents, nous font choisir, sans hésitation, l'interdépendance et la liberté dans cette union, plutôt que de nous définir sans la France et contre la France. Et c'est en raison de cette orientation politique que nos exigences doivent être toutes connues pour que leur discussion soit facilitée au maximum.

D'aucuns en parlant des rapports franco-africains situent leur raisonnement dans le domaine économique et social exclusivement, et concluent fatalement, compte tenu du grand retard des pays sous-développés d'Afrique, par l'apologie de l'action coloniale de la France. Ces hommes oublient qu'au-dessus de l'économique et du social il y a une valeur autrement plus importante, qui oriente et détermine le plus souvent l'action des hommes d'Afrique ; cette valeur supérieure réside essentiellement dans la Conscience qu'apportent les hommes d'Afrique à la lutte politique, tendant à sauvegarder leur Dignité et leur Originalité et libérer totalement leur Personnalité.

Qui ne sait aujourd'hui que les drames douloureux enregistrés dans l'histoire coloniale française en Indochine et en Afrique du Nord sont interprétés aussi différemment selon que l'on donne la suprématie à l'économie, ou que le Droit à l'indépendance, le respect de la Dignité des peuples sont considérés comme les bases les plus solides de toute association de peuples différents !

Aujourd'hui, en raison de l'évolution de la situation internationale et surtout du gigantesque progrès du mouvement de décolonisation dans les pays dépendants, nous pouvons affirmer que la Force Militaire dirigée contre la Liberté d'un pays ne peut plus garantir ni le prestige, ni les intérêts d'une Métropole. Le rayonnement de la France, la garantie et le développement de ses intérêts en Afrique ne sauraient désormais résulter que de l'association libre des pays d'Outre-Mer.

L'action économique et culturelle de la France demeure encore indispensable à l'évolution harmonieuse et rapide des Territoires d'Outre-Mer. C'est en fonction de ces leçons du passé et des impératifs de cette évolution nécessaire, de ce progrès général irréversible déjà accompli, de la ferme Volonté des peuples d'Outre-Mer à accéder à la totale Dignité Nationale excluant définitivement toutes les séquelles de l'ancien régime colonial, que nous ne cessons, dans le cadre d'une Communauté Franco-Africaine égalitaire et juste, de proclamer la reconnaissance mutuelle et l'exercice effectif du Droit à l'indépendance des peuples d'Outre-Mer. Certains attributs de Souveraineté qui seront exercés au niveau de cette Communauté devront se résumer en quatre domaines : défense, Relations diplomatiques, Monnaie, Enseignement supérieur. Un pays qui exclut toute interdépendance dispose de quatre Pouvoirs essentiels :

1.La Défense
2.La Monnaie
3.Les Relations extérieures et la Diplomatie
4.La Justice et la Législation

Nous acceptons volontairement certains abandons de Souveraineté au profit d'un ensemble plus vaste parce que nous espérons que la confiance placée dans le Peuple Français et notre participation effective au double échelon législatif et exécutif de cet Ensemble sont autant de garantie et de sécurité pour nos intérêts moraux et matériels. Nous ne renonçons pas et ne renoncerons jamais à notre droit légitime et naturel à l'indépendance car, à l'échelon franco-africain nous entendons exercer souverainement ce droit. Nous ne confondons pas non plus la jouissance de ce droit à l'indépendance

avec la sécession d'avec la France, à laquelle nous entendons rester liés et collaborer à l'épanouissement de nos richesses communes. Le projet de Constitution ne doit pas s'enfermer dans la logique du régime colonial qui a fait juridiquement de nous des citoyens français, et de nos Territoires, une partie intégrante de la République Française Une et Indivisible.

Nous sommes Africains et nos Territoires ne sauraient être une partie de la France. Nous serons citoyens de nos Etats africains, membres de la Communauté Franco-Africaine. En effet, la République Française, dans l'Association Franco-Africaine, sera un élément tout comme les Etats Africains seront également des éléments constitutifs de cette grande Communauté Multinationale composée d'Etats Libres et Egaux. Dans cette Association avec la France, nous viendrons en peuples libres et fiers de leur Personnalité et de leur Originalité, en peuples conscients de leur apport au patrimoine commun, enfin en Peuples Souverains participant par conséquent à la discussion et à la détermination de tout ce qui, directement ou indirectement, doit conditionner leur existence.

La qualité ou plutôt la nouvelle nature des rapports entre la France et ses anciennes colonies devra être déterminée sans paternalisme et sans duperie. En disant NON de manière catégorique à tout aménagement du régime colonial et à tout esprit paternaliste, nous entendons ainsi sauver dans le temps et dans l'espace les engagements qui seront conclus par la nouvelle Communauté Franco-Africaine. En dehors de tout sentiment de révolte, nous sommes des participants résolus et conscients à une évolution politique en Afrique Noire, condition essentielle à la reconversion de tout l'acquis colonial vers et pour les populations africaines.

Le nom de notre Association nous importe peu, ce qui importe sera le contenu de notre Association, la somme des possibilités nouvelles d'évolution qu'elle offrira aux Territoires Africains actuellement engagés dans le grand mouvement d'émancipation qui exige la disparition totale du phénomène colonial et l'établissement d'une ère de liberté vraie, d'égalité et de fraternité agissante. Monsieur le Président, nous savons que vous vous êtes donné pour mission de sauver l'Unité de la Nation Française. Cette noble ambition, l'effort qu'elle suppose seront à la mesure de votre pouvoir si elle comprend et sait respecter également les points de sensibilisation de l'action des peuples associés à la Nation Française.

En effet, les Territoires actuels d'AOF et d'AEF ne doivent pas être des entités définitives. L'immense majorité des populations intéressées veut substituer aux actuelles entités AOF-Togo et AEF deux Etats puissants fraternellement unis à la France. Des considérations humaines et sociales autant qu'économiques et politiques plaident en faveur de la constitution de ces Etats qui seront dotés de Parlements et de Gouvernements démocratiques. Ces grandes perspectives qui vont pouvoir accélérer l'histoire de nos pays, en leur permettant de transcender les particularismes et les égoïsmes ou plutôt leurs contradictions internes, demeurent pour notre génération la voie la plus structurée, la plus directe qui aboutit à la Paix et au Bonheur.

Ces mêmes perspectives, positives pour les Territoires d'Outre-Mer et pour la Grandeur de la France dans le monde, exigeront de nous, Africains, Malgaches et Français, des efforts plus grands, à la fois plus nobles et plus exaltants que ne l'aurait exigé la solution destructive d'une séparation. Je rappelle souvent que la vie de l'homme va de zéro à cent alors que celle de nos peuples est éternelle. Nous sommes quant à nous Africains de Guinée, sûrs que notre courage et notre loyauté, notre communion d'action créatrice de biens, et notre amour de la Justice et du Progrès sauront conduire, à travers le temps, notre future Communauté avec toujours plus de Puissance, et dans la Prospérité et la Liberté. Pour résumer la position guinéenne vis-à-vis du projet de Constitution qui fera l'objet du Référendum du 28 septembre, nous affirmons qu'elle ne sera favorable qu'à condition que la Constitution proclame :

1.Le Droit à l'indépendance et à l'égalité juridique des peuples associés, droit qui équivaut à la liberté pour ces peuples de se doter d'institutions de leur choix et d'exercer dans l'étendue de leurs Etats et au niveau de leur ensemble, leur pouvoir d'autodétermination et d'autogestion ;
2.Le Droit de divorce sans lequel le mariage franco-africain pourra être considéré, dans le temps comme une construction arbitraire imposée aux générations montantes ;
3.La Solidarité agissante des peuples et des Etats associés afin d'accélérer et d'harmoniser leur évolution. Dans l'intérêt bien compris des peuples d'Outre-Mer et de la France, nous osons penser, Monsieur le Président, que votre Gouvernement saura proposer au Référendum un projet de Constitution tenant compte, non pas des conceptions juridiques basées sur un régime impopulaire, mais seulement des exigences exprimées par des peuples mûrs, tous solidairement et fermement décidés de se construire un Destin de liberté, de Dignité et de Solidarité fraternelle pour la

Communauté Multinationale que sera l'Association de nos Etats, pour l'Unité et l'Emancipation de l'Afrique:
Vive la Guinée ! Vive la France !

Conférence de presse, le 5 février 1996 au Camp Samory Touré par le Président de la République.

Télévision Guinéenne : Monsieur le Président, après ces troubles que notre pays a connus ces 48 heures, voudrez-vous nous faire le point de la situation ?

Président : Je remercie toute la presse nationale, la presse africaine et la presse internationale. Pour donner le point exact de la situation, le moment n'est pas bien choisi, c'est prématuré. C'est seulement hier qu'il y a eu de l'accalmie. Une chose est certaine vous avez tous bien suivi comment les choses se sont passées.

Nous sommes en mesure seulement de vous dire que s'il y a eu de l'accalmie, c'est qu'il y a eu prise de conscience. Nos soldats, vous savez ne sont pas les meilleurs soldats du monde ; mais ils se sont toujours montrés patriotes. Ils ont toujours montré leur courage, partout où on les utilise, et vous savez que l'Armée Guinéenne a été beaucoup utilisée en Guinée, en Afrique et dans d'autres pays du monde. Ils ont fait des réclamations qui sont justes en certains points. Pour d'autres points, nous avons des études à faire ; comme je l'ai dit hier, ces réclamations ne sont pas du tout hors de notre portée.

Ce sont des choses que nous pouvons faire dans le calme. Mais le mouvement des soldats a failli être récupéré et ça été récupéré en partie, mais les soldats ont pris conscience. Ils ont dit non : « ce qui se passe maintenant, ce n'est pas ce que nous avons voulu. Donc il faut arrêter ». Ce n'est pas moi qui ai arrêté ; ce sont les soldats qui ont arrêté les carnages, ils ont dit : puisque c'est comme ça, nous n'en voulons plus. Nous arrêtons. ». C'est pour cela que je suis parti avec eux au (Camp Alpha Yaya).

Je suis revenu avec eux au Camp Samory sans incidents, parce que c'était leur mouvement. Ils ont donc refusé que d'autres personnes récupèrent leur mouvement. C'est à ce point que nous sommes aujourd'hui. Des informations viendront toujours, tous les jours jusqu'à ce que les affaires soient complétement éclaircies. Et au fur et à mesure, la presse sera informée. Donc pour donner le point de la situation maintenant, ce n'est qu'en partie ; s'il y a accalmie nous cherchons à la consolider. Nous allons nous

occuper des problèmes des soldats et le reste, ensemble, tout le Peuple de Guinée, nous allons chercher à savoir ce qui s'est passé et comment il faut soigner.

Radio Rurale : Excellence Monsieur le Président, peut-on évaluer à l'heure qu'il est le nombre de victimes ?
Président : Vous savez que dans l'après-midi du vendredi un coup de canon a été tiré dans le quartier de Coronthie où nous avons enregistré 8 morts, 8 civils, 8 innocents ; nous avons eu certainement quelques blessés ailleurs ; à Coronthie il y a eu des blessés aussi. Nous avons certainement des blessés ailleurs. Nous avons eu une victime aux approches de la RTG qui a été tuée à bout portant par un soldat. Il y a eu quelques blessés autour de moi au Palais.
Mais comme certaines radios ont raconté qu'il y a eu au Palais 20 morts et 70 blessés ; au Palais il n'y a pas eu un seul mort. S'ils ont dit ça, il faut écrire à vos radios pour leur dire que c'est faux, archi-faux ; au Palais, il y a eu quelques blessés ; il y avait un qui était là tout à l'heure qui a eu une balle dans la poitrine. Mais il n'y a pas eu de morts ; il n'y a pas eu de morts ; je le répète, il n'y a pas eu de morts, au Palais ; les blessés du Palais, je n'en compte pas plus de 5. Maintenant comme il y a en a qui sont couchés dans leur chambre et qui connaissent le nombre de blessés, ils n'ont qu'à raconter ce qu'ils veulent.

Moi qui étais au Palais, je n'ai pas suivi ce qu'ils ont dit. C'est la Radio France Inter qui l'a dit avec la BBC. Alors, il faut écrire à vos patrons pour dire qu'ils ont raconté des histoires ; maintenant, qu'ils reviennent sur la vérité. Voilà et ça, c'est de ma bouche que je le dis. Ailleurs, peut être que je ne suis pas informé. Quand je serai informé, je vous le dirai ; je n'ai n à cacher. Merci. Indépendant : Sur les instructions de qui les armes lourdes qui ont pilonné le Palais des Nations sont sorties du Camp Alpha Yaya ?

Président : Je ne vous dirai pas sur les instructions de qui les armes sont sorties, ni qui a autorisé de pilonner le Palais des Nations ; je le sais, mais parce que, pour le moment je n'ai pas à le dire, je ne vous le dirai pas, je vous dirai quelques informations. Je ne vous dirai pas tout. Si vous savez tout maintenant, peut-être que ce que vous allez dire va encore envenimer ; parce que le plus souvent, vous parlez bien ; des fois vous torpillez. Et moi je veux savoir exactement ce qui s'est passé. Je ne veux pas amuser quelqu'un. Mais tous ceux qui font partie de ce mouvement, tous ceux qui ont tué, tous

ceux qui ont bombardé délibérément, nous le saurons. Mais ce sera dit seulement le moment venu. Pour le moment, je ne veux pas vendre mon propre secret.

Horoya : Pour prolonger la question de mon confrère de l'Indépendant, une fois que vous saurez quels sont les responsables de ces agissements-là, est-ce qu'ils seront poursuivis ?
Président : Vous savez, le Président de la République, c'est le Président de l'Exécutif ; en Guinée aujourd'hui les institutions républicaines sont en place ; chacun jouera son rôle. Je crois que c'est la seule réponse que j'ai à vous donner.
R.F.I : Monsieur le Président, maintenant que vous êtes le Chef des Armées, vous allez entreprendre des réformes au sein de certains corps militaires ?
Président : J'ai toujours été le Chef des Armées, comme le Président Jacques Chirac en France ; le Commandant en Chef de toutes les Armées et plus que çà, je suis, j'ai toujours été aussi le Ministre de la Défense depuis l'installation de l'ancien Gouvernement. Vous entendez toujours, Ministre à la Présidence chargé de la Défense ; donc c'était moi le Ministre, mais le Ministre avait un champ très large pour pouvoir agir. C'est tout. Maintenant, pour cette période, je reprends ma place dans le bureau de Ministre de la Défense. Je vais faire des réformes naturellement : je vais changer certaines choses, juste le nécessaire pour remettre la vie de l'Armée en place.

R.F.I. : Les militaires vous ont présenté 5 points de revendications ; je crois qu'officiellement on en connaît deux pour l'instant ; un troisième, c'est peut-être l'impunité pour les soldats. La question est consécutive un peu à çà : vous avez parlé de manipulateurs. Est-ce qu'effectivement ces manipulateurs là - on a parlé de 5 officiers supérieurs - eux aussi seront arrêtés ou pas ? On a dit aussi, je livre tout en vrac, que l'unité nationale, à travers ce coup de force, cette tentative, a été mise à mal ? Qu'est-ce que cela veut dire exactement ?

Je ne sais pas si vous avez suivi la R.T.G. hier soir ; il y a eu l'interview des populations ; il vaut mieux que vous ayez à côté de vous les gens qui comprennent la langue nationale ; qu'ils vous expliquent ce que les populations disent ; l'unité nationale du pays n'a pas été du tout entamée ; tous les Guinéens sont pareils. Je ne sais pas pourquoi en Afrique, vous cherchez toujours à diviser les gens ? Je ne sais pas pourquoi ? Il y a des choses qui se passent en Europe qui sont pires que ce qui se passent en Europe qui sont pire que ce qui se passe ici ; mais dès qu'il y a un tout petit problème ici, on parle soussou, malinké, poular, ainsi de suite ; on dit tout. Ce sont des histoires, je vous le

dis-nous et nous resterons unis. Nous avons été unis pour demander notre indépendance ; depuis ça, les Guinéens n'ont jamais été divisés ; on nous divise par les radios, mais les Guinéens sont unis.

Radio Nationale : Monsieur le Président, j'ai une seule question. A la suite des troubles intervenus dans la capitale la semaine dernière, les dégâts ont été énormes et considérables. Si nous prenons, par exemple, le cas des opérateurs économiques, quelles sont les dispositions que l'Autorité va envisager pour éviter à la population de ressentir le poids de ces pertes ?
Président : Les Autorités prendront toutes les dispositions nécessaires pour que chaque Guinéen, qu'il soit opérateur économique, qu'il soit citoyen simple, que chacun rentre dans ses droits. Vous m'avez entendu dire hier que tous ceux qui ont volé et qui sont conscients, qui croient en Dieu, qu'ils viennent rendre ce qu'ils ont pris et je ne sais pas si vous êtes au courant, mais les populations des quartiers sont entrain de rendre ce qu'elles ont pris, présentement ; il y en a qui amènent devant leur mosquée ; ils déposent et s'en vont.

J'espère que le service de sécurité est à pied d'œuvre pour récupérer presque tous les véhicules qui ont été volés. Au bout de la route le Prince, il y a une centaine de véhicules qui sont déjà garés. Au Km 36, il y a des véhicules qui sont garés ; sur toutes les routes, les véhicules se garent et je sais que les soldats qui ont pris les véhicules vont tous rendre. *« Ça leur a été dit hier ; ils sont d'accord que chacun rende ; et hier, si vous m'avez écouté, j'ai dit que tout le monde a volé. Nous, nous avons volé ; les civils ont volé et j'ai demandé à ces opérateurs économiques, s'ils arrivent à retrouver ce qu'on leur a volé* » **;**

Dieu merci. Sinon quand il y a quelque chose qui se passe, il y en a qui paye le pot cassé ; mais ce n'est pas ce qui est pris, qui est important ; il faut maintenant qu'ensemble, vous et nous, surtout vous qui êtes les éducateurs, vous faites en sorte que quand il y a quelque chose de ce genre, que chacun ne se lance pas dans les magasins des autres pour prendre ce qu'il veut ; il faut faire l'éducation du Peuple ; ça c'est votre rôle; nous, nous pouvons faire des décrets ou faire des arrêtés qui ne concernent que certaines catégories ; mais vous, vous avez toute la population, donc aidez l'exécutif à faire son travail, il n'y a que vous qui le pouvez ; alors je vous demande de vous mettre à nos côtés, pas pour nous défendre; nous n'avons pas besoin d'être défendus ; mais défendez le Peuple de Guinée, s'il vous plaît.

Le Lynx : Monsieur le Président, vous avez hier remplacé, par décret, le Ministre de la Défense, que vous avez révoqué quarante-huit heures plutôt. Est-ce qu'on pourrait s'attendre à un remaniement ministériel imminent. Merci.
Président : Mon frère, le problème qui s'est passé ne regarde pas le Gouvernement ; ça regarde l'Armée. Le Ministre de la Défense est le premier responsable de l'Armée, après moi. C'est lui qui a été remplacé. Enlever un ministre ne veut pas dire qu'on va remanier le Gouvernement, je crois. Si les gens sont partis vous voir pour poser la question, dites-leur que même si je vais le faire je ne dirai pas. On vous pose des questions dans le salon, le matin vous venez me poser [la même] question.
Courrier d'Afrique (Montréal) **:** Mon Général, est-il vrai que déjà le jeudi précédant les événements que vous étiez au courant de la possibilité de tels évènements ?

Président : J'étais au courant de toutes les doléances manifestées par les soldats. J'étais au courant. Je suis le Chef des Armées. J'étais même au courant avant d'être informé. Et les dispositions allaient être prises depuis ce jour pour dire que nous allons étudier et prendre des décisions. Si je ne suis pas au courant, c'est que je ne mérite pas de gouverner la Guinée, surtout l'Armée. J'étais au courant effectivement des revendications des soldats. Si c'est la seule question et si vous êtes satisfait de la réponse, on peut passer à une autre question.
A.G.P. : Monsieur le Président, je voudrais prolonger la question de Monsieur le Directeur de la Presse Rurale sur l'évaluation des incidents ; vous avez parlé du vendredi, mais je voudrais savoir pour le cas de samedi

Président : Je vous ai dit, si vous connaissez un cas pour le samedi, il vaut mieux nous le dire. Moi je suis informé sur le coup de canon le vendredi et sur le jeune qui a été tué tout près de l'information. Je vous ai dit tout à l'heure qu'il y a d'autres qui ne sont pas encore portés à ma connaissance. Mais à mon sens ou à mon entendement, le samedi il n'y a pas eu de victimes. Pour le moment, je ne suis pas informé. Mais je serai informé au jour le jour.
Radio Nationale (Langue Nationale) : quel est votre message à la population après ces évènements ? Merci.

Président : Merci Madame, merci beaucoup. Vous savez la population guinéenne, c'est la population la plus compliquée du monde, parce que justement elle est la plus simple. Il suffit de lui dire ce qu'il faut pour que tout le monde soit en paix. Notre population est pacifique, sinon ce qui s'est passé hier et avant, au moment des échéances

électorales, si ce n'était pas une population mûre comme la population guinéenne, on n'aurait pas fait les élections. Donc moi, je connais la population guinéenne. Moi que vous voyez, je suis né tout près, à Bramaya, Dubréka ; mais j'ai connu Dubréka après la prise du pouvoir ; j'ai visité certains villages de Dubréka.

Mais, quand tu commences à Boké tu peux faire tout le tour de la Guinée, il n'y a pas un endroit où je ne suis pas connu ; il n'y a pas un village que je ne connais pas. « *Donc je connais la population guinéenne, chaque catégorie de personnes en Guinée. Je peux vivre bien avec les forestiers, je peux bien vivre en Haute Guinée, au Fouta, en Basse Guinée, surtout à partir de Boffa jusqu'à Koundara. Je connais la Guinée* ». J'ai dit au moment des élections, quand les gens chantaient sur tous les toits, je leur ai dit : « *d'abord cherchez à connaître la population guinéenne* ». Pour bien servir quelqu'un, il faut le connaître et il faut l'aimer.

Moi je connais la population ; il ne faut pas l'énerver ; il ne faut pas l'énerver. Certains sont parvenus à l'énerver à certains moments, mais la population s'est ressaisie ; je n'ai pas de problème avec la population ; j'ai des problèmes avec d'autres personnes qui ne connaissent pas les populations guinéennes. Alors ceux qui ont aggravé le problème des soldats eux non plus ne connaissent pas la population guinéenne. Alors, je voudrais que vous disiez à la population ce que je suis parce que vous savez à peu près qui je suis- vous pouvez transmettre mon message, même si je ne vous dis pas quelque chose. Alors dites ce qu'il faut.

La Voie : ce peuple a aujourd'hui peur. Qu'est-ce que ce père de famille que vous êtes envisage-t-il pour qu'à l'avenir cela ne se recommence plus ; pour que les défenseurs du Peuple ne lèvent plus les armes contre le même Peuple, contre sa liberté et contre l'homme qui l'incarne ? Je vous remercie.
Président : Je crois, comme on l'a dit tout à l'heure, dès que vous nous aidez à éduquer le Peuple, nous aurons certainement maintenant des chefs dans l'Armée, des chefs qui vont éduquer les soldats dans les mêmes conditions que vous avez éduqué le Peuple. Je crois que si nous parvenons à avoir des chefs qui éduquent nos soldats pour l'intérêt du Peuple, nous n'aurons plus de problème avec les soldats. Merci.

Mademoiselle Kaba (Représentante de CNN) : Monsieur le Président, il est heureux que les choses soient rentrées dans l'ordre. La question que je me pose, c'est depuis

combien de temps l'Armée revendique une augmentation de salaire et comment la situation en est-elle arrivée là ?

Président : J'ai été mis au courant quatre (4) jours avant le déclenchement de ces opérations. Naturellement un décret ou un arrêté pris concernant l'augmentation des policiers est à l'origine du déclenchement des évènements. C'est à cause de cela que les soldats ont dit il faut augmenter pour nous aussi parce que les policiers ne travaillent pas plus que nous. C'est tout. C'est la seule raison.

Lansana Conté a donné la voie d'une Guinée démocratique (décembre 1990).

Guinéennes, Guinéens,

Je présente aujourd'hui un programme et des hommes pour le réaliser. De quoi la Guinée a-t-elle besoin ? De producteurs libres et entreprenants, d'un Etat au service du développement. Pour l'instant, elle n'a ni les uns ni l'autre. Pour mesurer l'ampleur de la tâche qui nous attend, il faut comprendre comment fonctionne le système dont nous avons hérité. Au départ, un groupe d'hommes se rend maître du pays et des richesses de son sous-sol : l'or, les diamants, la bauxite pillés directement ou par Compagnies minières interposées. Alors que ces hommes vivent dans l'opulence, le pays est laissé à l'abandon.

Les discours détournent la population des réalités. Durant 26 années, la politique remplace la production. Les conséquences en sont dramatiques pour l'économie pour les hommes, pour l'Etat. La santé d'une économie se mesure à la solidité de sa monnaie. Le syli est à l'image de l'économie guinéenne : gravement malade. La fermeture des frontières, l'isolement économique du pays, permettent de le maintenir à un cours artificiel très supérieur à sa valeur réelle. Les maîtres du pays peuvent ainsi importer à bon compte les produits de luxe qu'ils consomment en abondance et trafiquer sur les devises et les marchandises.

Mais toutes les activités sont désorganisées. Une monnaie sur- évaluée facilite les importations et décourage la production locale. Pourquoi produire sur place quand on peut acheter moins cher à l'Etranger ? Le riz guinéen laisse la place au riz importé, vendu cinq fois moins cher que sa valeur réelle. Par le ravitaillement, le pouvoir tient le pays : il ne se contente pas d'acheter les consciences, il achète aussi les ventres. Le riz et le café guinéens fuient au-delà des frontières, vendus à bas prix en devises changées au marché parallèle.

Ceux qui les vendent gagnent quand même, mais la Guinée y perd : elle nourrit l'étranger sans profit et doit importer à grands frais de quoi se nourrir. Les devises lui manquent pour réaliser les investissements indispensables au développement économique et au progrès social : routes, centrales électriques, hôpitaux, écoles… Dans les villes, la population a pris l'habitude de vivre des miettes du système : chapardages et trafics de toutes sortes. La production est délaissée ; le résultat, c'est le marché parallèle, les pénuries réelles ou provoquées, la hausse des prix. L'esprit d'initiative est découragé ; s'enrichir est mal vu, se perfectionner, dangereux. L'immobilisme, l'irresponsabilité deviennent des vertus ; particulièrement chez les fonctionnaires.

Le vol et la corruption règnent. Comme les ressources naturelles, les ressources humaines sont gaspillées : comme les biens matériels, les valeurs morales se dégradent. De la maison Guinée, seule la façade est entretenue : seule la politique étrangère intéresse le pouvoir. A l'intérieur, l'Etat a disparu : l'impôt ne lui parvient plus ; la justice n'est pas rendue ; au lieu d'arrêter les voleurs, la police vole pour son propre compte ; chaque fonctionnaire prélève sa dîme. L'Etat, ou plutôt ce qui en tient lieu, est devenu le premier brigand de Guinée. A sa place, pour cacher le système, il y a le parti.

Aujourd'hui, le parti a disparu mais le système est toujours là. IL se love dans les ruines de l'Etat et de l'économie. Pour l'en chasser, il faut faire de profondes réformes. Cela ne se fera pas en un jour, ni sans efforts. La période de transition sera difficile. Nous ne nous en sortirons que par le travail. Mais, cette fois-ci, Guinéens, vous ne vous sacrifierez pas pour le seul profit d'une poignée d'hommes : vous êtes maintenant responsables de votre avenir : c'est votre propre bonheur que vous allez construire D'abord, bâtir un Etat au service La Guinée a besoin de fonctionnaires au service exclusif de leur pays ; de fonctionnaires responsables et efficaces : de fonctionnaires conscients d'appartenir à une équipe qui joue une partie décisive pour notre avenir. Sans un objectif commun, sans solidarité entre ses membres, une équipe ne gagne pas.

Aujourd'hui, dans l'Administration, chacun garde la balle pour lui ; l'information ne circule pas ; les collègues et les subordonnés sont ignorés. Les compétences quand elles existent, sont mal utilisés. Le choix des hommes dépend plus des relations personnelles que des qualifications réelles. Les structures sont inadaptées et les

responsabilités totalement diluées : personne n'ose prendre de décision, tout remonte jusqu'au sommet.

Cela n'est pas possible ! Un homme ne peut diriger à lui tout seul un grand pays comme le nôtre. Pour que chacun sache ce qu'il doit faire, soit capable de le faire et ait envie de le faire, nous allons réformer l'Administration. A la fonction publique, nous avons hérité de la pagaille. Pour savoir où nous en sommes, nous recensons les fonctionnaires et les travailleurs de l'Etat. Parallèlement, sont définis les missions de chaque service, les structures appropriées et les postes à pourvoir. Ensuite, des hommes seront affectés à ces postes en fonction de leur compétence. La sélection se fera à partir d'une formation préalable par des spécialistes du secteur concerné.

Les agents non retenus seront placés en position de disponibilité spéciale : leur salaire sera maintenu mais l'accès aux locaux de la Fonction Publique leur sera interdite. Certains d'entre eux, après une formation complémentaire retrouveront leur place dans l'Administration. La reconversion dans le secteur privé sera encouragée par des primes de départ, des prêts bancaires garantis et des sessions de formations. Ceux qui ne sauront pas saisir toutes les chances que nous leur offrons, soit de réinsertion dans la Fonction Publique, soit de reconversion dans le secteur privé, seront licenciés à la fin de la période de restructuration.

Les besoins de la nouvelle Administration guinéenne seront limités. Nous pourrons donc réduire les effectifs et mieux payer ceux qui restent au service de l'Etat. Rapidement, il faut que le salaire du fonctionnaire lui permette de vivre correctement avec sa famille, sans qu'il ait besoin de chercher ailleurs des compléments de revenus. Cette réforme est essentielle. Je tiens à ce qu'elle soit menée avec toute l'autorité et la compétence nécessaire. A cet effet, je crée auprès de la Présidence de la République un commissariat général à la Réforme Administrative directement placé sous mon autorité.

Pour la grande majorité des fonctionnaires, la situation actuelle cumule les inconvénients. Responsabilités, qualifiés, bien rémunérés, demain, ils formeront l'Administration du Redressement national. Un véhicule abandonné, laissé longtemps sans entretien, c'est l'économie guinéenne d'aujourd'hui. La remettre en marche est notre affaire à tous. Pour démarrer sur des bases saines, il faut d'abord la réviser entièrement ; ensuite, veiller à ce qu'elle ne dérape pas, et pour cela, maintenir les

équilibres nécessaires ; enfin, savoir où nous voulons aller sinon, d'autres nous feront aller là où nous ne voulons pas.

Je propose aujourd'hui aux Guinéens un projet de développement que nous aurons à préciser et à réaliser tous ensemble. Ce projet, c'est l'autosuffisance pour tous les produits essentiels au bien-être : alimentation, logement, habillement… C'est la maîtrise du marché intérieur par des Entreprises nationales conçues à l'échelle de nos besoins. Dans la réalisation de ce projet, l'Etat prendra ses responsabilités Il n'agira plus à la place des Guinéens, mais quand c'est nécessaire, les aidera et les protégera. Notre économie doit se rôder ; elle ne peut, sans risques, s'ouvrir brutalement à la concurrence étrangère : elle s'engagera progressivement sur la voie du libéralisme.

D'abord, il faut révise le véhicule. Le préalable à tout redressement économique, c'est l'assainissement monétaire. En 1986, la Guinée aura une nouvelle monnaie. Changer des millions de billets ne s'improvise pas. Nous le ferons lorsque toutes les conditions de réussite de l'opération seront réunies. Tout détenteur de devises peut déjà les changer à un taux qui reflète mieux la vraie valeur de notre monnaie. Un système bancaire digne de ce nom se met en place.

La réorganisation de la Banque Centrale est en bonne voie. Dès demain, les autres banques d'Etat seront fermées. Trois banques à capitaux mixtes ou privés, guinéens et étrangers, sont ou seront à brève échéance installées à Conakry et dans l'intérieur du pays. Ce sont des vraies banques, vous pouvez avoir confiance en elles ; votre argent est, en permanence et intégralement, à votre disposition ; si vous avez un projet sérieux, vous pouvez emprunter. Comme la monnaie et le crédit, les instruments juridiques sont essentiels au développement économique.

Ces derniers mois, un effort de réglementation a été accompli. Il est encore marqué par l'esprit du système et traduit plus le souci du contrôle et du trafic d'influence que la volonté de promouvoir la libre entreprise.

Je veux que chaque Guinéen ait la plus grande liberté d'investir et de créer l'Entreprise de son choix. Les agréments vont être supprimés et les procédures simplifiées au maximum. Une commission est chargée de proposer d'urgence les mesures à prendre pour établir en Guinée l'environnement institutionnel le plus favorable à l'épanouissement de l'initiative privée, prioritairement celle de nos compatriotes.

L'économie a besoin de règles de jeu claires et précises : que chacun sache ce qu'il peut faire et ce qu'il ne doit pas faire. Ceux qui respecteront ces règles n'auront rien à craindre de l'Etat ; leur réussite ou leur échec dépendra de leur capacité à affronter la concurrence. Satisfaire les besoins des clients et réaliser des profits, cela doit aussi être la règle pour l'actuel secteur d'Etat. C'est dans cette perspective que nous allons l'assainir. Une profonde rénovation avec réduction des effectifs du personnel s'impose pour la plupart des Entreprises qui le composent. Sauf dans les domaines stratégiques, nous souhaitons que ces entreprises soient reprises par le secteur privé ou transformées en sociétés d'économie mixte. Nous ne pouvons tenir compte du seul critère de rentabilité immédiate pour fermer celles qui devront l'être.

Nous devons, en effet, éviter de priver le pays de capacités de production qui, demain seront utiles pour atteindre notre objectif d'autosatisfaction des besoins élémentaires. Les droits des travailleurs seront préservés : préalablement à tout changement de statut, des Conventions collectives seront négociées par secteurs d'activité ; un droit du travail moderne garantira à la fois les intérêts des travailleurs et ceux des Entreprises. Dans une économie de libre entreprise, l'Etat doit maintenir les principaux équilibres économiques : budget, échanges extérieurs. Sinon, le véhicule dérape : la monnaie se déprécie et les réformes échouent Avant de prélever des impôts, il faut créer la richesse. Notre fiscalité encouragera les investissements créateurs d'emplois.

Nos recettes budgétaires sont limitées : nous les utiliserons au niveau des intérêts du pays, en réduisant les frais de fonctionnement de l'Etat et en donnant la priorité aux dépenses productives. Les devises aussi sont rares, et, après la dévaluation, elles coûteront beaucoup plus cher ; il faut les économiser et les faire entrer en plus grande quantité. En cela, nos compatriotes de l'Extérieur peuvent beaucoup nous aider : si, tous les mois, chacun d'eux envoyait par la voie officielle 500 CFA à sa famille, cela représenterait pour la Guinée deux fois les revenus de la bauxite. Mais l'important est de produire afin de réduire les importations et d'accroître les exportations.

Mesdames et Messieurs les journalistes,
Je voudrais, au nom du peuple de Guinée, remercier le Président Jacques Chirac, son gouvernement et le peuple français d'avoir bien voulu accepter de faire cette visite dans notre pays. Nous en sommes très fiers et très honorés. Nous voulons que la coopération

entre la France et la Guinée se développe. Vous ne restez pas sans savoir que, depuis 1984, la France a beaucoup fait pour notre pays. Les journalistes ont énuméré beaucoup de choses que la France a effectuées dans notre pays. Le peuple de Guinée reste reconnaissant. Sa visite, ici, aujourd'hui, en Guinée, va certainement renforcer les relations déjà établies entre la France et notre pays.

Certains journalistes français voulaient savoir tout à l'heure, à l'aéroport : qu'est-ce que la visite du Président Chirac nous apporte ? Je ne veux pas que vous demandiez à nouveau, je voudrais simplement vous dire qu'avec sa visite, nous savons déjà que les rapports seront beaucoup plus solides. Cela va renforcer la confiance entre la France et la Guinée. Cela encouragera les investisseurs français qui ont toujours hésité à venir en Guinée, au retour de la délégation française en France, à venir investir chez nous parce qu'aujourd'hui je pense que nous avons pu mettre à plat quelque chose qu'il faut pour attirer les investisseurs. Il y a beaucoup de choses dans cela qui manquent encore. Vous savez, quand on dit un investisseur, il ne vient pas pour faire des cadeaux. Il n'y a aucun investisseur qui vient pour faire des cadeaux et repartir.

Un investisseur n'est pas une institution humanitaire. Celui qui vient, il donne, mais aussi il prend. Alors, ce qu'il doit prendre, si on l'empêche de prendre cela, il ne revient plus. C'est cette confiance qu'il faut que nous cultivions entre les investisseurs étrangers et la Guinée.

Le Président Chirac apportera, j'en suis sûr, avec la délégation qui l'accompagne et les journalistes qui l'accompagnent, beaucoup d'investisseurs dans notre pays. Voilà, je pense avoir répondu à cette question. On n'attend pas d'autre chose de la visite d'un Chef d'Etat. Parce qu'un chef d'Etat vient pour une visite à un autre Etat, à un peuple. Ce qu'il apporte, c'est son amitié. Il ne peut pas donner plus. Mais ce qu'il peut faire apporter, c'est ce qui est beaucoup plus important. Je pense que les investisseurs, s'ils ne peuvent pas écouter les Guinéens, ils écouteront au moins le Président français. Maintenant, si un journaliste a une question à poser, je suis prêt à répondre.

Le Président - Je voudrais d'abord remercier le Président Lansana Conte de son accueil, et chacun comprendra que je dise mon émotion à la suite de l'accueil que le peuple de Guinée nous a réservé, Un accueil nombreux, chaleureux, un de ces accueils qui caractérisent l'Afrique, son coeur, son sourire, son regard et dont je rapporterai, dont nous rapporterons dans nos pays du nord un souvenir très fort. Je voudrais vraiment

exprimer ma reconnaissance au peuple de Guinée. Nous avons évoqué avec le Président les problèmes de nos relations bilatérales, les problèmes de la sous-région, qui sont des problèmes difficiles et dans lesquels la Guinée apporte le meilleur d'elle-même en termes de paix, le problème des relations entre la Guinée et l'Europe et plus généralement l'Afrique et l'Europe, puis les problèmes internationaux qui nous préoccupent ensemble.

J'ai voulu indiquer au Président quelle était l'orientation aujourd'hui d'une politique africaine qui est constante pour la France mais qui, naturellement, s'adapte au fil des ans à l'évolution des choses et du monde. La France, aujourd'hui, souhaite un véritable partenariat actif avec l'Afrique et notamment avec chacun des pays africains. Sa politique est marquée par la fidélité à ses amitiés anciennes, mais également par une ouverture nouvelle à des pays avec lesquels elle n'avait que peu de relations, et c'est le sens qu'il faut donner, par exemple, à ma visite au Nigeria.

La France souhaite surtout, en tant que vieille nation notamment marquée par l'élaboration d'un certain type de démocratie, des droits de l'Homme, dans la mesure où les pays africains le souhaitent également, accompagner ces pays, accompagner ces peuples sur le chemin de la démocratie et du développement dans le respect de l'identité de chacun, dans le respect des intérêts de chacun, dans le respect de l'âme de l'autre.

Et c'est dans cet esprit que je souhaite que la France et la Guinée puissent, la main dans la main, poursuivre dans cette voie. Sur le plan régional, j'ai tenu à dire au Président Conte toute l'estime que la France avait pour le comportement d'un pays qui a toujours été le sien, notamment dans les drames qui se sont déroulés et qui se déroulent à ses frontières. Et j'ai dit au Président que nous étions solidaires, tout à fait solidaires de son action et que nous partagions la même vision des choses, les mêmes craintes et les mêmes espoirs : qu'il s'agisse du Libéria, de la Guinée Bissau ou du Sierra Léone.

Enfin, nous avons évoqué les problèmes qui ont été, par ailleurs, traités par le ministre de la Coopération sur les relations à la fois bilatérales et euro-guinéennes. Voilà ce que je voulais simplement dire, en remerciant, encore, le Président pour un accueil que je n'oublierai pas.

Question - Monsieur le Président, est-ce que vous avez évoqué le cas d'Alpha Conde avec le Président Conte et est-ce qu'il y a eu quelque chose qui en est sorti, ou bien on

est resté sur la décision, visiblement, du Gouvernement, que l'on a écouté, ce matin, et qui veut aller jusqu'au procès ?

Le Président - J'ai évoqué ce problème avec le Président non pas pour faire d'ingérence dans les affaires de la Guinée mais parce que nos relations personnelles et amicales me permettaient de le faire. Et j'ai compris que l'intention des autorités guinéennes était de faire en sorte que l'instruction soit menée le plus rapidement possible, et dans le sérieux et la sérénité de la justice, et qu'ensuite le procès soit un procès tout à fait transparent et auquel chacun pourra observer. Et à partir de là, la décision appartient à la justice de Guinée, mais peut-être que le Président veut ajouter un mot.

Le Président Lansana Conte - je n'ai rien à ajouter, c'est ce que l'on a dit.
Question - Monsieur le Président de la République de Guinée, Alpha Conde a perdu la présidentielle de l`an dernier, alors certains se demandent pourquoi, puisqu'il n'est plus un danger pour vous, vous le maintenez en prison au risque peut-être de ternir l'image de la République de Guinée en Afrique et dans le monde.

Le Président Lansana Conte - L'image de la République de Guinée ne peut pas être ternie parce que l'on a mis un individu en prison. Ce n'est pas seulement en Guinée que l'on met en prison. On met en prison partout, quand il y a des fautes. Quand c'est vérifié. Mais si la faute de l'intéressé est reconnue, la justice est là pour juger. Tous les jours, en France, vous êtes en train de mettre en examen tout le monde : de temps en temps, tel ou tel ministre est mis en examen, tel ou tel député est mis en examen, tout le monde est en examen. Si c'est vrai, on le maintien en prison, si ce n'est pas vrai, on le laisse partir. Pourquoi le cas de la Guinée vous tracasse tellement.

Question - Monsieur le Président de la République française, après la rencontre de Dakar et beaucoup d'autres contacts entre vous et le Chef de l'Etat de la Guinée, vous avez pris le temps de vous connaître, que pensez-vous de ce temps aujourd'hui ?
Deuxième question : vous avez déclaré le 14 juillet dernier que dans une démocratie, il faut une opposition forte et un programme puissant pour prendre le pouvoir. Est-ce que ces propos sont valables pour l'Afrique ? Et je souhaiterais connaître aussi les motivations, le choix des capitales que vous visitez cette fois-ci ?

Le Président - Je voudrais tout d'abord vous dire que j'ai pour le Président Conte, et depuis longtemps, un très grand respect fondé sur une réalité. C'est que le Président Conte est un homme de paix. Et je crois qu'avec la démocratie, la paix est le besoin le

plus important de l'Afrique d'aujourd'hui. Quand on voit, y compris dans cette sous-région, ce qui se passe, on se dit que l'on a vraiment besoin d'hommes de paix.

D'ailleurs je connaissais le Président Conte depuis longtemps, notamment au travers du jugement d'un homme pour lequel j'avais un infini respect, avec lequel le Président Conte n'a pas toujours été d'accord d'ailleurs, et qui était le Président Félix Houphouët-Boigny, qui m'a toujours dit, quels que soient les accords ou les désaccords qui pouvaient y avoir entre eux, des choses extrêmement élogieuses sur le Président Conte, même quand il n'était pas d'accord sur des problèmes politiques ou de politique étrangère.

D'autre part, je vous l'ai dit tout à l'heure, la France est une vieille démocratie, il y en a d'autres. Elle n'est pas devenue une démocratie du jour au lendemain. Le jour où elle a été une démocratie, elle a connu des accidents, des retours en arrière, des difficultés, des problèmes, ce qui lui permet d'avoir une vision un peu indulgente des choses et la compréhension du temps nécessaire pour renforcer, enraciner la démocratie. Nous voyons que la route qui a été empruntée, de ce point de vue, par la Guinée va dans la bonne direction. Ensuite, naturellement, une opposition a pour vocation de devenir majoritaire, mais chaque chose en son temps. Laissons les choses évoluer à leur rythme. Il y a un rythme africain, il faut le respecter.

Question - Monsieur le Président, la loi de cristallisation des pensions des anciens combattants franco-africains a été votée en 1959 par la France. Cette loi porte atteinte aux droits de plus de 80 000 anciens combattants franco-guinéens qui ont combattu aux côtés de leurs frères d'armes français pour obtenir la libération de la patrie française. Des promesses ont été faites par les autorités françaises de régler progressivement cette situation. Quels sont, aujourd'hui, les derniers développements.

Le Président - C'est un problème dont je reconnais bien volontiers qu'il existe et qui est un problème essentiellement financier pour appeler les choses par leur nom. Je souhaite qu'au fil des ans, on puisse faire les rattrapages nécessaires. Mais là aussi, il faut nous donner le temps qui nous permet d'assumer ces dépenses qui sont importantes, mais qui sont en concurrence avec d'autres dépenses, celles de l'aide au développement, qui sont également très importantes. Comme vous le savez, la France est tout à fait en tête des militants pour l'aide au développement à l'Afrique.

Nous sommes d'ailleurs, et de loin, le premier donneur d'aide au développement à l'Afrique et le deuxième, après le Japon, donneur d'aide au développement pour le monde. Par conséquent, on ne peut pas tout faire. Voilà le fond du problème pour vous dire les choses franchement.

Question - Monsieur le Président de la République, vous avez relevé tout à l'heure quelques problèmes auxquels la Guinée est confrontée, notamment les problèmes de sécurité. Vous êtes à votre première visite en Guinée, vous avez la réputation d'être très attaché à l'Afrique. Peut-on savoir la place qu'occupe la Guinée dans la politique africaine française, notamment par rapport aux orientations françaises en matière de coopération sous régionale.

Le Président - D'abord, la Guinée et la France ont connu une période je dirai, de froid qui, naturellement, maintenant appartient à l'Histoire. Ce qui fait qu'aussi bien au niveau européen -cela dit, je rappelais tout à l'heure au Président que l'augmentation de l'aide publique européenne a été de 30% d'une année sur l'autre- qu'au niveau de nos relations bilatérales, la Guinée est aujourd'hui, pour nous, un pays prioritaire.

Il est prioritaire parce qu'incontestablement la situation s'améliore. Le jugement porté par le Fonds Monétaire International, comme vous le savez, est un jugement positif qui a permis à la Guinée de maîtriser ses dépenses, de maîtriser l'inflation, d'avoir une croissance relativement forte, supérieure à 4,5%, probablement aux alentours de 5% pour cette année, malgré les difficultés concernant le marché de la bauxite ou d'autre. Le directeur général du Fonds Monétaire International me disait encore, il y a quelques jours, son appréciation positive en ce qui concerne la Guinée. Premièrement, c'est un pays qui fait un effort dans le domaine de ce que l'on appelle la bonne gouvernance. Cela est très important pour inspirer confiance au monde extérieur et notamment, comme le disait le Président Conte tout à l'heure, aux investisseurs.

Deuxièmement, c'est un pays dont le potentiel est très important. Nous allons demain, si le temps le permet, ce que je souhaite, inaugurer le barrage avec le Président. C'est un geste fort, à l'égard d'investisseurs qui s'interrogent parfois en se demandant s'il y aura l'énergie nécessaire que requièrent les usines et la production. Nous allons apporter demain, ensemble, à la suite de l'initiative de la Guinée, une réponse positive à cette question. Tout ceci fait que la Guinée fait partie des préoccupations prioritaires de la France. C'est d'ailleurs ce que Monsieur Josselin, ici présent, a évoqué, je crois,

tout à l'heure et évoquera ce soir ou demain avec son homologue et les ministres compétents de Guinée.
Je vous remercie.

Conférence de presse, le 24 octobre 2003 à Conakry

Citation : *« Je crois que nous sommes assez mûrs pour savoir ce que nous devons faire, si nous voulons aller et le chemin que nous voulons emprunter, pour arriver à notre objectif »***.** Vous semblez seulement oublier le fait que grâce à cette maturité, le peuple de Guinée n'a pas besoin des étrangers pour pouvoir juger le bilan de vos dix-neuf années de pouvoir solitaire faites de corruption effrénée, de détournements des deniers publics impunis, d'ethnocentrisme et de campagne mensongère contre nos compatriotes qui ont le malheur de vivre à l'étranger.

À ce titre, nous tenons à vous dire que ceux des leaders des partis politiques de l'opposition guinéenne auxquels vous faites allusion ont pour la plupart participé à la campagne pour le « non » historique du 28 septembre 1958 pendant que vous serviez l'armée coloniale française en Algérie. Vous n'êtes donc pas plus patriote qu'un autre Guinéen. Le fait de n'avoir jamais quitté la Guinée ne vous confère aucun mérite spécial par rapport à qui que ce soit. Le patriotisme vrai exige du chef d'État que vous êtes encore une gestion honnête et transparente du patrimoine national qui vous est confié.

Vous n'avez malheureusement convaincu personne de vos aptitudes dans ce domaine. Toute la Guinée se souvient aussi d'une déclaration dans laquelle vous avez dit que tout le monde savait dans quel état de pauvreté les membres du Comité militaire de redressement national (CMRN) ont pris le pouvoir en avril 1984. Et d'ajouter que si l'on voyait l'un d'entre vous construire des villas, c'est qu'il aura volé l'argent du pays. Aujourd'hui, vous considérez que tout l'argent du pays vous appartient à titre personnel et individuel.

En décembre 1993, vous avez clamé haut et fort au cours d'une conférence administrative à Kankan suite à la suspension de la campagne présidentielle que, citation : ***«*** *Je prends l'argent du pays pour en faire ce que je veux. Que celui qui n'est pas content vienne m'arrêter* ***».*** Cette arrogance par rapport à la délinquance et aux crimes économiques est le plus mauvais exemple qu'un chef d'État ait pu manifester en Afrique. Vous avez également couvert et même encouragé en février 2003 le vice-

gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) lorsque celui-ci a prélevé sur les avoirs de cette institution une somme de 44 milliards de francs guinéens, soit l'équivalent de 20 millions de dollars USA pour financer votre « pré campagne ».

Vous lui auriez prêté votre hélicoptère de fonction pour continuer la pré campagne faite d'achats de conscience des marabouts, de notables et d'organisations de danses folkloriques dans toutes les régions du pays. Nous vous disons à haute et intelligible voix qu'il s'agit là de crimes économiques graves contre le patrimoine national et de sabotage systématique de la monnaie guinéenne.

À ce rythme, nous préférons ne pas connaître la profondeur de la « mare » dans laquelle vous vous baignez en Guinée. Pendant ce temps, l'économie guinéenne vit son année la plus sombre depuis l'indépendance : le Trésor public qui ne reçoit pratiquement plus de recettes fiscales et autres traîne une dette de mille milliards de francs guinéens (454 millions $ US) sur la Banque centrale, soit un dépassement de sept fois les 150 millions de francs guinéens autorisés.

Par voie de conséquence, votre gouvernement se révèle incapable de payer les 133 milliards de francs guinéens (61 millions $ US) de dette intérieure en condamnant ainsi la plupart des opérateurs économiques locaux à une faillite certaine et leurs employés au chômage. La misère du peuple de Guinée ne vous intéresse pas puisque vous auriez dit un jour au sujet des prix des denrées de première nécessité que vos épouses n'allaient pas au marché. Vous ne pouvez pas créer un parti politique, financer son fonctionnement, en occuper le poste de président et prétendre ne pas « faire de politique ». Ou alors, vous n'avez aucune idée des responsabilités qui incombent à quelqu'un qui veut gouverner un pays en se soumettant périodiquement au suffrage de ses concitoyens. Cela constitue l'a b c de la démocratie. Le fait de gouverner tout seul et sans jamais avoir besoin des conseils de qui que ce soit comme c'est le cas chez vous s'appelle l'autocratie, soit en d'autres termes, la dictature.

Elle est totalement archaïque et dépassée. Et si l'on se réfère à l'histoire des peuples qui habitent la République de Guinée, aucune chefferie traditionnelle ne fonctionnait dans le style qui est le vôtre. Vous dites dans votre discours du 13/09/2003, citation : « *Depuis 1984 jusqu'aujourd'hui, ceux qui me désignent et qui ont confiance en moi, je ne les ai jamais écoutés. Je n'ai jamais pris conseil avec eux pour faire ce que je fais au sein du*

gouvernement. … Il faut suivre nos coutumes, au lieu de suivre toujours l'Europe dans ce qu'on fait ».

Mais vous êtes le premier à oublier ces coutumes dans l'exercice de votre pouvoir. Nous vous rappelons tout de même que c'est bien vous qui avez fait appel à un « marabout blanc » qui vous accompagnait dans tous vos déplacements en Guinée et à des « touristes » blancs bien musclés un certain 4 juillet 1985. C'est d'ailleurs pour cela que l'opposition guinéenne ne peut accorder aucune confiance à la fameuse Commission interministérielle qui a été mise en place pour amadouer cette opposition et la communauté africaine et internationale.

À partir du moment où vous n'accordez aucune considération aux ministres que vous avez choisis sans aucune contrainte, comment voulez-vous que les opposants leur confèrent un quelconque crédit ? Nous pensons que vous allez trop loin en prétendant ceci, citation : *« Moi, personne ne discute avec moi quand je suis président. …C'est moi que le peuple a désigné pour diriger le pays, je le dirige entre moi et Dieu. C'est tout. …On ne se mélange pas avec les malfaiteurs pour prendre une décision. On prend sa décision. Si moi, je prends une mauvaise décision contre mon pays, c'est Dieu seul qui peut me punir, pas un homme »***.**

Il ne vous a en fait rien coûté de vous faire « désigner » par le peuple en trichant et en falsifiant les véritables résultats des deux élections présidentielles de 1993 et de 1998. Le langage que vous tenez maintenant est totalement différent de celui que vous avez tenu un certain jour de février 1996, lorsque des militaires comme vous ont bombardé votre palais et vous ont obligé de vous rendre les deux mains croisées sur la tête. Sachez que le Bon Dieu ne dort pas et qu'il peut à tout moment reprendre ce qu'il a donné. Surtout lorsqu'on en fait mauvais usage. Vous commettez une très grave faute en cherchant à établir un fossé infranchissable entre ceux que vous appelez *« Guinéens étrangers »* et *« Guinéens »* après avoir traité les premiers de cafards et de punaises. Tout cela pour conserver le pouvoir afin de continuer à vous enrichir de manière illégale et illicite sur le dos du peuple de Guinée. Cette propagande primitive et haineuse ne peut tromper que vos complices mafieux qui profitent du pillage organisé et dirigé par vous-même**.** C'est pour cela que vous ne pouvez pas vous imaginer ailleurs qu'au palais présidentiel et ce, jusqu'à votre mort.

De ce fait, nous avons acquis la conviction que tant que vous serez au pouvoir, il n'y aura pas d'élections transparentes, libres et équitables en Guinée. Il en sera de même

pour toutes les revendications de l'opposition regroupée au sein du Front républicain pour l'alternance démocratique (FRAD), à savoir entre autres : une Commission électorale nationale indépendante (CENI), la libéralisation des ondes, un accès équitable de l'opposition aux médias d'État, la liberté de manifestation, une amnistie pour tous les condamnés, etc. Prenez exemple sur le Mali voisin avant qu'il ne soit trop tard pour vous.

Quant aux relations de votre gouvernement avec les multinationales qui exploitent les richesses minières de notre pays, il ne nous appartient pas de vous donner des conseils puisque vous n'avez besoin des conseils de personne. Vous en savez autant que le Bon Dieu. Selon vous, ces sociétés *« sont des voleurs, des brigands. Que ce soit la CBG, CBK, ils sont tous des brigands »*. Mais la société CBG pourrait être amenée à vous demander ce que vous faites du loyer qu'elle paie à la Guinée depuis près de dix ans à raison de 8 millions de dollars par an, pour la location du port et de la cité de Kamsar ainsi que pour l'utilisation de la ligne de chemin de fer de Sangarédji qui sont propriété intégrale de notre pays.

D'autres questions bien embarrassantes pour votre personne pourraient surgir aussi du côté d'autres paiements ou brigandages provenant de votre entourage au niveau de tous les opérateurs économiques : commerçants, industriels, entrepreneurs, bureaux d'études, etc. Vos autres collègues chefs d'États africains apprécieront votre politique d'intimidation des investisseurs privés étrangers dans le cadre du NEPAD. Le plus étonnant dans votre discours d'investiture comme candidat du PUP est que vous ne vous donnez pas la moindre peine d'indiquer le programme de gouvernement que vous entendez réaliser au cours du prochain septennat.

Vous n'avez en fait pas besoin de ce programme puisque dans votre système, les élections de décembre 2003 sont gagnées d'avance ! Ce sera cette fois un mandat de sept ans perdu pour le développement de notre pays. Il n'y aura que des « opposants » inconséquents qui vous accompagneront en participant aux prochaines « élections » présidentielles. C'est pourquoi nous vous disons dès maintenant qu'à partir de janvier 2004, le régime que vous dirigerez éventuellement sera pour nous un régime illégal dont les actes serons considérés par l'immense majorité du peuple de Guinée comme nuls, non avenus et de nul effet.

En souhaitant que vous compreniez l'impasse et la misère indescriptible dans laquelle vous avez précipité notre pays et que vous vous ressaisirez pendant qu'il en est encore temps en annulant votre candidature à l'élection présidentielle de décembre 2003, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments encore respectueux.

Chers compatriotes, dans un discours lu sur ondes de la télévision nationale (22 décembre 2008)

La Guinée a été depuis 1958 parmi les champions du panafricanisme. Nous savons le sacrifice que notre pays a consenti pour soutenir le mouvement de libération. L'armée guinéenne a vaillamment participé à la libération de nos frères de Guinée Bissau. Rappelez-vous que le Président défunt Lansana Conté dirigeait le contingent guinéen à partir de Boké. Le RPLA a été fondé en Guinée. Le Président Mandela et son frère Mbeki ont eu l'entrainement militaire à Kindia. Nous avons assisté nos frères d'Angola, du Mozambique et du Congo.

Donc, c'est par responsabilité nationale et sous-régionale que nous avons accepté un report léger de la date des élections. Ce n'est ni une capitulation, ni une reculade, mais la fidélité à ce qu'a été la Guinée hier, qu'elle est aujourd'hui, qu'elle sera demain. N'oubliez pas que dans la nouvelle Constitution, nous avons écrit que la Guinée est prête à se fondre dans un ensemble plus vaste. Voilà donc pourquoi nous devons toujours rester dans le cadre de la CEDEAO et de l'Union africaine. Bien sûr, certains vont jubiler en disant c'est de la capitulation. Voilà donc la lettre que j'envoie au président en exercice de la CEDEAO. Je sais que beaucoup d'entre vous vont être mécontents, déçus, révoltés. Mais la Guinée qui a été la patrie du panafricanisme peut-elle s'isoler de ses pays-frères ? Nous disons non. Mon passé est là : ancien président de la FEANF, ancien président de l'Union africaine. Vous avez tous vu comment j'ai défendu l'indépendance de l'Afrique et comment.

Guinéennes et Guinéens

Chers Compatriotes

Nous devions accepter en Guinée de reconnaître les mérites des hommes et des femmes et construire sur les acquis. L'éternel recommencement est une tare de notre société, la haine et le rejet de l'autre sont les facteurs favorisants. C'est pourquoi le 22 décembre ne doit pas passer inaperçu, nous devrions méditer et revoir les copies pour

ne pas reproduire les erreurs du passé. La décentralisation est le levier de la participation citoyenne et un moyen sur pour le développement local durable.

Les annonces faites en 1985 sont d'actualité et constituent encore un défi pour le développement national. Que de haine dans mon pays, que de gaspillage, que de rendez-vous manqué ? Saisissons cette opportunité pour rendre hommage à tous ceux qui ont consacré une partie ou la totalité de leur vie pour la dignité et la grandeur de notre pays. Nous devrions apprendre à évaluer le passé avec recul, objectivité et humanisme et se projeter avec humilié vers l'avenir. Tout n'est pas rose mais la vie continue. Que Dieu bénisse la Guinée
Amen

2. Le sous-corpus des discours d'Alpha Condé

Le sous corpus d'Alpha Condé se répartis comme suit :

a) Prestation de serment du Prof Alpha Conde en 2010 ;
b) Réformes économiques, dialogue et unité nationale, relance des secteurs énergétique, minier et agricole, emploi, sont les principaux axes du discours du président Alpha Condé, mardi, à ses compatriotes, à l'occasion de la célébration de l'an 1 de son investiture à la présidence de la République. (Conakry, le 21 décembre 2011)
c) Discours d'Alpha Condé à l'occasion du nouvel an 2013, (31 décembre 2012) ;
d) Discours de nouvel an 2014, Alpha Conde Guinéennes, Guinéens ;
e) Discours à la nation du nouvel an (31 décembre 2015) ;
f) Alpha condé : 17 eme forum économique international organisation de coopération et de développement économique, le 4 octobre 2017 ;
g) Le message à la nation (2 octobre 2017), le 59ème anniversaire de l'indépendance de notre pays après le vote historique du 28 septembre 1958 qui a révélé au monde entier le courage exceptionnel du peuple guinéen à prendre en main son destin national ;
h) Projet de discours de son excellence monsieur le président de la république de guinée. Le professeur alpha Conde. Projet de Discours du Président Pr Alpha Condé à la 23e Conférence des Nations Unies sur les Changements climatiques (COP23) Monsieur le Président de la 23eme conférence des Parties (Allemagne, novembre 2017),
i) Fête de l'Indépendance : le président Alpha Condé s'adresse à la Nation (2 octobre 2018)
j) Adresse à la Nation : discours intégral du président Alpha Condé (Présidence) (4 septembre 2019)
k) Report du scrutin couplé du 1er mars : le discours intégral d'Alpha Condé (22 février 2020) ;

l) Coronavirus/ Alpha Condé aux Guinéens : " (17 mai 2020 à Abidjan) ;
m) Dans une adresse à la Nation, ce (lundi 15 juin 2020), le président de république le Pr. Alpha Condé a annoncé de nouvelles mesures, dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;
n) Le Pr Alpha Condé milite pour une monnaie unique des États de la CEDEAO (22 juin 2020) ;
o) Discours Alpha Condé, adresse à la nation (14 juillet 2020)

Discours intégral du président Alpha Condé à l'An 1 de son investiture (janvier 2011)

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes, chers invités, hôtes étrangers qui vivez parmi nous. C'est un réel bonheur pour moi de vous recevoir cet après-midi pour partager ensemble ces quelques heures qui nous séparent du 1er anniversaire de l'investiture que le peuple de Guinée a bien voulu me confier. Aujourd'hui, je veux exposer franchement et clairement où nous, en tant que pays, avons été, où nous sommes à présent, et où nous allons dans le futur. La Guinée a connu 50 années difficiles. Dans ces moments d'épreuves, avec les jeunes et les femmes, nous nous sommes battus pour transformer notre présent en un futur de liberté et de prospérité.

Depuis une année donc, à travers des élections libres et transparentes, les guinéennes et guinéens ont institué un régime du peuple par le peuple et pour le peuple auquel ils aspiraient fortement, et pour lequel ils ont consenti de lourds sacrifices. Nous tenons ici à rappeler au peuple que ce pouvoir est le sien, cette victoire de la démocratie est la sienne. C'est le juste résultat de son combat. L'année qui finit bientôt n'a pas été facile. Nous revenons de loin. Notre passé a été sombre et divisé. Notre avenir doit être comme une seule nation, un seul pays, partagé par tous pour le bénéfice de tous. Étape par étape vers une vie meilleure : telle est notre ambition. L'année 2011 a été meilleure que 2010.

L'année 2012 doit être meilleure que 2011. Pendant cette première année, il nous a fallu poser les fondations d'un véritable Etat de droit, d'une administration plus performante et du retour de notre pays sur la scène internationale. Tout au long de cette année, nous avons dû faire des choix difficiles et prendre des initiatives audacieuses. Le commencement du développement des infrastructures et de l'énergie, le nouveau code minier, la réforme de l'armée, et les nombreuses réformes structurelles entreprises étaient des préalables nécessaires au changement souhaité par les guinéennes et les guinéens.

Sans vous, qui avez su faire preuve de compréhension, de patience, d'abnégation et de patriotisme, rien de tout cela n'aurait été possible. Et nous n'aurions pas été en mesure de relever les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés. Je vous ai promis le changement. Avec votre soutien, je créerai les conditions d'une vie décente pour tous, sans discrimination aucune. Et, surtout je donnerai l'espoir que nos fils et filles vivront mieux que nous dans une Guinée réconciliée avec elle-même, avec son histoire, une Guinée prospère et solidaire.

L'année 2011 a donc été une année d'efforts, de travail incessant et de mutations. A l'image de la préparation d'un champ, nous avons réussi durant les 12 mois derniers, à défricher, labourer et semer les graines qui annoncent d'abondantes moissons. En cette fin d'année, les premières pousses sortent de terre. Déjà, notre situation financière et macroéconomique s'est notablement améliorée. En effet, le 23 novembre dernier, la Banque Mondiale et le FMI nous ont félicités pour le respect de nos engagements, et des mesures que nous avons prises pour le redressement de notre économie. Le labeur et les difficultés n'ont pas été vains. Des résultats qui augurent d'un lendemain meilleur ont été atteints :

– le déficit budgétaire qui était de 13% a été ramené à 2%,
– à notre arrivée, les réserves en devises, de la Banque Centrale, couvraient à peine 8 jours d'importation, aujourd'hui elles peuvent couvrir 5 à 6 mois d'importation,
– L'inflation a été stabilisée et le taux de croissance passe de 1.5% à environ 5%, dans les quatre prochaines années
– Les mesures d'incitation (mise à disposition des engrais et d'outillage agricole dont les tracteurs ainsi que l'encadrement technique des paysans) ont permis une augmentation de 8% de production en cours.
– Nous avons réintégré toutes les institutions financières internationales et nous espérons atteindre bientôt le point d'achèvement de l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettes (PPTE). Ce programme du FMI nous permettra de concrètement voir réduite notre dette de deux-tiers en effet. Cette dette de 3 milliards 100 millions de dollars sera réduite de 2 milliards 400 millions de dollars courant 2012. Les transformations en cours et l'assainissement de l'environnement des affaires ont renouvelé la confiance de nos partenaires étrangers.

Ils viennent de plus en plus nombreux en Guinée, motivés par les mesures prises contre la corruption et notre nouvelle politique de partenariat gagnant-gagnant. Nos

partenaires étrangers sont rassurés par nos initiatives de renforcement de la transparence dans l'octroi des marchés publics et ils ont apprécié la mise en place du Guichet Unique ainsi que la création de l'Agence pour la Promotion des Investissements (API). Grâce à nos réformes, les formalités liées à la création d'une entreprise en Guinée prennent aujourd'hui moins de 10 jours, alors qu'il en fallait deux mois par le passé.

Dans le secteur minier, un des piliers de notre économie, nous avons entamé une réforme de fond visant, d'une part, à accélérer le développement de nos mines, longtemps restées dormantes, et d'autre part à assurer des revenus plus importants pour l'Etat, pour les entreprises et pour les populations. Il s'agit de mieux défendre des intérêts de la Guinée en créant des conditions attractives pour les investisseurs. Il était important de revoir l'ensemble des contrats miniers.

J'ai commencé le travail d'assainissement par un diagnostic du secteur minier en associant tous les acteurs nationaux. Je me suis ensuite informé au niveau international pour identifier les meilleures pratiques qui existaient à travers le monde. Nous sommes ainsi arrivés à un nouveau Code minier, qui constitue un compromis positif entre, d'un côté les intérêts légitimes du peuple de Guinée, véritable propriétaire des ressources et de l'autre côté nos partenaires que sont les sociétés minières.

Nous pouvons être fiers d'avoir eu l'ambition, le courage et la détermination d'établir un code innovant, à la pointe des nouvelles normes d'équité, de développement durable et de transparence, qui déjà fait figure de référence pour d'autres pays miniers. Grâce à ce nouveau code, la Guinée va enfin être en mesure de mettre à profit les immenses ressources naturelles dont nous disposons. Les dizaines de milliards de dollars, qui vont être investis en 10 ans vont propulser l'économie guinéenne à une toute autre échelle. Les retombées directes et indirectes de ces investissements miniers vont générer des milliers d'emplois, stimuler un important transfert de technologie et permettre une importante amélioration des conditions de vie des populations.

L'adoption du Code minier constitue la première étape d'un processus, qui comprend en second lieu la mise en place, étape par étape, d'un cadre précis de révision des contrats existants. Ce document appelé « du procès », en anglais, vient d'être finalisé par nos équipes techniques. Il permet de clarifier pour nos partenaires étrangers la méthodologie à travers laquelle chaque contrat sera analysé en conformité avec le

nouveau code minier et dans le souci de protéger les investissements de nos partenaires tout en respectant et en garantissant les droits et les responsabilités de part et d'autre. Plus que les mines, le développement des infrastructures et de l'énergie apportera des changements visibles dans la vie des Guinéennes et Guinéens et assurera une évolution durable de notre économie. Ces énormes projets de construction de routes, de chemins de fer, d'usines de transformations qui accompagnent naturellement des activités minières vont engendre des milliers d'emploi qualifies et bien rémunérés. Nous pouvons d'ores et déjà citer :

– La construction du chemin de fer « trans-guinéen », qui permettra de relier Conakry à Bamako par le train en augmentant considérablement la quantité des échanges tout en réduisant leurs couts.
– L'agrandissement et la modernisation des ports de Conakry et de Kamsar vont nous doter de ports modernes d'une capacité nous permettant de devenir le leader sous régional et les partenaires privilégiés de nos voisins.
– La construction des Ports de Matakan et de Benty va assurer l'exportation de nos minerais pars les bateaux de 300,000 tonnes, et nous permettre aussi d'être très compétitifs face à la concurrence d'autres pays miniers.

Je sais combien le problème de l'électricité n'épargne personne en Guinée. Pas plus tard qu'il y a deux semaines une coupure est survenue au Palais du peuple alors même que je m'adressais à la jeunesse. Les jeunes, réunis à l'occasion du salon de l'emploi, n'ont pas manqué de me rappeler qu'ils comptent personnellement sur moi, et qu'ils ne souhaitent par exemple plus devoir préparer les examens à la lumière des lampadaires autour de l'aéroport parce que leur famille n'a pas d'électricité à la maison.

Cette situation dure depuis trop longtemps et n'est plus acceptable. Bientôt les améliorations seront visibles. Vous avez été nombreux à suivre l'arrivée des groupes thermiques. 125 mégawatts supplémentaires suivent et vont permettre d'améliorer la desserte en électricité des foyers de la Ville de Conakry d'ici en 2012.Cela signifie que les populations de Conakry auront de l'électricité à plus de 16 heures par jour.

Pour vraiment remédier au problème, il nous faut faire un travail de fond, acquérir de nouvelles capacités tout en améliorant les réseaux de distribution. Je sais que cela prend du temps, mais c'est le temps de bien faire. Plus de solutions bâclées, qui ne durent que le temps d'une campagne électorale ! Dans ce domaine comme dans

d'autres, l'aléatoire et le bricolage peuvent être pire que le manque. Nous méritons de vraies alternatives économiques et écologiques, telles que des énergies propres. La solution définitive du problème d'électricité dans notre pays se trouve dans la construction de barrages hydroélectriques. Les travaux de Kaléta ont déjà démarré par la construction de la route d'accès. Nous avons nous même financé le lancement des études et des travaux qui seront réalisés par une des plus grandes entreprises spécialisées de la Chine.

Je peux aujourd'hui vous annoncer qu'après des décennies de faux départs et d'annulations, le barrage de Foumi va enfin être réalisé et que le financement a été obtenu grâce au dynamisme et à la mobilisation des jeunes issus de la diaspora guinéenne en Europe et en Amérique du Nord. Le Premier Ministre se rend dans la semaine en Haute Guinée pour inaugurer la mise en place de système d'éclairage solaire dans les rues de Kankan et va officiellement annoncer aux autorités locales le démarrage des travaux de Foumi pour janvier 2012.

Les études des mini-barrages de Zegbéla, Mongo et Foutah sont elles aussi en cours. Pour Souapiti et Amariya, situés sur le fleuve Konkouré comme Kaléta, la recherche de financement est engagée. Tous ces grands travaux doivent s'accompagner d'une nouvelle culture de travail, axée sur des résultats. J'ai demandé aux Ministres concernés de s'assurer que les entreprises qui exécutent les travaux maintiennent leurs équipes 24h/24 en roulement 3 *8. Par exemple l'Echangeur du pont 8 novembre et la route Kissosso/Dabompa doivent se réaliser dans les meilleurs délais sans en sacrifier la qualité.

Notre ambition de jeter les bases d'une vraie démocratie suppose aussi la réforme du secteur de défense et de sécurité, que j'ai résolument entamée dès mon investiture. Je dois saluer nos forces armées, qui ont partagé cette vision républicaine et accepté toutes les mesures de cette grande réorganisation. Aujourd'hui, l'armée est dans les casernes, mobilisée et motivée pour la professionnalisation et la modernisation de ses forces.

Mon projet est de renouer avec la tradition d'une armée guinéenne, qui faisait la fierté de l'Afrique. Je souhaite d'une part lui donner les moyens d'être une armée véritablement républicaine capable d'assumer sa fonction traditionnelle de défense de l'intégrité du territoire. Et d'autre part, je souhaite la voir aller plus loin en s'impliquant

aussi dans le développement économique et social du pays. Déjà, l'armée est fortement impliquée, à travers le Bataillon du Génie Militaire, dans la réalisation des routes et la construction de diverses infrastructures telle que la route d'accès au site du barrage hydroélectrique de Kaleta.

Le recensement biométrique en cours va favoriser le suivi de la formation à la retraite de chaque soldat et de chaque officier. Désormais, chaque avancement en grade doit correspondre au préalable une exigence de formation. Le départ à la retraite de 4.200 éléments se fera avec un plan d'accompagnement pour chaque homme. La fin de service dans l'armée comme dans la fonction publique en générale doit bientôt être perçue comme une nouvelle opportunité et non comme un désespoir. Dans quelques jours, nous serons en 2012. 2012 sera pour la Guinée, l'année de la floraison et l'année de la transformation. C'est au cours de cette année 2012 que nous sentirons tous, de façon tangible, une amélioration progressive de notre mode de vie. C'est en effet en 2012 que nous moissonnerons les récoltes semées en 2011. Toutes ces réalisations que je viens d'énumérer, et j'en ai laissé beaucoup, ne constituent que les premières et fragiles germinations. Elles sont fragiles. Elles ont besoin de notre attention. Nous devons les entretenir, les arroser et les multiplier pour avoir un bon champ et une belle récolte.

Je connaissais les difficultés de la tâche, mais ce que j'ai trouvé est pire que ce que j'avais imaginé. Notre pays, la société, l'économie et l'Etat étaient en agonie. Notre pays était blessé et malade. Donc je continuerai à demander des efforts pour que les récoltes à venir soient à la hauteur des graines germées. Pour autant nous ne devons pas relâcher nos efforts. De nouveaux chantiers nous attendent et trois priorités se dégagent :

– Renforcer l'unité nationale,
– Changer et améliorer la vie quotidienne des populations,
– Transformer l'économie et attirer les investissements internationaux.

Pour renforcer l'unité nationale, je veillerai personnellement à la poursuite du dialogue politique multipartite que j'ai initié en recevant les leaders politiques le 15 novembre dernier. Le dialogue politique tourne autour de la préparation et de l'organisation des élections législatives 2012.

Comme je l'ai dit aux leaders des partis politiques, ma position m'oblige à rester au-dessus de la mêlée, mais conformément à leur demande explicite, je veille à la bonne

marche du dialogue et j'encourage les parties prenantes à l'écoute et au compromis indispensables pour trouver un accord. Je souhaite, avec l'ensemble des guinéennes et guinéens, que les élections législatives se tiennent le plus rapidement possible en 2012. Et comme je l'ai déjà dit, sur la base d'un chronogramme consensuel prenant en compte le point de vue de toutes les parties impliquées.

Le renforcement de l'unité nationale passe par la réussite du processus de réconciliation nationale. Ce processus est difficile, mais indispensable pour la cohésion de notre nation et pour la construction de sa mémoire historique. La Commission provisoire chargée la réconciliation nationale, qui a été mise en place, co-présidée par l'Archevêque et l'Imam de la Grande Mosquée de Conakry, a tenu une rencontre le 15 décembre dernier.

Les deux vénérables religieux ont installé des groupes de dialogue dans toutes les préfectures et ont débuté leur collaboration avec des experts nationaux et internationaux pour guider et accompagner nos efforts. Leurs premières observations nous donnent l'espoir que nous sommes sur un bon chemin et la réconciliation dans notre pays est non seulement possible mais en route. Je crois profondément que le changement tant attendu, pour être concret, doit se manifester et s'ancrer dans la vie quotidienne des guinéennes et des guinéens. Par-delà l'amélioration de la desserte en eau et en électricité, en plus de la construction de routes et de ponts ; d'autres secteurs clés doivent être d'avantages pris en compte durant l'année à venir : inclus l'agriculture et la mise en avant les femmes et les jeunes.

Mon but fondamental pour la Guinée est la souveraineté alimentaire. Nous devons, encore une fois, apprendre à produire ce que nous consommons et à consommer ce que nous produisons. Le développement agricole est notre meilleur outil de lutte contre la pauvreté. Nous sommes un pays majoritairement agricole. 70% d'entre nous vivent du travail de la terre. Nous disposons de 6 millions d'hectares de terres cultivables, dont nous n'utilisons que 10%, tandis que nous importons le riz et les autres denrées, qui constituent l'essentielle de notre alimentation. Accroitre notre potentiel agricole nous permettra d 'atteindre un triple objectif :

– Assurer la sécurité alimentaire de chaque famille
– Rééquilibrer notre balance commerciale en exportant plus que nous importons
– Devenir un des greniers du monde dans un contexte international ou la nourriture devient un enjeu crucial. Dans un pays ou 70% de la population à moins de 30 ans, les

jeunes sont les premiers artisans du développement. D'autre part les femmes, qui traditionnellement sont le pilier de leur foyer, ont prouvé leur capacité d'entreprendre et d'assurer la redistribution de leurs revenus pour le bien-être de la communauté. C'est pourquoi j'avais mis en place le Fonds de solidarité des femmes et le Fonds de solidarité des jeunes. Pour pérenniser ces différents fonds, une Agence nationale pour la micro finance a été créée.

Cette Agence va collaborer avec les institutions de microcrédits, et très bientôt, les premiers fonds seront débloqués pour encourager l'entreprenariat féminin et favoriser l'emploi jeune. Dans ce domaine, les efforts seront renforcés et amplifiés dans les mois à venir. Pour les jeunes, le service civique et d'action pour le développement (SCAD) sera bientôt fonctionnel. C'est un engagement volontaire du jeune pour améliorer sa formation et exercer ses compétences. J'ai donné des instructions pour que le 1er Conseil d'Administration de ce service se tienne incessamment et examine le plan d'action pour le lancement effectif des activités. Les premiers jeunes volontaires non scolarisés, déscolarisés et diplômés sans emploi seront alors recrutés.

Mesdames, Messieurs, chers invités,
La lutte pour le changement a été le combat de tous : syndicats, partis politiques, société civile, jeunes et femmes. Toutes les couches sociales de notre pays se sont données la main pour que la période d'exception aboutisse à l'établissement d'une démocratie véritable. Je garde dans mon esprit et dans mon cœur l'apport particulier de chacun.

Je profite de cette occasion pour féliciter et remercier les mouvements syndicaux pour le soutien qu'ils n'ont cessé d'apporter à mon action. La commission tripartite mise en place pour étudier ensemble et proposer des mesures concrètes pour la définition du salaire minimum de la retraite et de l'assurance maladie est le meilleur exemple de la collaboration indispensable entre toutes les forces vives de notre nation.

Aux dirigeants et militants des partis politiques, je renouvelle mon engagement solennel à protéger les libertés dans le respect de la loi. Je leur demande de poursuivre leur mission d'éducation civique des militants et des populations, car il est important que le rôle de creuset des partis politiques pour la construction de la nation soit affirmé et promu. Comme j'ai dit, étape par étape vers une vie meilleure : telle est notre ambition. A chaque étape, nous cherchons à faire deux choses simultanément : unifier

notre nation, mais aussi la changer. En tant que Président, je suis chargé à la fois de la responsabilité de cette unité et de l'urgence de ce changement.

Je dois écouter et avancer. Je dois être à la fois « un homme pressé » et « un leader qui unifie son peuple ». Ce double rôle requiert des qualités différentes. Le Premier – d'unifier- a besoin d'un président pour rassembler, faire des compromis, aborder avec humilité la tâche d'associer différents intérêts ensemble, des mouvements et des personnes.

Je m'engage à faire cela. Je ferai de mon mieux pour combler les différences, accueillir des opinions contradictoires et de guérir les traumatismes de la division. La seconde – qui consiste à changer la réalité quotidienne de la vie des gens pour le meilleur- le Président doit être résolu, déterminé et franc dans la poursuite de l'amélioration des services de base dont notre population a désespérément besoin. Unité est un impératif politique profond. Mais l'amélioration de l'électricité, des routes, des infrastructures, des services de base et des emplois sont aussi très importants et représentent une urgence fondamentale pour les Guinéens qui ont vécu dans la pauvreté et les privations pendant trop longtemps. La Guinée représente peut-être mieux que toute autre nation le paradoxe de l'Afrique : Des pays riches aux populations pauvres.

Riche en ressources et potentiels ; pauvre dans les conditions de vie et réalités quotidiennes. Cela doit être changé et mon engagement pour le changement est absolu et déterminé. Nous devons comprendre aussi que ces deux rôles sont, au niveau le plus profond, intimement liés : Si nous ne gardons pas notre Nation unie, nous n'aurons jamais l'espace politique de la changer.

Mais si nous ne changeons pas quotidiennement la vie de notre peuple pour le meilleur, nous n'aurons jamais la réalisation physique nécessaire pour soutenir la politique. Les deux vont donc finalement ensemble. Ils se soutiennent mutuellement. Et moi, en tant que Président, je vais faire les deux, ensemble avec la même détermination et la même résolution. J'ai lutté longtemps pour le changement, la liberté et la prospérité de notre pays. Je sais que l'une des conditions pour promouvoir la liberté et la prospérité est de rassembler tous les guinéens, toutes les guinéennes.

Le temps que nous perdons dans les conflits politiques et sociaux peut être mieux utilisé pour bâtir l'avenir de nos enfants. La richesse dont la Providence et la Nature ont doté notre pays nous permet d'être ambitieux, de nous projeter dans l'avenir en

nous donnant les moyens d'être une nation émergente dans les années à venir. Cependant, ni la Nature ni la Providence ne peuvent développer la Guinée à notre place. Il nous faut retrousser nos manches et protéger nos premières pousses afin de les entretenir jusqu'à la récolte. J'ai hâte de voir la Guinée vivre à la hauteur de son potentiel. Cela passe par le travail, par l'unité, par la rigueur et par la solidarité.

Réformes économiques, dialogue et unité nationale, relance des secteurs énergétique, minier et agricole, emploi, sont les principaux axes du discours du président Alpha Condé, mardi, à ses compatriotes, à l'occasion de la célébration de l'an 1 de son investiture à la présidence de la République. (Conakry, le 21 décembre 2011)

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat,

Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle,

Mesdames et messieurs les représentants des institutions,

Mesdames messieurs les membres du gouvernement,

Honorables invités,

Chers amis de la Guinée,

Chers compatriotes,

Je suis très sensible aux témoignages d'amitié et de soutien qui me sont adressés depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 11 octobre 2015. Et je voudrai ici remercier et souhaiter la bienvenue en Guinée, notre cher pays, à tous nos hôtes, les chefs d'Etats qui ont bien voulu honorer de leur présence cette cérémonie de prestation de serment. En mon nom propre et celui du peuple guinéen, j'exprime la profonde gratitude pour cette marque de fraternité, d'amitié et de sympathie. Un motif de fierté pour le peuple guinéen.

A toutes les délégations des pays frères et amis, aux représentants des organisations internationales et à tous les amis de la Guinée venus en ce jour partager notre fierté, j'exprime ma profonde reconnaissance. Je tiens également à remercier les partenaires internationaux présents à nos côtés ces cinq dernières années, les pays amis et frères qui n'ont ménagé aucun effort pour nous apporter leur soutien, notamment durant les difficiles moments de la crise sanitaire que la Guinée a connue en 2014.

Et nous avons œuvré ensemble pour vaincre cette terrible maladie qui a porté un coup dur aux pays touchés et à leurs économies.

Chers compatriotes, le 11 octobre 2015, les Guinéens dans leur grande majorité ont exprimé leur choix en faveur de ma candidature à l'élection présidentielle. C'est un honneur pour moi de remercier le peuple de Guinée. Pour cette nouvelle marque de confiance, qu'il vient de me renouveler, en me portant pour une seconde fois à la magistrature suprême de notre pays. C'est un nouveau mandat présidentiel me permettant, de continuer l'œuvre commune que nous avons entreprise ensemble au cours des cinq dernières années.

Pour donner un autre avenir à la république de Guinée, sur le plan politique, économique et social. Je me réjouis du travail accompli durant ce quinquennat, avec l'ensemble des forces vives du pays : les jeunes, les femmes, les travailleurs, pour construire ensemble une Guinée nouvelle, moderne et dynamique. Ce jour de prestation de serment intervient après une consultation électorale libre et inclusive. C'est un jour symbolique pour notre nation parce qu'il contribue au renforcement du processus démocratique engagé depuis 2010.

Nous avons organisé cette dernière élection dans un contexte pacifique, un climat apaisé qui est l'illustration de la maturité politique et citoyenne de nos compatriotes. C'est pourquoi je rends un hommage particulier aux institutions républicaines dont l'ardeur au travail, la compétence et l'indépendance ont assuré le succès de l'organisation de ce scrutin. J'encourage ces institutions à poursuivre cette voie qui crédibilise et consolide la république. J'adresse ma reconnaissance aux forces politiques, aux organisations de la société civile, aux associations professionnelles, aux jeunes, aux femmes et aux anciens qui se sont impliqués pour assurer la tenue d'un scrutin apaisé et le triomphe de notre programme politique : à savoir, La Guinée en marche vers le progrès.

Je félicite l'ensemble de la presse nationale qui a fortement contribué à la sérénité et au bon déroulement du scrutin. Je tiens à le relever et à saluer son travail. Peuple de Guinée, le 11 octobre 2015, par votre volonté souveraine, vous m'avez une fois de plus accordé votre confiance pour présider aux destinées de notre cher pays. En me réélisant à la magistrature suprême, vous prenez avec moi un engagement nouveau et fort pour traduire dans les actes notre devise à savoir, le travail, la justice et la solidarité. Je vous promets de consacrer toute mon énergie à préserver l'indépendance de la Guinée, sa souveraineté chèrement acquise, son unité nationale et son rayonnement dans le monde.

Mes chers compatriotes, l'essentiel de nos actions vise à atteindre nos objectifs qui demeurent : la construction d'un pays uni, fort, libre et fraternel. Un pays tourné vers la prise en compte des aspirations de nos populations, par une gouvernance soucieuse d'offrir aux uns et autres une vie meilleure à travers une politique de développement, marquée du sceau de la lutte contre la pauvreté, de la mise en place d'une politique d'éducation et de santé menant à l'épanouissement de nos populations.

Parlant de l'avenir, ma pensée va d'abord à la jeunesse et aux femmes, car elles constituent le socle de notre essor économique et social. La Jeunesse et les femmes sont les actrices majeures de la renaissance de la nation Guinéenne. Avec elles, nous construisons un nouveau pays, dans un contexte international aujourd'hui marqué par des crises majeures, comme la lutte contre le terrorisme, et la lutte contre le péril climatique. Je suis heureux de retrouver des partenaires internationaux qui nous aident à effectuer cette tâche consistant à faire de la Guinée dans ce contexte, un pays modèle et exemplaire pour l'intégration africaine, la coopération avec les grands ensembles du monde.

La Guinée change, avec le renforcement des libertés publiques, une cohésion sociale qui se traduit par un dialogue permanent avec les partis politiques et la société civile afin de gérer ensemble les défis qui se posent à notre république… Nous rêvons d'une société prospère pour tous. Il s'agit de relever les défis du développement dans une société de projets qui offrirait des emplois aux jeunes, faciliterait l'autonomisation des femmes, et rendrait plus attractif notre pays dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant avec les acteurs publics et privés extérieurs.

C'est pourquoi, je vous promets de continuer à réhabiliter nos infrastructures, nos écoles, pour offrir un meilleur cadre de formation à nos jeunes qui ne seraient plus tentés par les douloureuses migrations à travers les océans dont les télévisions nous offrent aujourd'hui le triste spectacle. C'est dans ce cadre que nous comptons attirer les ressources de notre diaspora vers leurs pays d'origine, afin d'offrir une meilleure image de l'Afrique qui ne serait pas toujours celle de la main tendue, de la charité.

Je vous invite à avoir foi en notre pays, à cultiver vivement l'amour pour notre mère patrie, pour notre patrimoine commun. Je demeure convaincu que c'est dans la tolérance, le pardon et la paix que nous allons ensemble faire de notre pays, la Guinée, un pays modèle. Devant toute la Nation guinéenne, je réitère, en ce moment solennel, mon engagement à servir sans faille les intérêts de notre peuple. Porté par le suffrage universel, je reste au service de tous les Guinéens. A mes frères et amis Chefs d'Etat qui ont fait le déplacement de Conakry, aux éminentes personnalités et à toutes les délégations, je réitère mon ferme engagement à continuer d'œuvrer au renforcement de la paix et de l'intégration africaine, à la consolidation de la coopération internationale et de l'amitié entre les peuples. Vive la Guinée, vive le peuple guinéen unie et solidaire !

Je vous remercie

Discours d'Alpha Condé à l'occasion du nouvel an 2013, (31 décembre 2012)

Le président de la République Alpha Condé s'est adressé au peuple de Guinée ce 31 décembre 2012. Dans ce discours à la nation, le président guinéen parle de son bilan et donne les perspectives pour la nouvelle année 2013.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes,

C'est dans un climat de paix, d'entente et d'unité nationale que s'achève, pour notre pays, l'année 2012. Nous ne pouvons que nous en réjouir, à l'aune de la nouvelle année, 2013. C'est l'occasion pour moi de présenter à chacun d'entre vous, à vos familles et à vos proches, mes meilleurs vœux pour l'année 2014. Les vœux que je partage avec mon gouvernement s'adressent aux Guinéens de l'Intérieur, aux Guinéens de l'Extérieur ainsi qu'aux ressortissants étrangers qui vivent sur notre territoire national.

Je souhaite que l'année 2013 soit pour nous tous, une source de bonheur et de prospérité. Je formule aussi le vœu sincère qu'elle marque également la consolidation d'une société fraternelle et apaisée dans notre pays. Aujourd'hui, notre unité et notre cohésion nationale demeurent indispensables pour faire face aux multiples défis auxquels est confronté notre pays, et que nous nous efforçons, sans relâche, de surmonter. Ensemble, depuis la fin de 2010, nous avons ouvert un nouveau chapitre de notre histoire, voué à l'avènement d'une société libre et démocratique, ainsi qu'à la

mise en œuvre d'un projet de développement qui assurerait un mieux vivre à l'ensemble de nos concitoyens.

Mes chers compatriotes

Les instants de réjouissance que nous procure cette fin d'année ne doivent pas nous faire oublier ceux parmi les nôtres qui affrontent les épreuves de la maladie et de la souffrance. Pour eux aussi j'ai une pensée toute particulière et affectueuse. Je nourris également une pensée à l'endroit de nos valeureux soldats qui sont actuellement au Mali, dans le cadre d'une mission de paix confiée à la force internationale, la Minusma, et aux côtés de nos frères maliens. Nous pouvons légitimement en être fiers, car la Guinée accède ainsi au rang des Etats où le terme de démocratie trouve tout son sens, où seul le suffrage universel confère une légitimité politique. Le scrutin législatif a également permis aux électeurs d'exprimer un vote citoyen, transcendant les clivages ethniques, régionaux ou religieux, qui ont, dans un passé encore récent mis en péril l'unité nationale.

Cette évolution politique marquante s'inscrit dans le projet de construction d'une Guinée où l'Etat de droit sera la règle, où les aspirations de l'ensemble des populations seront prises en compte par l'Etat et le gouvernement, où chaque citoyen trouvera sa juste place dans la société. C'est cet objectif conduisant à l'avènement d'une Guinée moderne, au service de tous, que je m'étais fixé dès la fin de 2010, qui est en voie de réalisation. Les acquis majeurs, sur le plan institutionnel et politique, enregistrés jusqu'ici, et qu'il nous faudra poursuivre en 2014, nous permettent d'asseoir les bases d'un Etat capable de résister aux démons de la division et des aventures politiciennes qui peuvent entraver la marche de notre jeune démocratie.

A ce propos, je déplore certains actes de violence commis en 2013, et j'exprime ici ma profonde compassion à tous ceux et à toutes celles qui en ont été les victimes.

Mes chers compatriotes

En cette nouvelle année, j'en appelle une fois encore au sens des responsabilités des uns et des autres, pour faire de l'Assemblée nationale le lieu privilégié des débats politiques et du dialogue qu'impose parfois la prise en compte de l'intérêt général. La représentation nationale aura, entre autres, pour mission de doter le pays d'un arsenal législatif nécessaire au bon fonctionnement de l'Etat et qui réponde aux besoins et aspirations du peuple guinéen. Autant dire que l'Assemblée nationale sera appelée à

renforcer le processus démocratique en cours depuis trois ans, dans le respect des droits et des devoirs des citoyens.

Mes chers compatriotes

Depuis près de deux années et demie, et au prix d'une gestion économique rigoureuse et vertueuse, la Guinée a retrouvé toute la confiance de la communauté financière internationale et des bailleurs de fonds, en général. En témoignent les résultats du récent Forum économique d'Abu Dhabi, au cours duquel les hauts responsables de grandes institutions internationales, tout comme les dirigeants des plus importantes firmes internationales, ont manifesté un vif intérêt pour notre pays.

Cette rencontre a ainsi permis la mobilisation de plus de six milliards de dollars d'investissements directs au profit de notre économie. C'est là la confirmation que notre pays est devenu un partenaire crédible. A cette occasion, j'ai ressenti une grande fierté de présider aux destinées d'un pays qui est en mesure d'offrir aux investisseurs internationaux toutes les garanties de crédibilité, tant au niveau de sa signature que de la compétence de ses responsables politiques et économiques.

C'est le lieu d'ailleurs de saluer les gros efforts déployés par les ministères des Finances et du Budget, pour redresser la situation budgétaire de notre pays, et assurer un suivi constant de l'exécution du budget national à travers des procédures plus strictes et plus transparentes. La rigueur affichée par ces deux départements ministériels, est le signe de notre volonté de nous doter d'une administration moderne, efficace, soucieuse de la qualité du service public et de l'intérêt général. La confiance dont jouit désormais la Guinée auprès de ses partenaires internationaux est le fruit du rétablissement des principaux équilibres macro-économiques.

S'il faut aujourd'hui se réjouir de nos performances économiques, il est utile de rappeler que notre pays vient de loin. Ainsi, en 2010, le déficit budgétaire était de 13%, alors qu'il est aujourd'hui de 2%, le taux d'inflation de 23%, contre 12 % en 2013 et la Banque centrale ne disposait, en termes de réserves de changes que d'un demi mois d'importation, contre six en cette fin d'année 2013. Le fort endettement du Trésor auprès du système bancaire a été l'illustration la plus éloquente de la situation économique calamiteuse dont nous avons hérité. De 45 milliards de francs guinéens à la prise du pouvoir par l'armée en 1984, celui-ci est monté à 137 milliards à fin décembre 1999, à 274 milliards en 2001, pour culminer à plus de 2 000 milliards en

2006. Le régime de transition a porté ce montant à 3 449 milliards de francs guinéens en 2009 et 6 433 milliards à fin décembre 2010 pour atteindre un endettement global auprès du système bancaire de 8 347 milliards de francs guinéens.

Aujourd'hui, nous sommes arrivés à réduire le déficit budgétaire, à juguler l'inflation, à alléger la dette extérieure, à stabiliser la monnaie, mais aussi à tripler les recettes douanières et à doubler les recettes fiscales. En matière de réserves de change, la Banque centrale dispose, comme je l'ai dit précédemment, de plus de six mois d'importation. Tous ces résultats, régulièrement salués par les grandes agences internationales, ont permis à la Guinée de signer un accord formel avec le Fonds Monétaire International, en septembre 2012, à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, ce qui a conduit à l'annulation de plus de deux-tiers de notre dette extérieure (soit plus de 3,2 milliards de dollars).

C'est le lieu pour moi de rendre hommage aux Guinéennes et Guinéens pour le sacrifice et les efforts consentis pour arriver à ces résultats qui honorent l'image de leur pays. Après la tenue des élections législatives du 28 septembre dernier, la Guinée a obtenu de l'Union européenne le déblocage du 10ème FED. Cet accord avec le Fonds Européen de Développement marque aussi la reprise totale de la coopération avec l'Union européenne, qui avait été suspendue en 2008. Les retombés positives de tous ces efforts se sont traduites par une augmentation des salaires de 50%, l'adoption pour la première fois du SMIG (évalué à 480 000 francs guinéens), la couverture médicale des travailleurs, le recrutement sur concours de 500 jeunes dans la Fonction publique, et bien sûr l'amélioration des conditions de vie des couches les plus modestes. D'autres actions ont été menées. Il y va ainsi de la suppression de l'impôt de capitation, de la gratuité des soins médicaux liés au don de la vie, le transfert des comptes du Trésor public à la Banque centrale et leur unification pour éviter la déperdition des recettes.

Aujourd'hui, l'amélioration de l'environnement des affaires a été confirmée par le nouveau rapport, Doing Business 2013 de la Banque mondiale, publié le 23 octobre 2013. La Guinée figure aujourd'hui parmi les vingt économies mondiales qui ont fait le plus de progrès dans le classement. Nous devons désormais, en toute responsabilité, consacrer notre énergie à la mise en œuvre d'un vaste programme de développement qui prend forme sous vos yeux, chaque jour davantage, sur l'ensemble du territoire. C'est la preuve que vos efforts et les réformes engagées commencent à porter leurs fruits.

Mes chers compatriotes,

C'est vrai que dans le souci de répondre à certains besoins légitimes, l'urgence a parfois prévalu dans la prise de certaines initiatives et décisions. Nous devons désormais nous fixer un cap et nous atteler à respecter le calendrier établi dans notre projet de société à l'échéance de 2015. Nous devons nous mobiliser autour de cet objectif majeur et fonder notre action sur les principes de bonne gouvernance, seuls à même de permettre à tous les Guinéens de tirer profit des effets de la croissance et de voir ainsi leurs conditions de vie s'améliorer sensiblement. Cette ligne de confiance se traduit déjà par plusieurs réalisations déjà engagées et par un plan stratégique qui vise à :

- optimiser le secteur minier
- valoriser les ressources agricoles et d'élevage
- valoriser les ressources halieutiques
- gérer de façon durable les ressources forestières
- renforcer les ressources humaines.

Mes chers compatriotes,

Sur le socle d'une bonne gestion macroéconomique et d'une bonne gouvernance politique, tout devient possible pour notre pays. Au cours de l'année 2014, nous allons poursuivre la relance des secteurs économiques prioritaires. L'effort fourni pour le développement agricole et l'autosuffisance alimentaire se fait sentir sur le marché et dans la sécurité alimentaire des ménages. Le Gouvernement intensifiera les reformes entreprises dans le secteur minier qui ont permis à la Guinée d'être citée comme exemple de transparence et de gouvernance. La réforme du cadastre sera une des priorités du secteur. L'année 2013 verra également la mise en œuvre de projets miniers récemment bouclés pour un montant global de près de 10 milliards de francs guinéens. La reprise rapide des activités du projet Simandou Sud permettra de conforter le bassin d'emplois en Guinée forestière.

Le défi qu'il nous faut relever tous ensemble en 2014, c'est de poursuivre une gestion économique qui créerait une prospérité partagée, réduirait la pauvreté et améliorait le niveau de vie de tous nos concitoyens. Telle est la priorité que je vais fixer à mon gouvernement au cours des deux prochaines années, en prenant appui sur le rétablissement des principaux indicateurs de notre économie. Il s'agit là, parmi d'autres acquis, de la clef de la remontée de notre pays dans l'indice de développement humain des Nations Unies.

Sur mes orientations, le Gouvernement accélèrera la mise en œuvre du Programme de redressement du secteur de l'énergie. La réforme institutionnelle et le recrutement d'un partenaire technique doivent être effectués au cours de cette année. L'amélioration et la stabilisation de la desserte restent l'objectif à atteindre dans le moyen terme. La stratégie de remplacement de la production thermique par la production hydraulique continuera d'être mise en œuvre, notamment par les avancées notables dans la construction du barrage hydroélectrique de Kaléta et la recherche active de financement du projet de Souapiti.

Je demanderai au nouveau Gouvernement de maintenir la priorité de l'amélioration quantitative et qualitative de l'accès à l'eau potable. La réalisation des forages du Mont Kakoulima et la mise en service de bornes fontaines ont permis de soulager certains quartiers de Conakry. Mais, à terme, seule la réalisation du 4ème Projet eau permettra de doubler la capacité de production à Conakry. Le Gouvernement élargira également l'ambitieux Programme d'hydraulique villageoise qui a déjà réalisé près d'un millier de Forages.

Dans le domaine des infrastructures, outre la réalisation de nombreuses infrastructures routières, la rénovation de l'Aéroport International de Gbéssia et l'extension du Quai du Port de Conakry seront achevées au cours de cette année. Le Gouvernement engagera la réhabilitation de l'Hôpital national Donka pour en faire un des hôpitaux de référence de la sous-région. L'Etat a dû s'investir dans plusieurs domaines, au regard de certaines priorités : mettre en place des institutions, rendre plus performante notre administration, assurer le développement économique et social, consolider l'unité nationale.

Aujourd'hui, l'Etat doit assumer en priorité ses fonctions régaliennes que sont le nécessaire équilibre des pouvoirs, la promotion d'une justice indépendante digne d'un État de droit, la sécurisation des personnes et des biens, la mise en place de services sociaux de base et leur amélioration (centres de santé, écoles). Dans cette logique, il reviendra à l'État de fixer les grandes orientations en concertation avec les acteurs économiques et sociaux, et de mettre en place des structures de régulation indépendantes, l'exécution étant assurée par des services ou des agences.

Mes chers compatriotes

La décentralisation sera également poursuivie dans un souci de proximité sans cesse renforcée, afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes légitimes de nos populations. L'accès à l'électricité dans les foyers s'est considérablement accru. Les chefs-lieux des 33 préfectures du pays sont désormais éclairés grâce à un programme d'énergie solaire. La Guinée peut devenir prochainement une destination plus attrayante, notamment grâce à la valorisation de son potentiel touristique et à l'ouverture prochaine de nombreux réceptifs hôteliers. Si aujourd'hui les investisseurs et les projets commencent à affluer vers notre pays, c'est sans aucun doute parce que la Guinée nouvelle inspire de nouveau confiance et qu'elle se construit patiemment, avec détermination et sérénité.

Dans le cadre de la protection de nos institutions, nous avons adopté une politique nationale de défense et de sécurité, visant, entre autres, à créer les conditions d'une amélioration des relations entre la population et son armée, ainsi que d'une professionnalisation des forces de sécurité. La préservation de la paix civile et de l'unité nationale est le gage d'un développement durable. A cet effet, nous avons entrepris de profondes réformes dans le domaine de la justice. Une loi créant et organisant un Conseil supérieur de la magistrature a ainsi été adoptée.

Il en est de même de la mise en place d'une Cour des comptes. Toutes les actions visant à assurer un meilleur fonctionnement de la justice sont menées sous l'égide d'un Comité de pilotage de la réforme de la justice. D'autres initiatives, comme la vulgarisation du guide du justiciable en langues nationales, et la formation des auditeurs et greffiers visent à doter notre pays des instruments nécessaires à la construction d'un Etat de droit.

Chers compatriotes

Tels sont les fondements de la nouvelle gouvernance publique que nous sommes en train d'établir, et la plus adéquate pour réussir notre pari d'une Guinée émergente. C'est dire que la Réforme de l'État, un des axes majeurs de notre projet de société, sera l'un des grands chantiers des changements à venir. La réalisation de cette ambition passe par le renforcement des capacités d'action et l'amélioration des conditions de travail des agents de l'État qui se verraient offrir de meilleures perspectives de carrière.

C’est pourquoi, leur formation de base comme leur perfectionnement continu doivent être une préoccupation constante des pouvoirs publics. C’est en donnant aux agents de l’Etat les moyens d’être performants que nous pourrons exiger d’eux, en retour, les qualités que requiert une administration efficace au service de tous les Guinéens. Au fondement même de cet objectif se trouve la primauté de la formation de la jeunesse guinéenne et de la place réservée aux femmes notamment dans la politique de micro crédit vouée à l’intégration des femmes dans notre économie nationale.

Mes chers compatriotes,

Notre pays demeure attentif aux nombreux changements et mutations intervenus sur la scène internationale, en commençant par notre espace sous régional et en nous projetant sur toute l’Afrique et dans le reste du monde. Nous nous réjouissons d’avoir accueilli avec succès à Conakry au mois de décembre 2013, la conférence des ministres de l’Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Notre engagement et notre participation à toutes les rencontres internationales ont permis à tous nos partenaires extérieurs, bilatéraux comme multilatéraux, de découvrir une nouvelle image de la Guinée, un nouveau leadership affichant des positions claires, fortes et courageuses.

Les nombreux acquis de cette présence active sur la scène internationale contribuent incontestablement au rayonnement de notre pays dans le monde. Nous avons honoré notre engagement à œuvrer dans les domaines du maintien de la paix de et de la sécurité, du développement et de la coopération économique. Et nous prenons toute notre part dans la réalisation des objectifs de stabilité et de développement dans le monde, et tout particulièrement en Afrique.

C’est pourquoi, il nous faut cultiver davantage la confiance en nous-mêmes et entre nous et réaffirmer constamment notre attachement à nos idéaux. Aimer son pays, travailler pour son pays et agir pour ses compatriotes, et s’assurer des lendemains meilleurs. C’est assurer l’avenir de nos enfants. Cet avenir, nous ne pouvons l’envisager en confiance, sans un climat de sécurité.

Au-delà de la protection sociale que nous travaillons à consolider chaque jour, je pense à nos forces de défense et de sécurité qui assurent la protection des biens et des personnes, mais aussi de notre territoire national. La conscience de leur devoir, les contingences liées aux conditions d’exercice de ce qui correspond à un sacerdoce, interpellent l’Etat, dans le cadre des réformes à entreprendre, notamment sur la

nécessité de poursuivre et de renforcer les mesures d'amélioration de leurs conditions de vie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des casernes. Autant je suis exigeant sur le respect des valeurs que les forces de défense et de sécurité doivent incarner et sur la conduite irréprochable de leurs missions, autant je veillerai à l'effectivité des mesures visant à améliorer leurs conditions de vie. Le nouveau Gouvernement sera un Gouvernement de mission, chaque Ministre aura une feuille de route sur laquelle, il sera évalué et jugé.

Guinéennes, Guinéens, chers compatriotes

Lorsque notre capacité collective d'agir et notre conscience nationale sont au rendez-vous, la providence nous aide à relever les défis qui semblent les plus insurmontables. Puisse cet état d'esprit, cette grâce nous accompagner tout au long de 2014 et des décennies qui suivent, sur les chemins du mieux-être dans notre Chère Guinée. A chacune et à chacun de vous, Guinéennes et Guinéens, à ceux qui partagent nos joies et nos peines, je vous adresse une nouvelle fois mes vœux sincères d'excellente année 2014, dans la paix des cœurs et des esprits, la communion et la fraternité, la santé et la prospérité partagée.

Discours de nouvel an 2014, Alpha Conde, (décembre 2013).
Guinéennes, Guinéens,
Mes chers compatriotes,

C'est dans un climat de paix, d'entente et d'unité nationale que s'achève, pour notre pays, l'année 2013. Nous ne pouvons que nous en réjouir, à l'aune de la nouvelle année, 2014. C'est l'occasion pour moi de présenter à chacun d'entre vous, à vos familles et à vos proches, mes meilleurs vœux pour l'année 2014. Les vœux que je partage avec mon gouvernement s'adressent aux Guinéens de l'Intérieur, aux Guinéens de l'Extérieur ainsi qu'aux ressortissants étrangers qui vivent sur notre territoire national.

Je souhaite que l'année 2014 soit pour nous tous, une source de bonheur et de prospérité. Je formule aussi le vœu sincère qu'elle marque également la consolidation d'une société fraternelle et apaisée dans notre pays. Aujourd'hui, notre unité et notre cohésion nationale demeurent indispensables pour faire face aux multiples défis auxquels est confronté notre pays, et que nous nous efforçons, sans relâche, de surmonter. Ensemble, depuis la fin de 2010, nous avons ouvert un nouveau chapitre de notre histoire, voué à l'avènement d'une société libre et démocratique, ainsi qu'à la

mise en œuvre d'un projet de développement qui assurerait un mieux vivre à l'ensemble de nos concitoyens.

Mes chers compatriotes

Les instants de réjouissance que nous procure cette fin d'année ne doivent pas nous faire oublier ceux parmi les nôtres qui affrontent les épreuves de la maladie et de la souffrance. Pour eux aussi j'ai une pensée toute particulière et affectueuse. Je nourris également une pensée à l'endroit de nos valeureux soldats qui sont actuellement au Mali, dans le cadre d'une mission de paix confiée à la force internationale, la Minusma, et aux côtés de nos frères maliens.

Notre pays vient de franchir un cap politique majeur avec la tenue, le 28 septembre 2013, des élections législatives, saluées par tout le monde, comme libres, transparentes et démocratiques.

Le taux élevé de participation à ces élections, le pluralisme politique qu'ont reflété les résultats de ce scrutin, et l'installation d'une Assemblée nationale, digne de ce nom, où toutes les forces et sensibilités politiques du pays seront représentées, où majorité et opposition joueront leur rôle naturel dans une véritable démocratie parlementaire, constituent une très grande avancée. Il s'agit là d'une étape cruciale dans la mise en place de nos institutions, et surtout inédite dans l'histoire politique de notre pays.

Nous pouvons légitimement en être fiers, car la Guinée accède ainsi au rang des Etats où le terme de démocratie trouve tout son sens, où seul le suffrage universel confère une légitimité politique. Le scrutin législatif a également permis aux électeurs d'exprimer un vote citoyen, transcendant les clivages ethniques, régionaux ou religieux, qui ont, dans un passé encore récent mis en péril l'unité nationale.

Cette évolution politique marquante s'inscrit dans le projet de construction d'une Guinée où l'Etat de droit sera la règle, où les aspirations de l'ensemble des populations seront prises en compte par l'Etat et le gouvernement, où chaque citoyen trouvera sa juste place dans la société. C'est cet objectif conduisant à l'avènement d'une Guinée moderne, au service de tous, que je m'étais fixé dès la fin de 2010, qui est en voie de réalisation.

Les acquis majeurs, sur le plan institutionnel et politique, enregistrés jusqu'ici, et qu'il nous faudra poursuivre en 2014, nous permettent d'asseoir les bases d'un Etat capable de résister aux démons de la division et des aventures politiciennes qui peuvent entraver la marche de notre jeune démocratie.

A ce propos, je déplore certains actes de violence commis en 2013, et j'exprime ici ma profonde compassion à tous ceux et à toutes celles qui en ont été les victimes**.**

Mes chers compatriotes

En cette nouvelle année**,** j'en appelle une fois encore au sens des responsabilités des uns et des autres, pour faire de l'Assemblée nationale le lieu privilégié des débats politiques et du dialogue qu'impose parfois la prise en compte de l'intérêt général. La représentation nationale aura, entre autres, pour mission de doter le pays d'un arsenal législatif nécessaire au bon fonctionnement de l'Etat et qui réponde aux besoins et aspirations du peuple guinéen. Autant dire que l'Assemblée nationale sera appelée à renforcer le processus démocratique en cours depuis trois ans, dans le respect des droits et des devoirs des citoyens.

Mes chers compatriotes

Depuis près de deux années et demie, et au prix d'une gestion économique rigoureuse et vertueuse, la Guinée a retrouvé toute la confiance de la communauté financière internationale et des bailleurs de fonds, en général. En témoignent les résultats du récent Forum économique d'Abu Dhabi, au cours duquel les hauts responsables de grandes institutions internationales, tout comme les dirigeants des plus importantes firmes internationales, ont manifesté un vif intérêt pour notre pays.

Cette rencontre a ainsi permis la mobilisation de plus de six milliards de dollars d'investissements directs au profit de notre économie. C'est là la confirmation que notre pays est devenu un partenaire crédible. A cette occasion, j'ai ressenti une grande fierté de présider aux destinées d'un pays qui est en mesure d'offrir aux investisseurs internationaux toutes les garanties de crédibilité, tant au niveau de sa signature que de la compétence de ses responsables politiques et économiques. C'est le lieu d'ailleurs de saluer les gros efforts déployés par les ministères des Finances et du Budget, pour redresser la situation budgétaire de notre pays, et assurer un suivi constant de l'exécution du budget national à travers des procédures plus strictes et plus transparentes.

La rigueur affichée par ces deux départements ministériels, est le signe de notre volonté de nous doter d'une administration moderne, efficace, soucieuse de la qualité du service public et de l'intérêt général.

La confiance dont jouit désormais la Guinée auprès de ses partenaires internationaux est le fruit du rétablissement des principaux équilibres macro-économiques. S'il faut aujourd'hui se réjouir de nos performances économiques, il est utile de rappeler que notre pays vient de loin. Ainsi, en 2010, le déficit budgétaire était de 13%, alors qu'il est aujourd'hui de 2%, le taux d'inflation de 23%, contre 12 % en 2013 et la Banque centrale ne disposait, en termes de réserves de changes que d'un demi mois d'importation, contre six en cette fin d'année 2013. Le fort endettement du Trésor auprès du système bancaire a été l'illustration la plus éloquente de la situation économique calamiteuse dont nous avons hérité.

De 45 milliards de francs guinéens à la prise du pouvoir par l'armée en 1984, celui-ci est monté à 137 milliards à fin décembre 1999, à 274 milliards en 2001, pour culminer à plus de 2 000 milliards en 2006. Le régime de transition a porté ce montant à 3 449 milliards de francs guinéens en 2009 et 6 433 milliards à fin décembre 2010 pour atteindre un endettement global auprès du système bancaire de 8 347 milliards de francs guinéens.

Aujourd'hui, nous sommes arrivés à réduire le déficit budgétaire, à juguler l'inflation, à alléger la dette extérieure, à stabiliser la monnaie, mais aussi à tripler les recettes douanières et à doubler les recettes fiscales. En matière de réserves de change, la Banque centrale dispose, comme je l'ai dit précédemment, de plus de six mois d'importation. Tous ces résultats, régulièrement salués par les grandes agences internationales, ont permis à la Guinée de signer un accord formel avec le Fonds Monétaire International, en septembre 2012, à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, ce qui a conduit à l'annulation de plus de deux-tiers de notre dette extérieure (soit plus de 3,2 milliards de dollars).

C'est le lieu pour moi de rendre hommage aux Guinéennes et Guinéens pour le sacrifice et les efforts consentis pour arriver à ces résultats qui honorent l'image de leur pays. Après la tenue des élections législatives du 28 septembre dernier, la Guinée a obtenu de l'Union européenne le déblocage du 10ème FED. Cet accord avec le Fonds Européen de Développement marque aussi la reprise totale de la coopération avec

l'Union européenne, qui avait été suspendue en 2008. Les retombés positives de tous ces efforts se sont traduites par une augmentation des salaires de 50%, l'adoption pour la première fois du SMIG (évalué à 480 000 francs guinéens), la couverture médicale des travailleurs, le recrutement sur concours de 500 jeunes dans la Fonction publique, et bien sûr l'amélioration des conditions de vie des couches les plus modestes. D'autres actions ont été menées. Il y va ainsi de la suppression de l'impôt de capitation, de la gratuité des soins médicaux liés au don de la vie, le transfert des comptes du Trésor public à la Banque centrale et leur unification pour éviter la déperdition des recettes.

Aujourd'hui, l'amélioration de l'environnement des affaires a été confirmée par le nouveau rapport, Doing Business 2013 de la Banque mondiale, publié le 23 octobre 2013. La Guinée figure aujourd'hui parmi les vingt économies mondiales qui ont fait le plus de progrès dans le classement. Nous devons désormais, en toute responsabilité, consacrer notre énergie à la mise en œuvre d'un vaste programme de développement qui prend forme sous vos yeux, chaque jour davantage, sur l'ensemble du territoire. C'est la preuve que vos efforts et les réformes engagées commencent à porter leurs fruits.

Mes chers compatriotes,
Sur le socle d'une bonne gestion macroéconomique et d'une bonne gouvernance politique, tout devient possible pour notre pays. Au cours de l'année 2014, nous allons poursuivre la relance des secteurs économiques prioritaires. L'effort fourni pour le développement agricole et l'autosuffisance alimentaire se fait sentir sur le marché et dans la sécurité alimentaire des ménages. Le Gouvernement intensifiera les reformes entreprises dans le secteur minier qui ont permis à la Guinée d'être citée comme exemple de transparence et de gouvernance. La réforme du cadastre sera une des priorités du secteur. L'année 2014 verra également la mise en œuvre de projets miniers récemment bouclés pour un montant global de près de 10 milliards de francs guinéens. La reprise rapide des activités du projet Simandou Sud permettra de conforter le bassin d'emplois en Guinée forestière.

Le défi qu'il nous faut relever tous ensemble en 2014, c'est de poursuivre une gestion économique qui créerait une prospérité partagée, réduirait la pauvreté et améliorait le niveau de vie de tous nos concitoyens. Telle est la priorité que je vais fixer à mon gouvernement au cours des deux prochaines années, en prenant appui sur le rétablissement des principaux indicateurs de notre économie. Il s'agit là, parmi

d'autres acquis, de la clef de la remontée de notre pays dans l'indice de développement humain des Nations Unies.

Sur mes orientations, le Gouvernement accélèrera la mise en œuvre du Programme de redressement du secteur de l'énergie. La réforme institutionnelle et le recrutement d'un partenaire technique doivent être effectués au cours de cette année. L'amélioration et la stabilisation de la desserte restent l'objectif à atteindre dans le moyen terme. La stratégie de remplacement de la production thermique par la production hydraulique continuera d'être mise en œuvre, notamment par les avancées notables dans la construction du barrage hydroélectrique de Kaléta et la recherche active de financement du projet de Souapiti.

Je demanderai au nouveau Gouvernement de maintenir la priorité de l'amélioration quantitative et qualitative de l'accès à l'eau potable. La réalisation des forages du Mont Kakoulima et la mise en service de bornes fontaines ont permis de soulager certains quartiers de Conakry. Mais, à terme, seule la réalisation du 4ème Projet eau permettra de doubler la capacité de production à Conakry. Le Gouvernement élargira également l'ambitieux Programme d'hydraulique villageoise qui a déjà réalisé près d'un millier de Forages. Dans le domaine des infrastructures, outre la réalisation de nombreuses infrastructures routières, la rénovation de l'Aéroport International de Gbéssia et l'extension du Quai du Port de Conakry seront achevées au cours de cette année. Le Gouvernement engagera la réhabilitation de l'Hôpital national Donka pour en faire un des hôpitaux de référence de la sous-région.

L'Etat a dû s'investir dans plusieurs domaines, au regard de certaines priorités : mettre en place des institutions, rendre plus performante notre administration, assurer le développement économique et social, consolider l'unité nationale. Aujourd'hui, l'Etat doit assumer en priorité ses fonctions régaliennes que sont le nécessaire équilibre des pouvoirs, la promotion d'une justice indépendante digne d'un État de droit, la sécurisation des personnes et des biens, la mise en place de services sociaux de base et leur amélioration (centres de santé, écoles). Dans cette logique, il reviendra à l'État de fixer les grandes orientations en concertation avec les acteurs économiques et sociaux, et de mettre en place des structures de régulation indépendantes, l'exécution étant assurée par des services ou des agences.

Mes chers compatriotes, la décentralisation sera également poursuivie dans un souci de proximité sans cesse renforcée, afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes légitimes de nos populations. L'accès à l'électricité dans les foyers s'est considérablement accru. Les chefs-lieux des 33 préfectures du pays sont désormais éclairés grâce à un programme d'énergie solaire. La Guinée peut devenir prochainement une destination plus attrayante, notamment grâce à la valorisation de son potentiel touristique et à l'ouverture prochaine de nombreux réceptifs hôteliers. Si aujourd'hui les investisseurs et les projets commencent à affluer vers notre pays, c'est sans aucun doute parce que la Guinée nouvelle inspire de nouveau confiance et qu'elle se construit patiemment, avec détermination et sérénité.

Dans le cadre de la protection de nos institutions, nous avons adopté une politique nationale de défense et de sécurité, visant, entre autres, à créer les conditions d'une amélioration des relations entre la population et son armée, ainsi que d'une professionnalisation des forces de sécurité. La préservation de la paix civile et de l'unité nationale est le gage d'un développement durable. A cet effet, nous avons entrepris de profondes réformes dans le domaine de la justice. Une loi créant et organisant un Conseil supérieur de la magistrature a ainsi été adoptée. Il en est de même de la mise en place d'une Cour des comptes.

Toutes les actions visant à assurer un meilleur fonctionnement de la justice sont menées sous l'égide d'un Comité de pilotage de la réforme de la justice. D'autres initiatives, comme la vulgarisation du guide du justiciable en langues nationales, et la formation des auditeurs et greffiers visent à doter notre pays des instruments nécessaires à la construction d'un Etat de droit.

Chers compatriotes, tels sont les fondements de la nouvelle gouvernance publique que nous sommes en train d'établir, et la plus adéquate pour réussir notre pari d'une Guinée émergente. C'est dire que la Réforme de l'État, un des axes majeurs de notre projet de société, sera l'un des grands chantiers des changements à venir. La réalisation de cette ambition passe par le renforcement des capacités d'action et l'amélioration des conditions de travail des agents de l'État qui se verraient offrir de meilleures perspectives de carrière. C'est pourquoi, leur formation de base comme leur

perfectionnement continu doivent être une préoccupation constante des pouvoirs publics.

C'est en donnant aux agents de l'Etat les moyens d'être performants que nous pourrons exiger d'eux, en retour, les qualités que requiert une administration efficace au service de tous les Guinéens. Au fondement même de cet objectif se trouve la primauté de la formation de la jeunesse guinéenne et de la place réservée aux femmes notamment dans la politique de micro crédit vouée à l'intégration des femmes dans notre économie nationale.

Mes chers compatriotes**,**

Notre pays demeure attentif aux nombreux changements et mutations intervenus sur la scène internationale, en commençant par notre espace sous régional et en nous projetant sur toute l'Afrique et dans le reste du monde. Nous nous réjouissons d'avoir accueilli avec succès à Conakry au mois de décembre 2013, la conférence des ministres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Notre engagement et notre participation à toutes les rencontres internationales ont permis à tous nos partenaires extérieurs, bilatéraux comme multilatéraux, de découvrir une nouvelle image de la Guinée, un nouveau leadership affichant des positions claires, fortes et courageuses. Les nombreux acquis de cette présence active sur la scène internationale contribuent incontestablement au rayonnement de notre pays dans le monde.

Nous avons honoré notre engagement à œuvrer dans les domaines du maintien de la paix de et de la sécurité, du développement et de la coopération économique. Et nous prenons toute notre part dans la réalisation des objectifs de stabilité et de développement dans le monde, et tout particulièrement en Afrique. C'est pourquoi, il nous faut cultiver davantage la confiance en nous-mêmes et entre nous et réaffirmer constamment notre attachement à nos idéaux. Aimer son pays, travailler pour son pays et agir pour ses compatriotes, c'est s'assurer des lendemains meilleurs.

C'est assurer l'avenir de nos enfants. Cet avenir, nous ne pouvons l'envisager en confiance, sans un climat de sécurité. Au-delà de la protection sociale que nous travaillons à consolider chaque jour, je pense à nos forces de défense et de sécurité qui assurent la protection des biens et des personnes, mais aussi de notre territoire national. La conscience de leur devoir, les contingences liées aux conditions d'exercice de ce qui correspond à un sacerdoce, interpellent l'Etat, dans le cadre des réformes à

entreprendre, notamment sur la nécessité de poursuivre et de renforcer les mesures d'amélioration de leurs conditions de vie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des casernes.

Autant je suis exigeant sur le respect des valeurs que les forces de défense et de sécurité doivent incarner et sur la conduite irréprochable de leurs missions, autant je veillerai à l'effectivité des mesures visant à améliorer leurs conditions de vie. Le nouveau Gouvernement sera un Gouvernement de mission, chaque Ministre aura une feuille de route sur laquelle, il sera évalué et jugé.

Guinéennes, Guinéens, chers compatriotes
Lorsque notre capacité collective d'agir et notre conscience nationale sont au rendez-vous, la providence nous aide à relever les défis qui semblent les plus insurmontables. Puisse cet état d'esprit, cette grâce nous accompagner tout au long de 2014 et des décennies qui suivent, sur les chemins du mieux-être dans notre Chère Guinée. A chacune et à chacun de vous, Guinéennes et Guinéens, à ceux qui partagent nos joies et nos peines, je vous adresse une nouvelle fois mes vœux sincères d'excellente année 2014, dans la paix des cœurs et des esprits, la communion et la fraternité, la santé et la prospérité partagée.
Bonne année 2014.

Discours à la nation du nouvel an (31 décembre 2015)
Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes,
Au seuil de la nouvelle année 2016, je voudrai tout d'abord célébrer avec vous, la sortie de notre pays de la crise sanitaire à virus Ebola que la Guinée a connue dès le début de l'année 2014. C'est pour notre pays et le peuple guinéen, un moment important. C'est pour moi aussi, l'occasion de vous remercier pour votre courage devant ce qu'il faut bien appeler un fléau, auquel vous avez constamment et sans relâche fait face. Le peuple guinéen a démontré une nouvelle fois sa capacité à affirmer son unité nationale dans la lutte contre une maladie dont les conséquences ont été multiples, préjudiciables à nos populations, à notre économie et d'une manière plus générale, aux intérêts supérieurs de notre nation.

Avec l'engagement de chacun d'entre vous, nos efforts et notre résistance ont été couronnés de succès face à l'épidémie. Désormais, dans tous les domaines, nous envisageons l'avenir avec de meilleures perspectives. C'est le lieu aussi de remercier toutes les institutions internationales, les Etats qui ont été constamment à nos côtés,

ainsi que les organisations non gouvernementales, nationales et internationales. Je n'oublie pas l'action soutenue apportée par le corps médical tant national, qu'international, qui a pris une place importante dans la victoire contre cette terrible maladie qu'est Ebola. Autant que le peuple guinéen qui peut être fier de cette victoire commune et globale.

Mes chers compatriotes

En ce début de l'année 2016, j'adresse à chacune et à chacun de vous, à l'ensemble de nos compatriotes vivant à l'Etranger, mes vœux de santé, de bonheur et de prospérité. En ces instants précis, je nourris une pensée solidaire pour nos compatriotes qui connaissent des moments difficiles dans les épreuves qu'ils traversent dans leur vie quotidienne. Je formule également une pensée à l'intention de nos braves soldats mobilisés dans le cadre des opérations de maintien de la paix sur le continent, notamment au Mali, pays frère. Par la même occasion, je présente les condoléances à mon nom et celui du peuple de Guinée, aux familles de nos compatriotes tombés sur ces fronts de maintien de la paix. J'adresse mes vœux à l'endroit des communautés africaines et non africaines vivant sur notre territoire, dans la fraternité, la solidarité et la communion avec le peuple guinéen, profondément attachés aux valeurs d'hospitalité, de partage et de tolérance qui caractérise notre nation.

Comme vous le savez, notre pays a vécu le 11 octobre 2015, une élection présidentielle, un scrutin libre et ouvert qui s'est déroulé dans un climat serein et apaisé, preuve de la maturité de nos populations qui ont eu la possibilité de s'exprimer librement, dans le cadre d'un vote inclusif dont le premier vainqueur est la nation guinéenne. A ce propos, je voudrai ici réitérer mes remerciements à l'ensemble des forces politiques et mouvements de soutien qui se sont engagés dans le processus électoral, marqué par un esprit de paix et de consolidation de nos acquis démocratiques.

J'invite également toutes les forces vives du pays à travers leurs diversités, à trouver des points de convergences sur les sujets d'intérêt national. Cela permettra à notre pays de relever les défis majeurs qui se posent en matière de développement économique et social. C'est dans cet esprit de concorde nationale que nous allons prochainement organiser des élections locales qui donneront à nos communes, les moyens d'élire de nouvelles autorités qui auront pour mission d'approfondir notre politique de décentralisation et de soutien aux collectivités locales. Ces prochaines échéances

électorales seront l'occasion une nouvelle fois, de consolider le pluralisme politique dans notre pays.

Mes chers compatriotes

Le 11 octobre 2015, vos m'avez réélu dès le premier tour à la tête de l'Etat et à travers votre vote massif, vous avez exprimé votre volonté de poursuivre pour les cinq années à venir, les changements amorcés dans notre pays depuis 2010. Cette marque de confiance envers ma personne et mon programme politique, économique et social, est l'illustration de l'ambition que j'ai pour les Guinéens. Il s'agit d'entreprendre les réformes nécessaires pour améliorer les conditions de vie de tous les Guinéens, notamment, en facilitant à chacun l'accès à l'emploi, à un logement décent, ainsi qu'à l'éducation et à la santé. Je ne ménagerai pas mes efforts pour œuvrer dans cette direction, soyez en convaincu, et je ne vous décevrai pas…

L'année 2016 sera aussi celle de l'approfondissement de la démocratie, à travers notamment l'élargissement et le respect des libertés publiques indispensables au maintien d'une vie politique apaisée en Guinée. Je n'oublie pas la grande cause de l'unité nationale. Je réaffirme une fois de plus, que nous devons continuer à renforcer notre cohésion nationale pour donner à chacun ce que la république se doit d'offrir à tous les citoyens quels que soient leurs choix politiques, leurs origines communautaires ou régionales, ou encore leurs convictions religieuses.

Guinéennes et Guinéens, l'année 2015 qui s'achève a été particulièrement riche en enseignements, en défis et en espoirs dans notre marche vers la construction d'un Etat moderne et efficace dans notre quête de développement. Les nombreuses perturbations liées à la crise Ebola ont certes profondément marqué l'évolution socio-économique de notre pays, affectant les secteurs vitaux, les revenus de nos exportations ainsi que nos capacités d'investissement. Malgré ce contexte général difficile, des acquis importants ont été néanmoins réalisés, du fait du dynamisme du monde rural, du monde des affaires, des services publics et para étatiques. Le potentiel du secteur minier constitue également un réel espoir d'une profonde transformation de la structure économique de notre pays.

Je rends hommage aux jeunes, aux femmes et aux anciens dont la détermination, le pragmatisme et la sagesse ont fortement contribué à la réalisation de nos performances économiques et sociales. Les répercussions des difficultés économiques sur la vie de

nos sociétés ont montré l'urgente nécessité de bâtir un système de gouvernance susceptible d'engager une meilleure régulation de nos capacités économiques.

C'est une nouvelle gouvernance qui commence avec ce quinquennat qui sera marqué par une culture du résultat, destiné à améliorer les conditions de vie des Guinéens, notamment par l'intégration des jeunes et des femmes au marché de l'emploi. Nous allons faciliter l'accès des populations, notamment celles les plus démunies, aux services sociaux de base. La promotion de la formation et de l'emploi des jeunes est inscrite dans l'agenda politique du gouvernement en 2016.

En matière de santé publique, les efforts seront poursuivis en vue d'accroître l'offre sanitaire par la réhabilitation des infrastructures existantes et la construction de nouveaux centres médicaux. Socle de notre politique, la valorisation du capital humain, principal levier de développement se traduira par la conduite des actions prioritaires suivantes, en faveur du système éducatif : la construction d'infrastructures scolaires et universitaires ; le renforcement des stratégies de lutte contre les disparités, notamment de genre.

Chers Compatriotes ;

Le renforcement de la politique de désenclavement de certaines régions du pays nous impose des investissements soutenus dans les domaines routiers, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires. La construction et l'aménagement de pistes rurales et d'ouvrages d'art dans toutes les régions sont également des impératifs pour le raffermissement du processus de décentralisation. Après la construction du barrage de Kaleta, nous venons de poser la première pierre du barrage de Souapiti, en vue d'accroître ainsi les possibilités de desserte des différentes localités guinéennes. La construction du barrage va permettre à tous les Guinéens d'accéder à l'électricité et d'en fournir à des pays de la sous-région. C'est dans cette optique qu'une stratégie de croissance accélérée et de développement durable sur la période 2016-2020, sera adoptée pour constituer un cadre propice à nos politiques économiques et sociales.

Guinéennes et Guinéens

La paix sociale dans notre pays est fortement liée à celle du continent africain. Sans une stabilité durable, l'Afrique ne saurait relever avec succès les nombreux défis de son développement. Dans cette perspective, nous devons continuer de déployer des efforts pour l'instauration de la paix dans les pays en conflit, par l'établissement du

dialogue. Ce qui permettra de lutter plus efficacement contre le terrorisme international qui frappe certains de nos pays frères et voisins.

Nous comptons engager la Guinée dans la lutte contre le péril climatique, après notre adhésion aux idéaux de la Cop 21 qui s'est récemment tenue à Paris, en vue de la réduction des émissions de gaz à effets de serre. Les grandes nations se fortifient à l'épreuve des difficultés et s'inspirent des riches et fertiles expériences de leur histoire pour façonner leur destin. J'invite le peuple guinéen dont la détermination au travail et le sens élevé du patriotisme sont exemplaires, à cultiver davantage encore la fraternité et la solidarité.

J'exprime une nouvelle fois ma gratitude aux pays amis de la Guinée, aux partenaires au développement dont le soutien constant conforte notre marche déterminée vers le progrès. A nos compatriotes de l'extérieur, je renouvelle ma reconnaissance pour leur immense contribution à l'affirmation de notre patrie. A cet effet, nous ne devons pas oublier l'intégration plus poussée de la diaspora guinéenne dans le processus de développement économique et social de notre pays. Notre gouvernement fera en sorte que les Guinéens de l'étranger s'investissent davantage et de façon durable dans le développement économique de leur pays…

Chers Compatriotes ; je demeure convaincu de votre détermination à adhérer avec enthousiasme aux vastes chantiers d'édification d'une Guinée nouvelle et solidaire. Encore une fois, je vous réitère mes vœux de bonne et heureuse année 2016. Je vous remercie.

Alpha condé : 17 eme forum économique international organisation de coopération et de développement économique, le 4 octobre 2017

L'honneur m'échoit aujourd'hui de m'exprimer au nom de Son Excellence Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Président en exercice de l'Union Africaine, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du 17ème forum économique international sur l'Afrique. L'Afrique ne peut que se réjouir devant un tel événement, qui traduit la mobilisation active de la communauté internationale, autour des enjeux de l'industrialisation et de l'entrepreneuriat sur le continent. Ce thème revêt en effet un caractère central, pour la transformation structurelle de nos économies et constitue un grand défi, pour l'amorce d'un véritable développement durable et inclusif.

Je voudrais exprimer devant cette tribune tout le plaisir et l'intérêt du Président de la République et de son Gouvernement à participer à un sommet qui replace la transformation de l'Afrique au cœur de l'agenda international. J'aimerais adresser mes sincères remerciements à l'OCDE pour nous avoir invité à prendre part à cette importante rencontre sur le développement du continent. Je salue la constance de l'institution dans l'organisation annuelle de ce rendez-vous consacré à l'Afrique. C'est une démonstration de plus du rôle que joue le Centre de Développement de l'OCDE dans le débat sur le développement.

Mesdames et Messieurs, L'industrialisation de l'Afrique constitue aujourd'hui une absolue nécessitée sur les plans économique, sociale et politique pour nous les africains. Elle représente également un enjeu à caractère multidimensionnel qui s'impose à tous, bien au-delà de nos frontières. Les enjeux et les défis de l'industrialisation pour l'Afrique sont en effet multiples et complexes dans un contexte marqué par les effets de la mondialisation, de la volatilité souvent insoutenable des marchés pour nos économies, ainsi que la détérioration des termes de l'échange, favorisant la paupérisation de nos populations. L'industrialisation est un réel défi, mais aussi une véritable opportunité pour l'Afrique. Il est impérieux que nous y concentrions tous nos efforts. Le secteur privé doit être placé au cœur de cette transformation. Et nous devons davantage appréhender l'entrepreneuriat comme un levier pour accélérer le processus d'industrialisation.

Mesdames et Messieurs, Nous devons changer de paradigme. En effet, la question centrale du développement ne peut trouver de réponse que dans un véritable processus de transformation structurelle des pays, à la fois économique et sociale. Les politiques publiques se sont trop longtemps concentrées sur la satisfaction des besoins fondamentaux et pressants des populations pour lutter contre la pauvreté. Cette approche présente des limites qui contrarient les perspectives de réelle transformation de l'Afrique. Nous devons nous recentrer, d'abord et avant tout, sur l'industrialisation, seule véritable source de richesses durables et inclusives. L'Europe, l'Amérique, la Chine, le Japon ou la République de Corée se sont développés en assurant la transformation de leurs économies.

L'Afrique ne peut et ne saurait y faire exception. L'Afrique se développera par la structuration de ses systèmes de production, le développement de ses chaines de valeurs et son intégration dans les flux d'échanges commerciaux. Par ailleurs, les

stratégies d'industrialisation du 21e siècle doivent se montrer plus innovantes pour une industrialisation « propre ». Il faut également dépasser les approches traditionnelles se limitant aux seules industries manufacturières, pour couvrir tous les secteurs porteurs de croissance et créateurs d'emplois. Les modèles de réussite industrielle à travers le monde sont nombreux et doivent inspirer nos politiques, tout en les adaptant à la spécificité du contexte africain et en s'appuyant sur les nouvelles technologies. Le Professeur Alpha Condé le répète souvent - je cite : « L'Afrique a raté les trois premières révolutions industrielles, il est impensable qu'elle puisse rater la quatrième ». En effet, l'Afrique doit faire preuve d'innovation et de dynamisme pour réussir à transformer son énorme potentiel par le numérique.

Mesdames et Messieurs, L'Afrique, riche de sa jeunesse, constitue un véritable vivier d'entrepreneurs pour nos économies, pour lesquelles le secteur informel reste un élément catalyseur, créateur d'emplois et de richesses. La transition vers le formel reste un important défi pour l'émergence des champions de nos économies. Cet entrepreneuriat reste cependant trop souvent circonscrit à des microentreprises (soit 90% du total des entreprises) et concentré dans les secteurs primaire et tertiaire.

Il est essentiel que les stratégies de développement reposent davantage sur l'émergence d'une classe d'entrepreneurs à fort potentiel qui puisse investir le secteur secondaire. C'est le cœur de notre débat. Selon un rapport du Boston Consulting Group, le succès des entreprises africaines performantes repose sur quatre avantages concurrentiels : leur focus sur le marché africain ; leur maîtrise de l'environnement industriel et de la chaine de valeur ; leur flexibilité, notamment en matière de standards et de mode de production ; et leur connaissance des marchés.

Autrement dit, l'Afrique entrepreneuriale présente des atouts pour participer au processus d'industrialisation. Elle a démontré sa capacité à faire émerger des champions locaux, capables de concurrencer les plus grandes multinationales. Pourquoi ne sont-ils pas plus nombreux ? Cette question trouve l'essentiel de sa réponse dans les défis majeurs auxquels sont confrontés les entrepreneurs africains, notamment un accès limité aux financements, un déficit en main d'œuvre qualifiée, un coût élevé des facteurs de production et une étroitesse de leurs marchés.

Mesdames et Messieurs, L'ampleur et la multitude des goulots d'étranglement sont de nature à très souvent décourager les initiatives en matière d'investissement dans le secteur industriel, qu'il s'agisse d'opérateurs économiques nationaux ou étrangers. La qualité de l'environnement des affaires, le niveau des infrastructures, le dialogue entre le secteur privé et public, sont autant de freins à l'investissement privé. Je voudrais mettre un accent particulier sur l'énergie avec quelques chiffres révélateurs : Selon un rapport de McKinsey, la production actuelle de l'Afrique est de 28 Gigawatts (soit l'équivalent de la production de l'Argentine) pour un potentiel de production est de 1200 GW hors énergie solaire.

Les coupures de courant couteraient entre 2 et 4% de son PIB à l'Afrique. Par conséquent, l'industrialisation et la transformation structurelle auxquelles nous aspirons est tributaire de notre accès à une énergie propre, abondante, stable et à moindre coût. A l'instar de la politique menée par le Professeur Alpha Condé, les pays africains doivent apporter une réponse à la fois individuelle et collective au défi énergétique et en faire la priorité des priorités pour notre développement économique.

Les gouvernements ainsi que les partenaires doivent redoubler d'efforts pour créer un cadre propice à l'investissement en améliorant substantiellement l'environnement des affaires et le niveau des infrastructures. En tant que gouvernements, nous devons reconnaître que le secteur privé constitue le moteur de nos économies et l'impliquer dans l'élaboration de nos politiques industrialisation. Le déficit de concertation entre les gouvernements et le secteur privé local a en effet trop longtemps pesé sur l'efficacité de nos politiques. Nous devons également promouvoir le regroupement des entreprises pour renforcer leur productivité et leur compétitivité, afin de favoriser leur développement sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux.

Cela devra aussi passer par l'accélération de l'intégration de nos marchés. En réponse au défi de l'accès au financement, nous devons intensifier nos efforts pour promouvoir les partenariats publics privés, le développement des marchés financiers ainsi que des instruments de financement sur mesure et innovants pour le développement des entreprises et la création de nouvelles activités à fort potentiel. Nous devons promouvoir notamment le développement du capital risque ainsi que les autres formes de financements modernes des petites et moyennes entreprises.

Sur le plan des ressources humaines, les politiques publiques doivent renforcer les compétences et former une main d'œuvre et des gestionnaires répondant ainsi aux besoins du marché du travail. Cela devra passer par une éducation qui transcende la théorie afin de dispenser aux élèves une formation technique et professionnelle, adossée à un apprentissage intensif, pour stimuler l'entrepreneuriat dans les secteurs à fort potentiel de croissance. Pour permettre à nos entreprises d'être plus compétitives, nous devons investir dans l'innovation en mettant un accent sur la promotion et l'appui à la recherche et au développement.

Mesdames et Messieurs, L'Afrique recèle d'immenses ressources naturelles mais continue à exporter ses matières premières sans transformation. Il est important de souligner qu'en exportant ces produits bruts, nous exportons l'essentiel de notre potentiel de création de richesses et d'emplois. La valorisation de nos matières premières reste donc un impératif. En outre, les vicissitudes du climat et la volatilité des cours des matières premières continuent à affecter les perspectives de croissance du continent, en raison de sa dépendance vis-à-vis de l'agriculture et des exportations de produits de base. Le besoin de diversifier la production et les exportations devient vital pour le progrès économique, la paix et la cohésion sociale en Afrique.

L'Afrique doit davantage travailler à l'intégration des chaînes de valeur nationales et régionales, avant même d'intégrer les chaînes globales. Ceci va de pair avec le besoin de rationaliser les investissements en matière d'infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports, en mutualisant les efforts de financement.

Mesdames et Messieurs, Devant ces grands défis, il est très important que les pays d'Afrique adoptent une approche plus stratégique et inscrivent les politiques d'industrialisation dans un cadre intégré de développement, en réservant une place de premier plan au secteur privé. Pour plus d'efficacité, il est donc nécessaire d'inscrire l'action publique et privée dans un cadre national, sous régional et régional, capable d'impulser une industrialisation rapide et soutenue. Nous devons tous retenir que l'avenir industriel de l'Afrique reposera d'abord et avant tout sur l'industrialisation de son agriculture. Après l'Europe, l'Asie, l'Afrique peut également devenir le troisième pôle de la production manufacturière et se hisser au rang d'une véritable puissance économique. Dans cette perspective, la promotion de l'entrepreneuriat aura un effet catalyseur pour la transformation industrielle et l'emploi des jeunes, en tirant profit de notre dividende démographique.

Mesdames et Messieurs,

Dans ce contexte de mondialisation, nous devons mieux gouverner nos Etats et nos Institutions et mieux négocier nos partenariats. En tant que Président en exercice de l'Union Africaine, le Professeur Alpha Condé réaffirme la détermination des leaders africains à conduire une réforme en profondeur de l'Institution et se félicite que l'Afrique parle désormais d'une seule voix. L'industrialisation et la transformation structurelle de l'Afrique reste tributaire de l'intégration économique du continent que nous appelons de tous nos vœux. Si nous réussissons à faire converger nos politiques et à contribuer à l'éclosion de véritables espaces sous régionaux, à investir dans le secteur privé en créant les conditions de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, l'Afrique économique émergera durablement pour converger vers un développement intégral. Au nom de Son Excellence Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Président en exercice de l'Union Africaine, je souhaite plein succès aux travaux du 17ème forum économique sur l'Afrique. Je vous remercie.

Le message à la nation (2 octobre 2017), le 59ème anniversaire de l'indépendance de notre pays après le vote historique du 28 septembre 1958 qui a révélé au monde entier le courage exceptionnel du peuple guinéen à prendre en main son destin national.

L'accession de la Guinée à la souveraineté internationale évoque un moment d'histoire autour des valeurs fortes qui fondent la République et marque la fidélité de notre peuple à des aspirations légitimes à un monde plus uni, de liberté, de paix et de partenariat équitable. Célébrer cette journée commémorative, c'est surtout honorer le courage de nos devanciers qui, de par leur engagement et leur sacrifice, ont héroïquement combattu pour la liberté dont nous jouissons aujourd'hui. En ce jour solennel de rappel de leurs actions, je voudrais ici saluer leur mémoire et leur renouveler la reconnaissance de toute la Nation. Aujourd'hui, chaque Guinéenne et chaque Guinéen doit être le gardien vigilant de cet héritage qu'il faut consolider pour que, de génération en génération, notre chère Patrie demeure toujours un havre de paix, de cohésion nationale, de stabilité politique, de démocratie, de sécurité, de liberté et de prospérité.

Guinéennes, Guinéens

Recevez, à l'occasion de la célébration de notre fête nationale, mes vœux de bonne fête. J'exprime tout mon soutien à ceux qui sont éprouvés dans leur chair et dans leur âme. Puisse Dieu leur accorder la santé et la paix du cœur en ce jour anniversaire de l'accession de la Guinée à l'indépendance. A nos frères vivant à l'Etranger, j'adresse

aussi mes vœux de bonne fête. Je les encourage et les félicite pour leurs contributions précieuses aux efforts de développement de notre pays. Ces vœux s'adressent également à tous nos partenaires au développement et à tous les amis Etrangers qui vivent chez nous, partagent nos joies et nos peines. Qu'ils veuillent bien recevoir ici la reconnaissance et l'hospitalité sans cesse renouvelées du peuple guinéen. Je n'oublie pas nos braves et anciens combattants. Ils ont été à l'avant-garde de la marche de notre peuple vers l'indépendance et le progrès social. Aux Forces de Défense et de Sécurité engagées dans les contingents de l'ONU, je voudrais leur dire bravo. Bravo pour leur comportement exemplaire qui honore notre pays et mes condoléances à toutes les familles des soldats tombés pour la défense de l'intégrité territoriale du Mali dans le cadre de la Minusma.

A vous, hommes politiques qui ajoutent du ferment à notre démocratie, je vous souhaite bonne fête de l'indépendance. Toutefois, je voudrais ici attirer l'attention de tous sur le fait que notre pays ne pourra jamais être une oasis de paix, de démocratie, de tolérance religieuse et ethnique tant que nous mettrons en avant les considérations ethniques et religieuses. La quiétude actuelle qui prévaut en Guinée est un bel acquis que nous ne permettrons à personne de le détruire. Nous ne pouvons pas sacrifier notre principe d'une société d'harmonie ethnique et religieuse sur l'autel de la politique politicienne. La démocratie multipartite n'est pas synonyme d'inimitié et de division. Elle offre plutôt un cadre idéal pour les échanges d'idées.

Certains excès de la politique partisane peuvent être porteur de dangers, elle laisse dans son sillage des clivages insurmontables et un manque de consensus sur les grands sujets nationaux. Appartenir à différentes organisations politiques ne saurait être une raison de ne pas travailler ensemble à la recherche de solutions à nos défis communs. Je tiens à déclarer avec force que, pour moi, il est dangereux de réduire la vie politique dans notre pays à certaines dérives des politiques partisanes, ethniques ou religieuses. Je m'engage à continuer à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour promouvoir une atmosphère de rapprochement politique afin d'éteindre toute tension qui pourrait menacer notre bien-être national et j'attends des leaders politiques de notre pays qu'ils en fassent autant. L'avenir de la Guinée dépend de nous tous et je suis convaincu que nous pouvons faire face aux nombreux défis qui se posent à nous.

Guinéennes, Guinéens

Le 59è anniversaire que nous célébrons aujourd'hui en tant que pays libre et indépendant n'a été rendu possible que parce que d'autres responsables politiques, avant nous, ont fait tout ce qu'il fallait pour nous libérer des soumissions du colonialisme et de toute forme d'impérialisme. Ce retour à l'histoire contemporaine de la Guinée est marqué par des événements dont nous devons constamment nous inspirer. Aussi, ne pourrais-je oublier de souhaiter joyeuse fête de l'indépendance aux jeunes, aux femmes, à nos braves paysans, à tous les agents de l'Administration publique ainsi qu'à tous les acteurs du secteur privé. J'exhorte les uns et les autres à avoir toujours à l'esprit le sens du devoir au service de l'intérêt général.

Mes chers compatriotes, notre fête nationale intervient cette année, dans un contexte économique international particulièrement difficile, qui n'épargne aucun pays dans le Monde. Néanmoins, mon Gouvernement a fourni des efforts pour accélérer le rythme de création de la richesse nationale, pour relever le taux de croissance économique et pour mieux faire face aux défis qui nous interpellent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi des jeunes et surtout des infrastructures qui nous manquent si cruellement. C'est ainsi que dans le cadre de la construction de nos infrastructures, nous avons signé le 5 septembre 2017, avec la République Populaire de Chine, un Accord Cadre de financement de nos projets prioritaires pour une enveloppe de 20 milliards de dollars US couvrant une période de 20 ans (2017-2036). Ce financement est principalement adossé aux revenus futurs de projets miniers portés par les entreprises chinoises en Guinée.

Le principe de ce partenariat est basé sur l'approvisionnement à long terme de la Chine en matières premières et produits miniers en échange de la mise à disposition de la Guinée de financements et de technologies visant à favoriser le développement des infrastructures et l'industrialisation du pays. Les projets d'infrastructures sont financés sur la base d'études démontrant leur faisabilité, ainsi que sur la base des bénéfices économiques et sociaux. Le premier lot de financement porte sur un montant total d'environ 1,3 Milliards de dollars et concerne :

- les voiries de Conakry,
- la reconstruction de la route nationale 1 (tronçon Coyah-Mamou-Dabola),
- la ligne de transmission électrique Linsan-Fomi,
- la réhabilitation et l'extension d'une université régionale,

- l'extension du port de Conakry.

Le barrage hydroélectrique de Souapiti, en négociation avancée sous forme de partenariat public privé pour 1,5 milliards de dollars, n'est pas inclus dans les financements couverts par l'Accord Cadre. Tout comme les projets d'extension de l'hôpital Sino Guinéen, de construction du siège du Parlement, et d'appui au programme de changement climatique qui sont l'objet d'un don d'environ 100 millions de dollars.

Guinéennes, Guinéens, le serment que j'ai fait envers le peuple guinéen m'oblige à attirer l'attention sur le fait que l'essor économique ne se fera que par notre engagement à poursuivre les réformes déjà engagées et à mieux produire afin d'accroître la richesse, seul gage pour dépasser les difficultés conjoncturelles et structurelles dans le but d'éradiquer la pauvreté à laquelle notre peuple reste toujours confronté. Ce sont là des défis que nous devons relever. Dans le cadre de ces défis, nous œuvrons chaque jour à l'assainissement de nos finances publiques dont le processus est en cours à la satisfaction de la communauté internationale et des Institutions de Bretton Woods, qui nous accompagnent dans notre stratégie de réduction de la pauvreté.

Ainsi comme l'a reconnu une récente mission du FMI, l'inflation moyenne est restée modérée à 8,2% en 2016. Celle-ci reflète une augmentation mesurée des prix des produits alimentaires, une stabilité du taux de change et une politique monétaire prudente avec des efforts de consolidation budgétaire. Cela a permis de réduire le déficit budgétaire de base en 2016 à 0.7 % du PIB sous l'effet conjugué d'une augmentation des revenus et d'une réduction des dépenses.

Par ailleurs, les importations ont fortement augmenté, grâce aux nouveaux projets d'investissements dans le secteur minier, qui ont été financées par un large afflux d'investissements directs étrangers. Les exportations se sont accrues, tirées par les produits agricoles, la bauxite et l'or. Les perspectives de croissance de notre économie restent favorables.

Pour 2017, la croissance continue à être robuste à 6,7 %, grâce à la poursuite de la bonne performance du secteur minier, à l'accélération des activités de construction dans l'hôtellerie et l'énergie, ainsi qu'à de bonnes performances agricoles. Tout est défi dans ce pays et je citerais la disponibilité et l'accessibilité aux infrastructures économiques notamment l'énergie pour les entreprises et les ménages. Dans le même

ordre d'idées, se situe le renforcement des réseaux aérien, routier, ferroviaire, et maritime indispensables dans un pays de transit et de services comme le nôtre. Valoriser les pôles de développement est un autre défi car cela prend en compte l'agriculture, l'agro-industrie, les travaux publics, l'artisanat, le tourisme, la culture et le commerce, etc. Bien évidemment, mon Gouvernement s'est attelé à assainir l'environnement des affaires en vue de créer un climat propice au développement du secteur privé, à la promotion du partenariat public-privé.

Guinéennes, Guinéens

Je voudrais, avant de terminer, témoigner ma reconnaissance au peuple guinéen pour son soutien quotidien dans le cadre de mes charges au niveau de l'Union Africaine en qualité de Président de cette Institution. Ces charges prouvent à suffisance que la Guinée est de retour sur la scène internationale. Enfin, à l'occasion de notre fête nationale, j'ai décidé de gracier ceux des détenus de nos prisons qui en remplissent les conditions. Je voudrais ici les inviter à renoncer à l'avenir aux comportements qui les mettent en conflit avec la loi. Je vous informe que les cérémonies de festivités de notre indépendance de cette année seront célébrées à Kankan au mois de décembre 2017.

Vive la République ! Et que Dieu bénisse la Guinée.

Projet de discours de son excellence monsieur le président de la république de guinée. Le professeur alpha Conde. Projet de Discours du Président Pr Alpha Condé à la 23e Conférence des Nations Unies sur les Changements climatiques (COP23) Monsieur le Président de la 23eme conférence des Parties (Allemagne, novembre 2017),

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations, Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Mesdames, Messieurs, c'est pour moi un grand plaisir, au nom de la délégation guinéenne et à mon nom personnel, de remercier les gouvernements fidjien et allemand pour leur accueil chaleureux et la parfaite organisation de cette rencontre planétaire sur le réchauffement climatique aussi importante pour l'humanité.

Mesdames et Messieurs,

Lors de la COP21 en décembre 2015 à Paris, les Etats ont matérialisé leur engagement par l'adoption d'un accord remarquable et historique, de nos jours ratifiés par mon pays et d'autres y compris les plus grands émetteurs d'émission de gaz à effet de serre. C'est une avancée significative pour les efforts que nous déployons dans la limitation en deçà du seuil de 2°C d'ici 2030. Pour nous africains, l'importance de cet accord

tient au fait qu'il a été convenu d'affecter des fonds aux pays les moins avancés pour la mise en œuvre de leurs engagements en matière d'adaptation et d'atténuation, exprimés dans les différentes contributions déterminées au niveau national.

La COP22 de Marrakech, qui s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'Accord de Paris, les pays riches ont réitéré le respect de leur engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour soutenir les projets d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique. La Guinée invite davantage, les acteurs à accélérer et faciliter les financements des projets qui rentrent dans le cadre de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national.

Mesdames et Messieurs,
En 2015, plus de 15 millions de personnes ont été touchées par les aléas. L'Afrique principale victime du fléau des changements climatiques traverse, des catastrophes comme des sécheresses récurrentes, la hausse des températures, des glissements de terre et des inondations. Le défi qui se pose à l'Afrique en général et à la Guinée en particulier reste l'accès à une énergie propre pour amorcer son développement durable en exploitant les importantes ressources énergétiques renouvelables du continent, comme l'énergie hydroélectrique, solaire et éolienne.

Pour matérialiser cette volonté politique la Guinée a coordonné la levée de 4, 8 milliards de dollars dans le cadre de l'initiative Africaine pour les énergies renouvelables de 10 projets d'envergure dont 4 en Guinée devant produire près de 80 MW. Dans le cadre de sa Contribution Déterminée au niveau national, la Guinée s'est résolument engagée dans la mise en œuvre de son INDC avec des efforts consentis pour valoriser son potentiel hydroélectrique à travers les barrages de Kaléta et de Souapiti, dont les capacités sont de 240 et 450 MW.
Mesdames et Messieurs, Le gouvernement guinéen, soucieux du devenir de ses populations et de celui de l'humanité tout entière a souscrit à des engagements à travers sa contribution nationale déterminée, qui reposent sur les enjeux majeurs interdépendants et concourants tous à des objectifs d'atténuation et d'adaptation.

En effet, le potentiel hydrique guinéen constitue une opportunité pour la réalisation de plusieurs barrages hydroélectriques dont celui de Koukoutamba, qui alimentera en électricité plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest. Nous avons réussi grâce aux

partenaires au développement à mettre en place un processus de création du parc du moyen Bafing pour la conservation et la protection de la biodiversité, spécifiquement des grands singes (Chimpanzés). La création du Parc contribuera à concilier la création du barrage de Koukoutamba, l'exploitation minière, le développement, la protection de l'environnement, pour la population la plus importante des Chimpanzés de l'Afrique de l'ouest. Mon pays est également parvenu à restaurer des zones dégradées tant par l'exploitation minière que les pratiques agricoles.

Mesdames et Messieurs,
L'effort de la Guinée se matérialisera davantage par des actions concrètes sur ces différents axes concourant tous à la réduction de la pauvreté, à la diminution de la vulnérabilité économique et climatique ainsi qu'à l'atténuation des causes profondes et sous-jacentes de celle-ci. Les changements climatiques affectent considérablement les ressources en eaux. La Guinée en sa qualité de château d'eau de l'Afrique de l'ouest a le devoir de préserver, pour le bénéfice des populations guinéennes et celle de la sous-région, la qualité et la quantité des ressources en eau. Mais pour y parvenir, elle a besoin d'un appui de la communauté internationale.

Mesdames et Messieurs,
Je voudrais solennellement, en termes de négociations, exprimer que la République de Guinée reste solidaire de la position des pays les moins avancés (PMA) du groupe Afrique ainsi que du groupe des 77 plus la Chine.

Mesdames et Messieurs, pour terminer, j'ose croire que nos travaux aboutiront à des décisions et recommandations faisant de la vingt-troisième conférence des parties à la convention cadres des nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) un tremplin de mise en œuvre de l'accord de Paris dans l'intérêt des générations actuelles et futures.
Vive la coopération internationale
Je vous remercie

Fête de l'Indépendance : le président Alpha Condé s'adresse à la Nation (2 octobre 2018)
Guinéennes et Guinéens,
Mes chers compatriotes de la Guinée et de la diaspora. Notre pays célèbre aujourd'hui le soixante et unième anniversaire de son indépendance nationale. Ce moment

important de notre histoire commune, s'inscrit dans un contexte de paix et de cohésion sociale, instauré grâce aux efforts de toute la population guinéenne engagée dans la préservation de nos acquis et de notre héritage commun. C'est une date importante pour nous tous, parce que cette journée annuelle de commémoration de notre souveraineté, offre l'occasion à chaque Guinéen, de percevoir désormais l'avenir de la Guinée en termes de destin commun et d'intérêt national.

Dans son histoire, notre pays a surmonté depuis soixante années, de nombreuses épreuves, à commencer par les conditions de notre accession à la souveraineté internationale. La Guinée, comme chacun le sait, a été le premier pays indépendant d'Afrique francophone, après le vote historique du 28 septembre 1958, qu'a précédé notre indépendance, le 2 octobre 1958. Depuis cette date, notre république a traversé des épreuves parfois difficiles, mais celles-ci sont toujours inhérentes à la construction d'une république souveraine et fière de son histoire. Aujourd'hui, la nouvelle génération nourrit avec nous, une autre ambition, celle de consolider notre Etat de droit, dans un pays apaisé et confiant en ses valeurs de progrès et de justice sociale…

Au nom de cette noble tâche qu'est la construction d'un pays uni et solidaire que nous accomplissons ensemble depuis 61 ans, je voudrais rendre un hommage mérité à nos devanciers. Ceux qui se sont illustrés dans la lutte pour l'indépendance, en inaugurant la longue marche qui a conduit à la fondation de l'Etat guinéen. Je voudrais également rendre hommage à mes prédécesseurs à la tête de la Guinée, pour la pierre que chacun d'entre eux a apporté à l'édification de notre maison commune qui demeure à la fois, notre bien partagé et notre patrimoine historique.

Aussi, je voudrais enfin exprimer ma reconnaissance à chacun d'entre vous qui avez contribué à la promotion de cet idéal commun, celui d'une grande Guinée forte et prospère que nous souhaitons léguer aux futures générations. C'est pourquoi j'invite chaque citoyen, jeunes et femmes, acteurs de la vie publique, de la société civile, acteurs du secteur économique, à poursuivre cette œuvre de préservation de nos acquis en matière de démocratie et de libertés publiques, nos incontestables réalisations économiques et sociales. La modernisation de la gouvernance et de l'action publique basée sur la transparence, donnera à tous les citoyens guinéens, les moyens d'accéder à l'information publique sur l'évolution de notre pays. Cet investissement offrira à la presse publique et privée dont le rôle est important dans notre démocratie, les moyens

d'exercer sa mission dans un esprit de liberté et de responsabilité propice à l'équilibre de notre société.

Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes

Je suis conscient de l'importance des enjeux de l'édification d'une société de liberté et de responsabilité. C'est dans cet objectif que je reste déterminé à poursuivre avec vous, l'œuvre de protection du chantier démocratique que nous avons commencé ensemble depuis 2010 et qui n'a cessé de progresser. Dans ce combat mené avec un engagement qui réunit toutes les composantes de la nation guinéenne, nous restons attachés à l'une de nos valeurs cardinales : la défense de l'unité nationale et de notre modèle social qui exclut le rejet de l'autre.

Le développement de notre vie politique qui s'effectue dans un espace de fraternité et de solidarité active, conduira prochainement à l'organisation de nouvelles élections législatives, selon le chronogramme qui sera établi et proposé par la Commission électorale nationale indépendante. Il s'agit de renouveler notre représentation nationale dans un parlement où toutes les sensibilités politiques choisies par le peuple, trouveront leur place dans le cadre du pluralisme politique qui caractérise notre modèle politique. En Guinée, la démocratie et le respect de la volonté populaire resteront toujours pour notre gouvernement, des valeurs intangibles.

Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes

Au cours de cette année, dans l'objectif de renforcer nos institutions, notre pays a enregistré de nombreux débats politiques dont celui relatif à l'organisation des pouvoirs publics. Dans la société dans laquelle nous vivons en Guinée, la voix de chacun compte, mais celle du peuple compte encore plus, parce que c'est le peuple qui est le seul souverain. Après avoir suivi avec beaucoup d'intérêt les débats des uns et autres, sur l'organisation de l'Etat et des pouvoirs publics, j'ai instruit le Premier ministre d'ouvrir les consultations nationales avec les institutions, les acteurs politiques et sociaux et les forces vives de la nation, dans le but de structurer les débats.

Je félicite tous les participants pour l'engouement que cela a suscité chez chacun d'entre eux. Ce nouveau rendez-vous est un exercice démocratique auquel, tous les citoyens quel que soit leur obédience politique, sont invités à prendre part, et à donner leurs avis. En matière de lois, il ne s'agit pas de promouvoir des intérêts personnels ou de gérer l'avenir d'un seul homme, mais d'œuvrer pour améliorer le destin de toute

une nation. J'attends le compte rendu et le rapport du Premier ministre pour tirer les conséquences qui s'imposent…

Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes

En ce soixante et unième anniversaire de notre accession à la souveraineté internationale, je voudrais encore rappeler que nos principaux défis demeurent la promotion d'une société meilleure pour les Guinéens. Notamment par le partage des richesses et des fruits de la croissance économique, à travers nos différents projets de développement. L'Etat doit combler les besoins sociaux de base de nos populations dans les secteurs sociaux éducatifs et sanitaires, dans la fourniture d'eau, d'électricité, l'accès aux logements sociaux.

Notre gouvernance est orientée vers la transformation de l'économie guinéenne, pour améliorer les conditions de vie de nos populations. C'est ainsi que nous avons décidé désormais de consacrer 15% des recettes minières au financement des collectivités locales à travers l'Agence Nationale de Financement des Collectivités, l'ANAFIC. Ce projet doté d'un budget de 700 milliards de francs guinéens, est destiné à impulser le développement dans ces régions minières. Ce programme s'exercera dans le respect des normes environnementales et de transparence dans le secteur minier. Cette politique comprend également l'inclusion économique financière et sociale nécessaire pour lutter contre la pauvreté, avec l'aide des partenaires techniques et financiers internationaux comme la Banque mondiale, pour cela 104 millions de dollars ont déjà été mobilisés.

Les ressources internes seront également mises à profit par les efforts du gouvernement pour l'amélioration du recouvrement fiscal qui devrait passer de 13 à 15% du produit intérieur brut. Conformément aux recommandations de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Notre politique d'emploi mettra davantage la priorité sur les jeunes et les femmes qui vont bénéficier d'une politique de promotion du contenu local donnant la priorité à l'emploi local et à la main d'œuvre nationale. Tous ces impératifs figurent dans la lettre de mission du gouvernement.

Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes

En ce jour de retrouvailles nationales, mes pensées vont à l'endroit des pionniers de l'intégration continentale qui ont inauguré le combat pour bâtir une grande Afrique, fière d'elle-même et confiante en son destin. C'est-à-dire, un continent capable de se

prendre en charge et de relever les défis du développement qui se posent à nos concitoyens, dans un continent apte à lutter contre les périls qui menacent la paix et le climat. Ainsi que d'autres dangers, notamment l'exode tragique vers l'Europe d'une fraction de sa jeunesse à travers les déserts et les océans.

Mes pensées s'adressent à nos forces armées. Notre armée nationale et républicaine guinéenne qui fait aujourd'hui la fierté de notre pays, parce qu'elle est garante de la défense de notre territoire et contribue de manière significative à la protection de nos valeurs républicaines. Nous disposons d'une armée de paix et de développement qui participe en ce moment aux opérations de maintien de la paix dans notre région ouest africaine, dans le cadre de la Minusma à Kidal, dont les efforts sont loués par l'ensemble de la communauté internationale. Mes mots s'adressent également à nos ainés, les braves et anciens combattants qui ont été à l'avant-garde de la marche de notre peuple vers l'indépendance et le progrès social.

Guinéennes, Guinéens, mes chers compatriotes, à l'occasion de cette fête nationale, c'est également le lieu d'exprimer notre solidarité envers les plus démunis, ceux dont l'amélioration de la vie quotidienne fait partie de nos préoccupations. Je tiens à vous rassurer que l'Etat dans sa gouvernance sociale, continuera d'offrir tout son soutien à cette partie de la population et prendra toutes les dispositions utiles à leur égard.

J'adresse également une pensée solidaire à l'endroit de nos travailleurs participant au développement de notre administration et de notre économie. Ainsi qu'à nos compatriotes vivant à l'Etranger, qui sont une partie intégrante de notre avenir commun. A ces pensées, j'associe également, les Etrangers qui ont choisi de vivre parmi nous, nos partenaires qui œuvrent à nos côtés dans nos différents projets de développement pour l'avenir et le développement de notre pays. 61 ans après le jour glorieux où la Guinée a accédé à l'indépendance et à la souveraineté, c'est ensemble, dans l'oubli de nos divisions passées que je vous convie à regarder avec moi vers un avenir de prospérité. Car ce n'est qu'ensemble, unis et solidaires, que nous parviendrons à relever les défis de développement de notre cher et beau pays. Bonne fête de l'indépendance, Vive la République de Guinée,
Que Dieu bénisse notre pays.

Adresse à la Nation : discours intégral du président Alpha Condé (Présidence) (4 septembre 2019)

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes,

Depuis mon élection à la Magistrature suprême, j'ai eu comme seule et unique préoccupation l'intérêt de la Guinée et des Guinéens. Cet engagement envers notre cher pays, comme chacun le sait, est partie intégrante de mon histoire personnelle. Tout au long de ma vie, que ce soit durant mes longues années d'opposition où dans mes combats politiques, de même que dans mes fonctions de Président de la République, j'ai toujours mis au centre de mes préoccupations, l'intérêt de la Guinée. J'ai toujours lutté pour une Guinée indépendante, juste et solidaire où chaque citoyen peut s'épanouir dans un environnement de paix, de sécurité et de respect de ses droits fondamentaux et où les droits de chacun vont avec ses devoirs vis-à-vis de la société.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes, j'ai partagé avec vous les premières années difficiles de mon mandat. Tout n'a pas été parfait. Mais soyez rassurés que chaque décision que j'ai dû prendre l'a été dans l'intérêt de la Guinée et des Guinéens. Nous le savons tous, notre pays vient de loin avec un héritage lourd. Nous n'avions plus de crédibilité auprès des institutions financières internationales. Mais, grâce à nos efforts communs, à la détermination et à la patience de notre peuple, nous avons relevé beaucoup de défis, notamment : la stabilité économique, la réforme de nos forces de défense et de sécurité, de la justice, la lutte contre Ebola et l'amélioration de notre système de santé, le développement des secteurs des mines, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie et une série de réformes structurelles et institutionnelles. Comme vous le vivez, notre pays avance. Il est sur la bonne voie.

Tous les observateurs l'attestent, du Fonds Monétaire International (FMI) à la Banque Mondiale en passant par la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Agence Française de Développement (AFD). Notre Etat se consolide. Notre Guinée a retrouvé sa force et sa fierté. Elle a retrouvé sa place dans le concert des nations. Oui, la Guinée est désormais une voix qui compte et qu'on écoute en Afrique et dans le monde.

C’est l’occasion pour moi de rendre hommage à toutes et à tous pour les sacrifices consentis, sans lesquels tout cela n’aurait pas été possible. Il est donc fondamental que les investissements réalisés profitent à tous. C’est le sens des efforts entrepris dans les secteurs de l’énergie, de l’agriculture, des mines et plus récemment dans les collectivités locales à travers l’Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC). J’encourage le Gouvernement à accentuer les efforts de développement dans cette direction pour réduire la pauvreté et les inégalités et garantir la justice sociale. Force est de constater que la Guinée est sur la bonne voie et l’espoir est permis pour des lendemains meilleurs.

Guinéennes, Guinéens,
Mes chers compatriotes, je voudrais adresser, en cette circonstance, un message de confiance et d’espoir à notre jeunesse : jeunes de Guinée, quelles que soient les difficultés, votre avenir est ici en Guinée. Je voudrais vous rassurer en tant que gouvernant que notre préoccupation est la jeunesse et notre devoir est de lui garantir son avenir.

Guinéennes, Guinéens,
Chers compatriotes, j’appartiens à une génération qui s’est mobilisée très tôt pour la libération de notre continent, la dignité et la fierté des peuples d’Afrique parce que nous croyons profondément à la justice, à la liberté, à l’égalité entre les hommes, à l’égalité entre les peuples. Malgré les efforts consentis et toutes les victoires remportées, l’Afrique ne jouit pas encore de sa souveraineté pleine et entière. Les peuples africains aspirent toujours à l’égalité avec les autres, revendiquent leurs identités et leurs spécificités propres. Dans le nouveau monde, chaque pays, chaque peuple veut suivre sa propre voie et être libre de choisir son destin.

Mes chers compatriotes, dans ma génération politique, tous les combats ont été menés et gagnés dans la sérénité. Nous avons fait, depuis toujours, le choix de la lutte pacifique pour la démocratie qui consacre la souveraineté du peuple appelé à être consulté aussi souvent que nécessaire, capable de se prononcer, en toute âme et conscience, sur ce qu’il voudrait ou ne voudrait pas. A cet égard, personne n’a le pouvoir ou le droit de se substituer au peuple et ne dispose de toute l’autorité pour parler, agir, décider en son nom et à sa place.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes, les droits de notre peuple sont inaliénables comme la liberté de chacun d'entre nous est sacrée. Toute ma vie, tout le long de mon histoire personnelle et de mon parcours, j'ai été à l'écoute de mon peuple et en phase avec lui. Aujourd'hui encore, au moment où partout dans le monde, les peuples décident tous seuls de leur destin et font l'histoire, je reste convaincu que le peuple a toujours raison et que nul ne peut aller à l'encontre de sa volonté et de ses aspirations profondes : c'est ma conviction de tous les temps.

Guinéennes et Guinéens,

Chers compatriotes, notre peuple a l'occasion de faire ses choix et d'exprimer sa volonté lors des élections. A ce propos, j'invite tous les acteurs impliqués dans l'organisation des élections législatives à redoubler d'effort et d'ardeur dans le travail, à se mobiliser tous pour que ces élections se tiennent dans le courant de cette année. J'engage le Premier Ministre et le Gouvernement à soutenir et accompagner la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) et les acteurs électoraux afin de créer les meilleures conditions de préparation et d'organisation des scrutins attendus dans notre pays. La Guinée n'est plus la même avec l'éveil des consciences et toutes les mutations intervenues dans la société. Il est légitime alors que chacun se demande où on va, comment aborder les enjeux et défis des temps nouveaux. C'est pourquoi, je comprends le débat en cours dans le pays sur tous les sujets de préoccupation y compris la Constitution.

Mais, comme je l'ai indiqué auparavant, il ne m'appartient pas de trancher ou de choisir à la place des Guinéens. Avant toute prise de position personnelle, j'ai le devoir d'écouter tout le monde. Pour ce faire, j'instruis le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, d'initier des consultations avec les institutions de la République, les partis politiques, les syndicats, les organisations de la société civile pour recueillir les avis des uns et des autres dans un échange ouvert sur les différentes questions pour que le débat porte sur les arguments et les recommandations. Tout sujet peut être discuté dans une démocratie.

Guinéennes et Guinéens, chers compatriotes, en ma qualité de Premier Magistrat du pays, garant des libertés publiques et des droits fondamentaux des citoyens, j'ai l'obligation d'écouter chacun et tous afin de permettre que toutes les idées et toutes les opinions s'expriment en toute liberté mais avec responsabilité. Pour ma part, je ne

faillirai pas à ma charge et ferai face aux attentes légitimes de nos concitoyens. J'invite chacun à quelque niveau qu'il soit à exercer ses droits dans le respect de ceux des autres. Nous devons nous unir face à notre avenir commun et nous engager tous pour la paix sociale et l'unité de la nation. Je sais que la fonction de Président de la République impose des sacrifices pour la Patrie. J'en suis conscient et je reste résolument engagé à remplir toutes mes obligations en comptant sur votre soutien et votre confiance.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes, notre pays est à un tournant de son histoire. Tout le pays me parle, je vous entends et vous comprends tous. Je me réjouis de constater que la démocratie à laquelle nous sommes tous attachés et pour laquelle notre pays a consenti déjà d'immenses sacrifices, s'enracine davantage. Il est légitime que chacun se pose la question de son présent et de son avenir et se préoccupe du destin de notre Guinée, notre bien à tous. Nos compatriotes veulent tous la paix pour eux-mêmes et pour le pays.

Nous demeurons tous mobilisés dans un élan patriotique et responsable pour notre idéal de démocratie et de progrès. En faisant l'effort de se parler et en ayant la patience de s'écouter sans préjugés ni mépris, on se connait et on se découvre mieux et on apprend aussi à se faire confiance. Dès lors, tout devient possible et le pays gagne sans que personne n'ait le sentiment d'avoir perdu. Lorsque la Guinée gagne, personne ne perd. Pour moi et tous les patriotes, la Guinée passe avant tout. C'est à cela que je nous engage tous et c'est aussi la conviction et l'espoir que je voudrais partager avec vous.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, en charge du dialogue politique et social, a toute ma confiance et tout mon soutien pour les consultations que je lui ai demandés de conduire. Je reste confiant dans ce dialogue inclusif dont les délibérations pourront nous éclairer dans nos choix, répondre à toutes les interrogations, renforcer la confiance entre les acteurs et permettre sans doute à notre pays de poursuivre son chemin sur la voie de la démocratie et du progrès.

Vive la République,

Vive l'unité nationale, Vive la paix.

Report du scrutin couplé du 1er mars : le discours intégral d'Alpha Condé (22 février 2020)

Chers compatriotes,

La Guinée a été depuis 1958 parmi les champions du panafricanisme. Nous savons le sacrifice que notre pays a consenti pour soutenir le mouvement de libération. L'armée guinéenne a vaillamment participé à la libération de nos frères de Guinée Bissau. Rappelez-vous que le Président défunt Lansana Conté dirigeait le contingent guinéen à partir de Boké. Le RPLA a été fondé en Guinée. Le Président Mandela et son frère Mbeki ont eu l'entrainement militaire à Kindia. Nous avons assisté nos frères d'Angola, du Mozambique et du Congo.

Donc, c'est par responsabilité nationale et sous-régionale que nous avons accepté un report léger de la date des élections. Ce n'est ni une capitulation, ni une reculade, mais la fidélité à ce qu'a été la Guinée hier, qu'elle est aujourd'hui, qu'elle sera demain. N'oubliez pas que dans la nouvelle Constitution, nous avons écrit que la Guinée est prête à se fondre dans un ensemble plus vaste. Voilà donc pourquoi nous devons toujours rester dans le cadre de la CEDEAO et de l'Union africaine. Bien sûr, certains vont jubiler en disant c'est de la capitulation. Voilà donc la lettre que j'envoie au président en exercice de la CEDEAO. Je sais que beaucoup d'entre vous vont être mécontents, déçus, révoltés. Mais la Guinée qui a été la patrie du panafricanisme peut-elle s'isoler de ses pays-frères ? Nous disons non. Mon passé est là : ancien président de la FEANF, ancien président de l'Union africaine. Vous avez tous vu comment j'ai défendu l'indépendance de l'Afrique et comment je me suis battu pour que les problèmes africains soient réglés par les Africains. Donc, c'est fort de cette situation d'unité et de l'esprit panafricain des Guinéens que j'ai accepté ce report. J'en appelle encore aux militants et aux sympathisants et à tous les Guinéens qui voulaient exercer leurs droits le 1er mars et c'est un grand sacrifice que je leur demande. Je sais que beaucoup ne dormiront pas ce soir, beaucoup vont pleurer, beaucoup vont se révolter, mais il est de la responsabilité d'un chef d'Etat de défendre les intérêts de son pays, mais aussi les intérêts de la sous-région et de l'Afrique.

La Guinée, de par son passé, doit être toujours parmi le leadership du panafricanisme. Donc, nous restons fidèles à notre choix. Tant pis pour ceux qui pourront croire que c'est un recul, l'avenir démontrera que nous sortirons grandis de cette épreuve et que le peuple de Guinée exprimera librement son choix à travers le référendum et choisira

librement ses députés. Et je persiste encore, et c'est important, que ne sont concernés que les partis qui sont déjà en compétition. C'est-à-dire qui sont en règle devant la CENI. Je le précise très bien : cela ne concerne que les partis déjà engagés dans la compétition électorale. »

Coronavirus/ Alpha Condé aux Guinéens : " (17 mai 2020 à Abidjan)

Guinéennes, Guinéens, chers compatriotes,

Bonsoir !

Je m'adresse de nouveau à vous ce soir, pour vous présenter la situation de la pandémie de la Covid-19 dans notre pays. Je commencerai par vous exprimer mes remerciements et mes encouragements pour les efforts et les sacrifices que vous avez consentis pour permettre à notre pays de sortir rapidement de la crise sanitaire que nous vivons depuis le 12 mars dernier.

Chers concitoyens, depuis la confirmation du premier cas sur notre territoire, il y a exactement 3 mois, j'ai donné des instructions au Gouvernement afin que la lutte contre cette pandémie soit une priorité absolue. Des mesures de riposte ont été déployées progressivement afin de réduire le risque de propagation du virus. C'est ainsi que j'ai décrété l'état d'urgence dans notre pays depuis le 26 mars 2020. D'autres dispositions plus ciblées ont suivi, comme : la fermeture des frontières ; des restrictions spécifiques au transport des personnes et des marchandises ; la fermeture des écoles, universités, lieux de culte, bars, restaurants ; la suspension des conférences, colloques internationaux et tournois sportifs ; ainsi que d'autres cadres de rassemblement de personnes. Dans la même logique, le port du masque est obligatoire dans l'espace public depuis bientôt deux mois.

Chers concitoyens, je mesure l'impact de ces contraintes sur vos vies au quotidien. Mais, elles sont indispensables pour éradiquer cette maladie qui paralyse notre économie et endeuille des familles à travers le monde. Je vous appelle donc à persévérer dans l'endurance face à ce virus qui éprouve notre société, ses croyances, ses cultures et son économie. J'invite toutes les composantes de notre société : organisations de jeunesse, de femmes, de ressortissants, leaders religieux, partis politiques, société civile et diaspora, à s'impliquer davantage dans ce combat pour la survie.

Le Gouvernement, pour sa part, reste en éveil afin d'apporter les réponses appropriées à cette crise sans précédent et corriger rapidement ses conséquences sur notre économie. Je suis heureux de vous annoncer que depuis une dizaine de jours, notre personnel soignant s'est renforcé par l'arrivée de 21 médecins épidémiologistes cubains. Nul doute que leurs expertises conjuguées amélioreront significativement la qualité de notre offre globale de soins contre la Covid-19 et favoriseront la sortie rapide de cette crise. Je remercie à cette occasion les autorités cubaines pour avoir facilité et diligenté cette collaboration.

Par ailleurs, je vous annonce la mise à la disposition des populations d'Un million deux cent mille (1.200.000) masques que j'ajoutent aux Huit cent mille (800.000) mille déjà distribués, ainsi que la commande d'un autre lot devant être offert aux étudiants et élèves. Les capacités d'accueil dans les différents centres de traitement ont été améliorées, ce qui a permis de dédier exclusivement le centre de Donka aux cas nécessitant une assistance médicale spécialisée. Sur le plan économique, le secteur privé se trouve très impacté par les effets de la Covid-19.

Afin d'atténuer davantage le choc induit par le ralentissement des activités économiques, j'ai décidé la mise en place d'un fonds de garantie des prêts et d'un fonds d'appui aux grands groupements et Petites et Moyennes Entreprises (PME) de notre pays. Les décrets relatifs à ces soutiens ont été signés, il y a 10 jours, et les Départements concernés s'emploient à leur application. J'ai également instruit le Gouvernement d'octroyer à certaines catégories sociales fortement impactées, des subventions et des aides publiques et de consentir des facilités et des exonérations fiscales, afin de réduire de manière significative l'effet de la pandémie sur leurs activités économiques et leur pouvoir d'achat.

Chers concitoyens, la Covid-19 est encore présente dans notre pays. Aujourd'hui, sur 27.802 cas testés nous totalisons 4.572 cas de contaminations contre 3.249 guérisons soit 71 pour cent. Nous déplorons cependant 26 décès hospitaliers. En ce moment, 478 patients sont en soins dans nos sept Centres de Traitement Epidémiologiques. Je présente mes condoléances aux parents et proches de personnes ayant perdu la vie et souhaite un prompt rétablissement à celles qui sont en soins.

Bien que ces statistiques soient dynamiques, les tendances générales depuis ma dernière adresse à la nation, permettent cependant d'entrevoir des signes positifs. Sur les deux derniers mois, le nombre moyen de nouveaux cas confirmés de Covid-19 est passé en dessous du seuil de 70 patients. Nous enregistrons des statistiques encourageantes avec un taux de guérison de près de 70 pour cent et une létalité relativement faible, de l'ordre d'à peine 0,5 pour cent. On note également une tendance à la baisse du taux de positivité malgré l'augmentation de nos capacités de dépistage. Nous avons actuellement 9 sites de prises en charges : Nongo, Donka, Camp Alpha Yaya, Kénien, Gbessia, Maison Centrale, Kindia, Boké, Fria.

Soit six centres à Conakry et trois à l'intérieur. Notre combat pour éradiquer la Covid-19 est cependant loin d'être terminé. L'expérience récente de certains pays dans la lutte contre cette pandémie nous a appris que tout relâchement dans l'observation des mesures visant à contenir la maladie constitue un risque de nouvelles contaminations. Nous ne commettrons pas ces erreurs après tant de sacrifices. C'est pourquoi j'appelle toutes les Guinéennes et tous les Guinéens à continuer de respecter rigoureusement les mesures édictées. C'est notre lutte commune. Elle nécessite l'implication totale et constante de tous.

Chers concitoyens, en ayant pris toute la mesure de la situation et sur recommandations de nos experts, je décide des mesures suivantes :

-L'état d'urgence sanitaire pourrait être reconduit ou pas selon la décision du Parlement déjà saisi par le gouvernement pour une période de 30 jours à compter du 15 juin 2020, sur toute l'étendue du territoire national ;

-Le couvre-feu est allégé et est désormais en vigueur de 23 heures à 04 heures du matin pour la zone du « Grand Conakry » (Conakry, Coyah et Dubréka). Il reste entièrement levé à l'intérieur du pays ;

-Fermeture des Marchés à partir de 18 heures pour le Grand Conakry ;

-Le port du masque reste obligatoire. Les dispositions initialement prévues contre les contrevenants restent également en vigueur ;

-Les classes d'examen de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que les universités seront recouvertes à partir du Lundi 29 juin 2020. Cette reprise des cours sera subordonnée à la présentation par les Ministères concernés d'un plan détaillé portant sur les mesures suivantes :

- Le respect de la distanciation sociale au sein des établissements

- La prise systématique de température à l'entrée et à la sortie
- Le lavage systématique des mains à l'entrée et à la sortie des établissements
- Le port obligatoire des masques y compris par les enseignants
- Un programme ordonné de rentrée des classes
- La réouverture à partir du 22 juin 2020, des lieux de culte exclusivement dans les préfectures qui n'ont pas enregistré de cas de Covid-19 pendant une période d'au moins 30 jours. Cette réouverture sera subordonnée à la présentation par le Ministère des Affaires Religieuses au Gouvernement des Mesures appropriées de prévention sanitaire.

Toutes les autres dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire demeurent en vigueur. Ces mesures seront ajustées au gré de l'évolution de la pandémie dans notre pays. Je rassure toutefois que la préservation de la vie et de la santé de nos concitoyens présidera systématiquement mes choix. Je remercie l'ensemble du peuple de Guinée pour son adhésion à notre stratégie de lutte contre la Covid-19. Mes encouragements à l'endroit de tous les intervenants dans la riposte. Je salue en particulier les efforts constants et permanents du personnel soignant, en première ligne de ce combat. En contact direct des malades, ils sont exposés, eux et leurs familles, à un risque de contamination réel et permanent. J'ai foi en notre capacité à sortir de cette autre crise. Faisons preuve de responsabilité, de solidarité et d'endurance et nous gagnerons ensemble le combat contre la Covid-19.
Que Dieu bénisse la Guinée.
Je vous remercie !

Dans une adresse à la Nation, ce (lundi 15 juin 2020), le président de république le Pr. Alpha Condé a annoncé de nouvelles mesures, dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, notamment l'allègement du couvre-feu pour le Grand Conakry (Conakry, Coyah et Dubréka) et surtout la réouverture des classes d'examen à partir du 29 juin prochain.
Guinéennes, Guinéens, mes chers compatriotes,
Je viens devant vous pour faire le point de notre combat commun contre le COVID-19, à l'instar des autres pays du monde confronté à cette pandémie. Depuis l'apparition du premier cas de coronavirus, le 16 mars dernier, le Gouvernement et les populations guinéennes se sont investis dans un plan de riposte pour endiguer cette épidémie. Les premières mesures d'urgence ont été prises, suivies de la déclaration de l'état d'urgence le 26 mars 2020 et accompagnée de nouvelles mesures sanitaires. Ces

mesures ont été amendées le 14 avril 2020, avec notamment la fermeture des écoles, des universités, des bars et des lieux de culte sur l'ensemble du territoire national.

Le port du masque a été rendu obligatoire. J'ai moi-même fait confectionner deux millions de masques réutilisables, par nos couturières et couturiers qui sont en cours de distribution gratuite. A date, nous avons 11.100 personnes testées, nous dénombrons 2.531 cas positifs soit 23 %, 1.094 guéris et déplorons le décès de 15 patients. Notre politique actuelle est de procéder à un dépistage massif, afin d'isoler tous les cas positifs éventuels et en même temps éviter qu'ils ne contaminent les personnes ayants d'autres maladies graves ainsi que les vielles personnes et les femmes enceintes. Ces chiffres confirment que le combat n'est pas encore gagné et que nous devons redoubler d'efforts et de vigilance.

Cependant, il est important de souligner qu'en terme de résultat, nous pouvons être fiers du travail accompli ensemble puisque la Guinée aujourd'hui enregistre l'un des plus faibles taux de décès de toute la sous-région et un des plus bas au monde avec un chiffre de 0,59% de victimes par rapport au nombre de cas infectés, quand cette triste moyenne s'élève à 6,77 au plan mondial. C'est le lieu pour moi de présenter toute ma compassion et mes plus sincères condoléances aux familles endeuillées et de souhaiter un prompt rétablissement aux malades. Je renouvelle mes encouragements à tous les intervenants dans la riposte que sont : le personnel soignant, l'ANSS, les forces de sécurité, les partenaires techniques et financiers, les ONG et organisations de la société civile, les entreprises publiques et privées, ainsi que toutes les personnes e rends également hommage aux braves populations qui consentent d'importants sacrifices dictés par les impératifs sanitaires actuels.

Chers compatriotes,

Nous constatons ainsi que l'épidémie est toujours en progression dans notre pays, avec pour épicentre la ville de Conakry. A cet effet, les dispositions ont été renforcées pour rompre la chaîne de contamination et garantir une meilleure prise en charge des patients. Aujourd'hui, six centres de traitement épidémiologique sont opérationnels : Donka, Nongo, Camp Alpha Yaya Diallo, Matam, Kindia et la Maison centrale de Conakry. Et Gbéssia qui sera fonctionnel ce week-end. D'autre part, nous attendons incessamment l'arrivée d'une assistance médicale Cubaine. Ressources. La capacité de test des laboratoires, aujourd'hui de 350 par jour, sera sensiblement améliorée avec des moyens garantissant 1000 tests par jour, grâce à de nouveaux appareils attendus

cette semaine. Le Conseil Scientifique de Riposte (CSR), mis en place au mois d'avril dernier, contribue déjà, par des avis motivés, à orienter efficacement les décisions du Gouvernement.

Guinéennes, Guinéens, l'acuité du combat contre la pandémie nous amène à des choix difficiles au regard des contraintes qui pèsent sur la vie sociale et économique. Comment concilier la conduite du combat sanitaire avec l'exigence de la préservation de la liberté des citoyens et de la poursuite des activités économiques ? C'est le dilemme qui se pose aujourd'hui à tous les Etats du monde. Après consultation des différents acteurs de la riposte contre la maladie à coronavirus, j'ai décidé des nouvelles mesures ci-après :

• L'état d'urgence est reconduit pour une durée d'un mois à compter de ce jour

• Le couvre-feu passe de 22 heures à 05 heures du matin pour la zone du Grand Conakry (Conakry, Coyah et Dubréka) et il est levé entièrement pour l'Intérieur du pays, à compter de ce jour ;

• En dehors des lieux autorisés, la mesure relative au rassemblement des personnes à l'Intérieur du pays est allégée avec les regroupements passant de 20 à 30 personnes au maximum, à compter de ce jour ;

• Bien entendu ces mesures d'exception seront ajustées si nécessaires. Les autres dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire restent en vigueur. Par ailleurs, j'instruis le Gouvernement à suivre attentivement l'impact de la crise sanitaire sur la vie économique et sociale. Il est impératif d'élargir et de renforcer le soutien aux populations et aux secteurs économiques sinistrés. Par exemple dans le secteur agricole, nos concitoyens qui ont subi d'importantes pertes dans les filières de l'anacarde, l'ananas et des pommes de terre doivent être soutenus. Je suis profondément sensible aux conditions difficiles dues au COVID-19 dans lesquelles vivent certains de nos compatriotes à l'Etranger, qu'il s'agisse des résidents, des étudiants ou de ceux qui y sont bloqués à la suite de la fermeture des frontières.

A ce propos, j'ai instruit le Gouvernement à prendre toutes les dispositions nécessaires et utiles en vue d'apporter une assistance financière et exprimer notre solidarité aux familles des victimes guinéennes du coronavirus à l'Etranger, ainsi qu'à la poursuite des opérations de rapatriement volontaire de nos compatriotes, à travers des vols humanitaires. Toutefois, ces opérations de rapatriement doivent obéir à des critères stricts afin de préserver la sécurité sanitaire de l'ensemble des populations.

Chers compatriotes, nous avons été malheureusement endeuillés par des pertes en vies humaines, le 12 mai dernier à Coyah, Dubréka et Kamsar. Ces évènements douloureux posent une fois de plus la question de la violence lors des mouvements sociaux et politiques dans notre pays. J'exhorte la Justice à faire la lumière sur ces faits graves et à en tirer toutes les conséquences judiciaires. J'en appelle à la discipline et à l'esprit civique de tous les citoyens. Chacun doit comprendre que les restrictions d'aujourd'hui sont dictées par les exigences de santé publique. Nous devons les accepter et les respecter pour vaincre la pandémie et permettre une sortie rapide de cette crise. Les forces de sécurité sont chargées de garantir l'observation stricte de ces instructions dans la discipline et le respect de la loi.

Guinéennes, Guinéens,
J'ai confiance en la capacité de notre peuple à surmonter cette épreuve. Nous y parviendrons dans la solidarité et la cohésion nationale. Selon le Fmi, la Guinée fait partie des 5 pays qui s'en sortiront au mieux en 2021. Mais cela suppose que nous renforcions notre agriculture et notre agrobusiness. Nous devons donc tout mettre en œuvre pour qu'en aucun cas cette maladie n'atteigne les régions de l'Intérieur qui sont les zones de production, parce que nous devons nourrir notre population. Cette maladie nous cause beaucoup de préjudices graves mais ce qui l'est encore plus, ce sont les conséquences économiques et sociales qui peuvent entrainer un appauvrissement grave. C'est pourquoi tout le monde doit accepter ces mesures qui sont dures mais qui sont les seuls moyens de nous en sortir, de faire progresser notre économie et de faire réduire la pauvreté.
Je vous remercie !

Le Pr Alpha Condé milite pour une monnaie unique des États de la CEDEAO (22 juin 2020)

« Je vous félicite pour l'organisation de cette visio-conférence. Il est important de clarifier les choses. La Guinée reste toujours dans l'esprit de la 56ème session ordinaire**.** C'est-à-dire un panier de devises et de flexibilité. Évidemment, j'approuve la déclaration du Gouverneur du Ghana qui consiste à organiser une réunion des 15 Chefs d'État afin que nous puissions parler d'une seule et même voix. L'intégration sous-régionale est fondamentale pour le développement de l'Afrique de l'Ouest. Il m'a semblé que, lors du dernier sommet de l'Union africaine, la question était résolue et une déclaration proposée par le Président Alhassane Ouattara ressortait à l'esprit un

Eco à 15 États, à moins que je ne me trompe. Il est extrêmement important que nous arrivions à mettre en place l'Eco. Bien sûr, la maladie Covid-19 a atteint nos économies, mais nous devons avoir la possibilité de l'appliquer soit avant le 5 décembre 2020, soit de nous donner une marge.

Mais nous devons demander à nos frères de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) de respecter la décision que nous avons prise à 15. C'est-à-dire que la décision de créer l'Eco a été prise par les 15 Chefs d'Etat. Et lors du dernier sommet de la CEDEAO à Abuja, en conclusion sur cette question, le Président Alhassane Ouattara, avant de partir, avait demandé que les techniciens continuent leur travail. Ce qui suppose qu'avant de partir, il était dans l'esprit de la CEDEAO. Nous avons été un peu surpris de la déclaration d'Abidjan et dernièrement de celle de Paris.

Donc, il est extrêmement important pour clarifier les choses que le Président du Ghana demande une visioconférence entre les 15 Chefs d'État. Il est évident pour la Guinée que l'Eco reste la monnaie des 15 États de la CEDEAO. Lors de ma dernière interview, dans le journal ''Jeune Afrique'', j'ai affirmé que pour la Guinée, l'Eco reste la monnaie des 15 États avec un panier de devises et de flexibilité, avec l'espoir plus tard un jour qu'on arrivera à une monnaie unique pour l'Afrique. Je vous remercie pour la convocation de cette réunion et je vous demande de prendre des initiatives pour que nous puissions avoir cette rencontre avec les 15 Chefs d'État afin de clarifier les choses. En aucun cas la Guinée ne saurait adhérer à une zone monétaire sans les 15 États. Cette position est claire ».

Discours Alpha Condé, adresse à la nation (14 juillet 2020)

Chers compatriotes,

Je m'adresse de nouveau à vous ce soir, pour vous faire le point de la situation de la crise sanitaire que traverse notre pays et vous informer des nouvelles mesures rendues nécessaires par l'évolution de la pandémie en Guinée. J'aborde cet exercice avec gravité mais avec l'espoir que nous viendrons rapidement à bout de cette grave maladie. J'exprime mes sincères remerciements au peuple de Guinée pour ses efforts continus dans la riposte contre la Covid-19. Son adhésion à la stratégie du Gouvernement dans la lutte contre cette pandémie nous permet d'envisager l'avenir avec optimisme.

Mes chers concitoyens,

Dès les premières heures de l'apparition du Coronavirus dans notre pays, j'ai instruit le Gouvernement pour que la gestion de cette crise soit sa priorité. Ceci a favorisé une meilleure coordination et une plus grande efficacité de l'action gouvernementale dans la riposte à la pandémie. Notre stratégie a toujours consisté à moduler subtilement les mesures sanitaires, sociales et économiques afin qu'elles répondent efficacement à la gravité de la situation sans trop nuire aux conditions de vie des populations. C'est ainsi que dès les premières heures, j'ai déclaré l'état d'urgence dans notre pays et fait prendre des mesures spécifiques dans le but de contenir la propagation du virus.

Entre autres, le port du masque dans l'espace public, la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes, les restrictions spécifiques au transport des personnes et des marchandises, la fermeture des écoles, universités et lieux de culte, la suspension des conférences et colloques internationaux ainsi que l'interdiction des tournois artistiques et sportifs et la limitation des rassemblements de personnes sont entrés en vigueur. En cohérence avec notre stratégie dans cette riposte, certaines dispositions ont été ajustées et des mesures d'allègement adoptées lorsque cela était opportun. Je me réjouis en particulier de la réouverture partielle des écoles, centres de formation et universités, ainsi que des lieux de culte dans les zones non affectées par la Covid-19.

Chers concitoyens,

Je suis conscient des contraintes liées à ces mesures et particulièrement leur impact sur notre quotidien. Mais, je ne le dirai jamais assez : elles sont le sacrifice à consentir pour préserver nos vies, reprendre nos activités habituelles et renouer rapidement avec l'élan de croissance de notre économie. Je vous invite, chers compatriotes, à ne pas relâcher vos efforts dans cette lutte au risque de voir notre pays retomber, comme d'autres, dans de nouvelles vagues de contaminations qui annihileraient toutes nos actions antérieures. En effet, malgré les appels à la discipline et au respect rigoureux des règles édictées par les autorités sanitaires, je constate avec regret et amertume, le relâchement par endroits des mesures barrières et notamment le non-respect du port du masque en public, la violation des dispositions visant à limiter les rassemblements de personnes ainsi que les déplacements intempestifs de Conakry vers l'Intérieur du pays. Ces pratiques non citoyennes ont eu pour conséquence l'apparition de nouveaux cas dans certaines villes de notre pays jusque-là épargnées.

Je m'adresse d'abord aux imams. Cette année, aucun pays musulman n'a pu effectuer le pèlerinage. A vous tous, je dois rappeler que même pendant la crise d'Ebola, Air France, Royal Air Maroc et Bruxelles Airlines avaient maintenu leur vol. Avec cette maladie, toutes les compagnies aériennes ont arrêté leur vol commercial. Nous devons donc prendre cette maladie très au sérieux. Nous devons donc absolument continuer de garder le cap. Notre stratégie fonctionne, nous devons nous y tenir rigoureusement.

Guinéennes et Guinéens

A l'heure où la plupart des pays amorcent leur processus de déconfinement, avec la question centrale de la réouverture des frontières et la reprise des vols internationaux, nous nous devons de faire preuve de plus de responsabilité et de vigilance en évitant tout relâchement qui favoriserait de nouvelles contaminations. Je réitère mon invitation à toutes les composantes de notre société (organisations de jeunesse, de femmes, de ressortissants, leaders religieux, partis politiques, société civile et diaspora) à renforcer leurs messages dans ce sens en communiquant abondamment autour des modes de prévention de la Covid-19 et des enjeux économiques et sociaux de cette lutte contre la pandémie.

Le Gouvernement pour sa part poursuivra ses efforts en vue d'apporter les réponses appropriées aux défis sanitaire et économique que représente cette pandémie. En raison de l'apparition de cas à l'Intérieur du pays, de nombreux centres de traitement épidémiologique sont en phase d'activation. Par ailleurs, je me réjouis de l'augmentation sensible de notre capacité de réalisation de tests de dépistage et de la multiplication des sites de prélèvement. Les tests rapides actuellement en expérimentation dans notre pays pourraient être étendus à un plus grand nombre de personnes dans nos régions, préfectures et sous-préfectures, permettant une détection et une prise en charge rapides des cas positifs.

Le Gouvernement a également pris des initiatives afin de permettre le retour de nos compatriotes bloqués à l'Etranger dans des conditions sécuritaires optimales. C'est dans ce cadre que près de deux cent Guinéens sont récemment rentrés du Sénégal. Nous en attendons d'autres les prochains jours en provenance d'autres pays.

Chers concitoyens,

Il est vrai que notre pays dispose actuellement d'indicateurs flatteurs. En effet, sur 45.114 personnes testées nous avons 6.276 cas positifs et 4.981 guéris soit 79 pour

cent. Nous avons hélas malheureusement eu 38 décès soit 0,6 pour cent. Je présente mes condoléances aux parents et proches de personnes ayant perdu la vie et souhaite un prompt rétablissement à celles qui sont en soins.

Chers compatriotes,
Après avoir pris toute la mesure de la situation et suite aux concertations avec les acteurs et experts concernés, j'ai décidé des nouvelles mesures suivantes : l'état d'urgence est reconduit pour une période de 30 jours à compter du 15 juillet 2020, sur toute l'étendue du territoire national ; les frontières aériennes vont connaître une réouverture progressive à partir du 17 juillet 2020, en fonction de la mise en place des dispositions et procédures sanitaires retenues et conformément au principe de réciprocité entre les pays d'origine et de destination. Pour la reprise effective, à cette date, du trafic aérien commercial international, un Protocole de réouverture et un Plan opérationnel de relance du Transport aérien seront publiés par le Ministère en charge des Transports, en concertation avec l'ANSS.

Le couvre-feu est ramené de 00 heures à 04 heures du matin pour la zone du « Grand Conakry » (Conakry, Coyah, Dubréka) et reste entièrement levé à l'Intérieur du pays ; Le port du masque est toujours obligatoire tant en public qu'à la maison ; Les autres dispositions relatives à l'état d'urgence sanitaire restent en vigueur. Je remercie l'ensemble des intervenants dans la riposte contre la Covid-19, avec une pensée particulière à l'endroit du personnel soignant de première ligne qui s'exposent quotidiennement au danger de contamination et qui s'acquitte de sa noble mission, avec compétence et dévouement. Je suis convaincu que la victoire est à notre portée.

Faisons preuve de solidarité et de responsabilité pour vaincre ce fléau. Je m'adresse aux maires, aux chefs de quartier, aux CRD pour leur participation dans la sensibilisation de nos populations. Chaque Guinée doit être un communicateur. Quand vous voyez un voisin sans masque il faut le sensibiliser. Cette sensibilisation concerne chaque guinéen qui doit veiller au respect des mesures sanitaires au niveau des voisins. Je compte sur vous vous, élus locaux, dans l'accompagnement des médecins. Je compte sur vous tous.
Que Dieu bénisse la Guinée.
Je vous remercie !

Sous-corpus des discours de Cellou Dalein Diallo

Dans ce sous corpus de Cellou Dalein Diallo, il est composé des discours suivants :

a) Premier Discours de Cellou Dalein Diallo, lors de la campagne de la présidentielle du 11 octobre 2010 (07 novembre 2010)
b) Discours à la nation-du chef de file de l'opposition guinéenne, Cellou Dalein Diallo à l'occasion du Nouvel An 2014 (le 31 décembre 2013) ;
c) Discours de Cellou Dalein Diallo, lors de la campagne présidentielle de 2015 (*Discours du 25 septembre 2015*).
d) Discours de campagne de la présidentielle le 25 septembre 2015 de Cellou Dalein Diallo en Haute Guinée : « En 2010, Siguiri a été induit en erreur ;
e) Discours adressé aux Guinéens à l'occasion du Nouvel An 2015 (décembre 2014) ;
f) Discours de Cellou Dalein à Bambéto (04 mars 2017) : « Alpha Condé n'aime pas la paix et l'ordre » ;
g) Discours de Cellou Dalein Diallo au Parlement Européen de Bruxelles Gouvernance et Démocratie en Guinée le 16 mai 2017 13 :13 :21 ;
h) AG de l'UFDG : discours de Cellou Dalein Diallo (le 10 novembre 2018) ;
i) Assemblée Générale UFDG du (30 Novembre 2019) ;
j) Discours de Cellou Dalein Diallo à propos du FNDC (25 novembre 2019) ;
k) Discours intégral du chef de file de l'opposition guinéenne et président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo pour sa participation à la présidentielle du 18 octobre 2020 (*7 septembre 2020*) ;
l) Discours de Cellou Dalein Diallo à propos du FNDC (Conakry- Alors que la Guinée est secouée par une sanitaire, venue se greffer à une crise politique latente, l'opposant guinéen Cellou Dalein Diallo a brisé le silence. Dans un discours tenu ce jeudi 23

avril 2020 tard dans la soirée, le leader de l'UFDG a lancé un appel à ses compatriotes.

Premier Discours de Cellou Dalein Diallo, lors de la campagne de la présidentielle du 11 octobre 2010 (07 novembre 2010)

Mes sœurs, mes frères,

Je veux ouvrir les chemins de l'avenir pour notre jeunesse. Je veux redresser l'Etat et la Nation. Je veux rétablir la Justice et la confiance. Je veux réussir le rassemblement que je ne cesse d'appeler de mes vœux. Les tâches à accomplir sont immenses. Les défis sont nombreux et complexes. J'ai besoin de vous ! J'ai besoin de chacun et chacune ! J'ai besoin de votre énergie ! J'ai besoin de votre imagination ! J'ai besoin de votre détermination ! Je suis prêt à conduire la Nation dans cette voie de l'apaisement et du progrès.

Le 11 Octobre prochain, je vous demande de refuser qu'un petit roi continue de régner en Guinée. Je vous demande de refuser un avenir sombre pour nos enfants. Je vous demande de refuser une Guinée faite d'injustice, d'insécurité et de pauvreté. Le 11 octobre, je vous demande de changer notre avenir à tous. Le 11 octobre, ensemble nous choisirons de redresser notre belle et jeune Guinée. Le 11 octobre, notre Nation se relèvera ! Le peuple de Guinée se dressera pour dire qu'il veut un autre avenir ! La Guinée vit ! La Guinée vivra ! Vive le peuple de Guinée ! Vive la République de Guinée.

Discours à la nation-du chef de file de l'opposition guinéenne, Cellou Dalein Diallo à l'occasion du Nouvel An 2014 (le 31 décembre 2013)

« Mon action politique quotidienne, mes voyages dans le monde, mes rencontres de tous les jours avec les citoyens de Guinée, m'ont appris depuis longtemps que l'injustice, l'exclusion, la haine et la peur de l'autre détruisent l'unité. Elle nuit au progrès d'un pays, à l'harmonie au sein de toutes les sociétés humaines et dans tous les Etats du monde. J'en ai tiré la conviction comme Saint Exupéry que le plus noble métier de l'homme est le métier d'unir les hommes ».

Guinéennes, Guinéens,

Mes sœurs et mes frères,

Je suis heureux de vous retrouver aujourd'hui. Ici c'est bien à notre nation entière que je m'adresse. C'est à elle que je me présente humblement. Depuis de nombreux mois, j'ai exhorté notre peuple au rassemblement, pour sauver notre pays des forces

de division de la nation. C'est dans la même intention que je me livre à vous. Le 11 Octobre prochain, pour élire le Président de la République, nous aurons à soutenir le Guinéen que nous estimons. C'est en toute conscience que nous choisirons le plus digne de représenter la Guinée. C'est en toute conscience que nous déciderons de celui qui provoquera le destin et donnera la couleur de l'avenir de notre Guinée, pour les 5 prochaines années. Le Président de la République incarne la nation tout entière. Il doit exprimer et servir le seul intérêt national. C'est à ce titre et pour cette raison que je suis devant vous aujourd'hui.

Mes chers concitoyens,
Moi, Cellou Dalein Diallo, comme beaucoup d'entre vous le savent, je suis né dans un village appelé Dalein, dans la région de Labé. Si, de par ma naissance et par la force du destin, je suis peulh et fier de l'être comme chacun de vous l'est de ses racines, je suis avant tout Guinéen. La Guinée est notre patrie à tous et notre lien éternel. Ni le temps ni nos différents choix dans la vie ne peuvent l'entamer ou en nier l'existence. Comme vous, j'aime la Guinée. J'y ai toujours vécu avec vous et parmi vous. Je n'ai jamais désespéré de notre patrie, je ne l'ai jamais abandonnée. Je suis fier d'avoir toujours assumé mes responsabilités, au service de tous les Guinéens.

Avec beaucoup d'entre vous, j'ai une histoire, des liens forts à travers mon parcours personnel ou mon engagement politique. Depuis de nombreuses années nous partageons les mêmes joies et les mêmes peines ; nous avons appris à nous aimer et à nous faire confiance en nous côtoyant à l'école, dans l'administration, dans la vie de tous les jours. Pour moi et vous le savez, les hommes se distinguent par leurs talents, leurs compétences, leur intelligence, leur moralité. Ils se rencontrent autour des valeurs qu'ils ont en partage. L'origine, l'ethnie, le statut social n'ont jamais été pour moi des critères déterminants de jugement.

Au contraire, il s'agit de prismes réducteurs qui sont, comme on le voit aujourd'hui dans la société guinéenne, des sources de frustrations et de rancœurs, donc de conflits, de violences et de stagnation. Mon action politique quotidienne, mes voyages dans le monde, mes rencontres de tous les jours avec les citoyens de Guinée, m'ont appris depuis longtemps que l'injustice, l'exclusion, la haine et la peur de l'autre détruisent l'unité. Elle nuit au progrès d'un pays, à l'harmonie au sein de toutes les sociétés humaines et dans tous les Etats du monde. J'en ai tiré la

conviction comme Saint Exupéry que » le plus noble métier de l'homme est le métier d'unir les hommes ».

Mes amis, mes sœurs et mes frères, mes adversaires politiques m'accusent de défendre la cause des peuls. En même temps, ils me reprochent d'avoir oublié le Foutah lorsque j'ai assumé d'être Premier ministre et d'essayer dans cette responsabilité de servir tous les Guinéens et l'Etat. Je sais trop bien comment ces gens réfléchissent : Pour eux, c'est »la mère avant la patrie ». Pour moi, la Patrie est notre mère à chacun. Le respect que nous lui devons tient au fait que tous ses enfants que nous sommes ont les mêmes obligations mais aussi les mêmes droits.

La Guinée, c'est la maison commune : chacun doit avoir sa place. Les régions doivent être traitées sur le même pied, de même que les citoyens ont droit à une égalité des chances. C'est ma conception de l'Etat et ma vision de notre société. Je sais le sentiment de beaucoup d'entre nous qui reprochent aux dirigeants politiques de Guinée d'être les premiers responsables de la division du peuple de Guinée. Je sais leur sentiment de souffrance lorsqu'ils voient les uns accaparer le pouvoir au bénéfice d'un clan et les autres tuer pour conserver le pouvoir. Je sais ce sentiment car je n'ai jamais fui la Guinée et c'est avec vous que j'ai souffert de cette haine. Je sais ce sentiment car c'est avec cette blessure au cœur que j'ai choisi d'accepter les résultats de 2010 alors que tout le monde sait qu'ils ont été volés.

Mes sœurs, mes frères,
Aujourd'hui, la Guinée est en danger. Nous qui avons toujours été unis et fiers d'appartenir à un même pays, malgré tous les espoirs déçus et les rancœurs tout au long de notre histoire, nous voilà opposés les uns aux autres, séparés par des barrières politiques et ethniques qui ne s'expliquent pas et ne se justifient guère. Où est passée l'unité sacrée de la nation qui nous a tant rempli de fierté et permis de franchir des étapes difficiles de notre histoire ? Où est passée la solidarité entre Guinéens qui est fondée sur notre foi et nos valeurs ? Le conflit ethnique est un conflit mortifère pour toute société. La Guinée nous appartient à tous ! Elle appartient à tous ceux qui chaque jour se lève pour son labeur, pour sa famille, pour sa fierté ! Elle appartient à notre belle jeunesse.

A notre jeunesse, à nos enfants, qui rêvent d'une Guinée unie et en paix. Elle appartient à cette jeunesse qui invente et qui rêve la Guinée tous les matins. Le 11 Octobre, la Guinée vous appartient ! Et parce qu'elle vous appartient, vous citoyens, je n'accepterai plus qu'on vous vole votre décision ! Je n'accepterai plus que la nation se rendorme ! Je n'accepterai pas que le petit roi qui a provoqué en 2010 le conflit ethnique puisse continuer de l'entretenir et de s'en servir pour se maintenir au pouvoir et faire oublier les espoirs que nous avions tous dans le nouveau processus démocratique que la Guinée pouvait prendre. Il a vendu ces espoirs ! Il est le seul responsable de cette situation !

Guinéennes, Guinéens, mes amis,
De ci, de là, je ne vois que de petits arrangements du pouvoir. Au dernier moment, je vois là une route faite très vite, et qui s'effondre à la première pluie. Je vois ces sacs de riz abandonnés, sans un regard, à des femmes, des enfants, des familles appauvries. Je vois ce petit roi distribuer des paquets de liquide lors de ses déplacements. Des paquets de billets qu'il distribue avec l'argent de la République ! de la Guinée ! Ces sortes de cadeaux nous réduisent, nous Guinéens, à un statut de mendiants. Voulons-nous d'un petit roi qui dilapide l'argent de la Guinée ? Non. C'est en citoyen que nous décidons de notre avenir commun ! Notre conscience ne s'achète pas ! Notre dignité de citoyen ne s'achète pas ! Nous Guinéens nous devons mettre fin, le 11 octobre, à ce système !

Mes chers concitoyens,
Le 11 octobre, c'est le temps du choix ! Notre choix à tous pour un autre avenir.
Le 11 octobre, soit nous laisserons la Guinée continuer à dériver dans l'injustice, l'insécurité, la gabegie et la pauvreté. Soit nous dessinons ensemble un autre Avenir pour la jeune et belle Guinée ! Une Guinée fière et digne. Une Guinée de nouveau debout, investissant dans sa jeunesse, exploitant ses richesses pour le progrès de son peuple. Le 11 octobre, nous pouvons redresser ensemble la Guinée.

Mes chers concitoyens, c'est à toute la jeunesse de Guinée que je vais dévouer mon mandat. Elle a été tout au long du quinquennat qui s'achève provoquée, stigmatisée, blessée, meurtrie. Le petit roi se penche seulement aujourd'hui vers cette jeunesse. Il l'invite à lui remettre « des doléances », comme si notre jeunesse devait faire la cour auprès de lui pour obtenir quelque chose ! Regardons la vérité en face ! Ne cédons pas à la propagande de ce petit roi ! La vérité, c'est que le petit roi, en 2015,

a gonflé le budget de sa Présidence. Ce budget représente 4 fois ceux de la justice et de l'enseignement technique réunis.

Il a aussi réduit le budget de l'éducation nationale. Est-ce la une vision pour les générations futures ?? La vérité, c'est que le budget alloué à l'éducation était déjà l'un des plus faible de l'Afrique, 12% seulement des dépenses de l'Etat. La vérité, c'est que le petit roi fait fermer des universités comme l'université d'Agronomie de Boké alors que nous avons tant besoin d'agronomes ! La vérité, c'est que le petit roi n'a pas tenu une seule de ses promesses ! Un seul exemple le démontre. Nos étudiants reçoivent 95 000 francs guinéens par mois de bourse, ce qui ne paie même pas le transport ! Le petit professeur placarde de grandes affiches ces derniers mois, juste avant l'élection, pour promettre une tablette par étudiant ! Mais il faudrait que l'étudiant paye sa tablette avec un emprunt auprès d'une banque avec 95000 francs par mois ??? Voilà la vérité des promesses non tenues !
Voilà la preuve de la tromperie !

Mes amis ; cette jeunesse qui rêve et invente notre Guinée, je veux lui donner les moyens, l'emploi et le soutien financier pour réaliser ses projets ! Je veux lui donner une éducation à la hauteur de ses ambitions, lui donner une qualité d'enseignement enfin digne d'un pays moderne ! Parce qu'elle est l'enjeu de notre cohésion nationale. Parce qu'elle est notre avenir commun ! Cette jeunesse, par la diversité de ses origines et de ses conditions est le levier du rassemblement national et de la réconciliation dont nous avons besoin. Je prends l'engagement d'investir dans l'enseignement primaire pour tous les enfants de la Guinée. Je prends l'engagement de doubler le nombre de places dans les écoles et donc de construire de nouveaux établissements. Je prends l'engagement d'investir dans la formation de nos professeurs et enseignants et de leur garantir un salaire à la hauteur de leur place dans la nation et de leur implication au service du peuple. Je prends l'engagement de donner les moyens pour réduire l'échec scolaire Je prends l'engagement de rétablir l'égalité des chances par les concours nationaux Je prends enfin l'engagement auprès de notre jeunesse de créer un concours national pour l'entrée dans l'Armée. Ce seront les piliers de la réforme du système éducatif. Notre jeunesse souffre aussi du manque d'emploi. Elle est frappée de plein fouet par le chômage et la pauvreté.

Notre jeunesse est encore trop souvent obligée de rester avec la famille sans pouvoir la soutenir. Notre économie est à genou, en récession. Les grandes entreprises internationales qui voulaient investir en Guinée ont fui depuis 2010. Les partenaires internationaux se détournent de la Guinée parce qu'ils ne peuvent pas avoir confiance dans l'administration du petit professeur et de la gabegie généralisée, des petits arrangements entre amis qui prennent directement les marchés publics. Qui pourraient reprocher à nos partenaires internationaux de ne pas avoir confiance ? Lorsque l'on voit par exemple un gouvernement de 80 Ministres payés par l'Etat pour un peuple de 11 Millions d'habitants.

C'est une gabegie généralisée, sur le dos des Guinéens. Qui pourrait avoir confiance dans une présidence dont le budget est 4 fois supérieur au budget de la Justice et de l'enseignement technique ? Oui 4 fois plus d'argent que dépense le petit roi que ce qui est disponible pour notre jeunesse ! Personne ne peut avoir confiance. Aucun Guinéen ne peut avoir confiance dans cet Etat-là. Aucun Guinéen ne peut faire confiance au petit palais.

Mes sœurs, mes frères, c'est pourquoi dès les premiers moments de ma présidence, je compte prendre des actions fortes pour créer un choc de confiance en direction de l'étranger, entre les guinéens, entre les guinéens et l'Etat. Ces actions porteront notamment sur une déclaration solennelle du respect de la constitution et de l'état de droit, l'indépendance de la justice, de la réforme de l'Administration. L'effet escompté de ce retour de la confiance est la relance des investissements productifs dans l'agriculture et l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et minière, la construction et les services y compris le numérique. Les effets sur l'emploi seront soutenus et amplifiés par la réalisation d'un programme d'infrastructures dans les domaines énergétiques, de travaux publics et d'autres constructions d'ouvrages publics.

Mes chers concitoyens, je vois déjà le petit roi et ses courtisans appelés conseillers venir dire à la radio que ce n'est pas possible. C'est sûr qu'il faut être autre chose qu'un petit professeur pour comprendre l'économie. C'est sûr qu'il faut avoir l'expérience des organisations internationales pour diriger une politique économique. C'est sûr qu'il faut l'expérience de l'Etat et la confiance en son peuple pour redresser notre économie. Mais le petit roi doit le savoir maintenant : la présidence n'est pas un centre d'accueil pour apprenti ! La création de l'emploi doit

d'abord bénéficier à notre jeunesse. Pour cela il faut la préparer et lui donner sa chance.

Pour cela, je prends l'engagement de prioriser l'enseignement professionnel en créant un lycée de filières technologiques et professionnelles dans chaque région administrative et des centres de formation professionnelle dans chaque préfecture. L'emploi pour nos jeunes, c'est aussi ceux qui créent des entreprises pour créer des emplois. Je veux une partie du budget de l'Etat consacré à soutenir, à financer les projets de notre jeunesse. Je veux créer un tissu de Petites et Moyennes Entreprises, qui est le lieu par excellence de création d'emploi.

Mes amis, savez-vous seulement que le petit roi vient encore d'augmenter le budget de la Présidence. C'est 1 MILLIARDS de FRANCS par jour !! Ce Milliard par jour pour tenter d'acheter les citoyens de Guinée. Mes sœurs, mes frères, imaginez ce que notre jeunesse pourrait créer chaque jour avec cet argent ! Imaginez les entreprises que nous tous pourrions aider à créer ! Imaginez les champs, les cultures, les bas-fonds que nous pourrions aménager, valoriser ! Je veux voir pour notre pays, enfin, fier de ses projets ! Fier de ses réalisations ! Cet argent servira à alimenter un fond de soutien aux projets de chacun de nos jeunes !

Nous le savons c'est possible ! Je veux soutenir le jeune médecin à ouvrir son cabinet médical dans sa ville d'origine, le jeune agronome à développer une activité agricole moderne dans son village, le jeune diplômé dans les nouvelles technologies à investir dans le numérique. C'est cette Guinée debout et fière que je vous demande de créer avec moi ! Pour réussir, il nous faudra étudier la possibilité de créer un fonds de garantie des prêts bancaires aux projets envisagés, un fonds de prise de participation pour pallier la faible capacité d'apport en capital des promoteurs ou une banque d'investissement bénéficiant de ressources adaptées au financement du moyen terme.

Mes sœurs, mes frères, je sais la déception, l'épuisement de tous les Guinéens, des Guinéens de toutes les préfectures face à l'Etat tel qu'il est aujourd'hui. Je sais les blessures de ces dernières années et de ces derniers mois que chacun a vécus dans sa chair et dans sa conscience. L'Etat est aujourd'hui arbitraire. L'Etat du petit roi et de sa petite cour est injuste. L'Etat a abandonné ceux qu'il doit servir. L'Etat a abandonné ses citoyens. Je veux me souvenir maintenant, mais aussi chaque jour

encore de chacun de nos sœurs et frères morts depuis 2010 à Conakry, mais aussi à tous ceux morts en région forestière. Ce sont des centaines de morts. Ces citoyens sont morts alors qu'ils exprimaient leurs opinions.

Ils sont morts parce qu'ils ne voulaient pas s'endormir face à l'arbitraire du petit roi et à sa politique de division du peuple. Je veux aussi réaffirmer ici que l'échec de l'Etat face à la terreur d'Ebola est un échec impardonnable. Trop de nos parents ont été victimes de ce fléau. Nous leur devons la mémoire. Nous leur devons d'empêcher que puisse se reproduire dans le silence et l'amateurisme. Je veux rendre hommage aux médecins, pharmaciens, infirmiers qui combattent la peste que le petit roi n'a pas voulu même considérer. Caché dans son petit palais l'avez-vous même entendu parler au peuple de Guinée meurtri ? Même pas un mot. Même pas un discours. L'Etat a abandonné ses citoyens. Nous devons dire une autre vérité. Nous devons dire la vérité de l'abaissement de l'Etat depuis 2010.

L'insécurité grandit partout malheureusement, et d'abord dans les centres urbains et à Conakry. Pourtant le petit professeur réduit en 2015 le budget de la sécurité de 12%. Nous devons dire la vérité sur l'injustice de l'utilisation de l'argent de notre Etat. Un exemple dit beaucoup plus que de grands discours tortueux. Cette année, en 2015, le Budget National de Développement, vous savez cette partie de notre budget qui doit être consacré au développement de la Guinée. Et bien 61% de ce budget est envoyé à la seule région administrative de KANKAN. Oui 61% ! Alors que toute la Guinée manque de route, d'énergie, de soutien au projet de développement. Alors que l'on devrait aménager les bas-fonds. Alors que l'on devrait promouvoir la foresterie, l'exportation du Cacao, du café, de l'Hévéa et du coton, le petit roi distribue à une seule région 61% de ce budget de développement.

Mes amis,

Pour préparer un autre avenir à la Guinée, nous devrons ensemble redresser la Nation et l'Etat. Nous devrons là aussi provoquer un choc de confiance entre l'Etat et les Guinéens. Nous réduirons fortement le budget de la présidence, aujourd'hui faramineux, pour investir dans l'éducation, la sécurité et la Justice. Devant vous aujourd'hui, je prends l'engagement de créer une Haute Commission de Lutte contre la Corruption. Elle sera installée par le Parlement, c'est à dire par tous les partis politiques, et non par la présidence. Cette haute autorité intégrera avec voix consultative des représentants de la société civile guinéennes et des ONG reconnues

internationales. C'est sous le regard et le contrôle des Guinéens et de nos partenaires internationaux qu'elle traquera la corruption.

C'est sous ce regard qu'elle permettra de traduire en Justice ceux qui volent l'argent de la République, de la Nation et de tous les Guinéens. Un Etat plus juste c'est aussi un Etat qui s'appuie sur une démocratie à tous les niveaux. Un Etat juste c'est Etat qui représente tous les citoyens de son territoire. Je prends l'engagement d'ici à 2020 de permettre l'élection des gouverneurs de région au suffrage universel. Et devant vous également, je prends l'engagement de tout faire pour mettre en place un gouvernement d'unité national dès le lendemain du scrutin.

Citoyens de Guinée ! Ma fierté et mon bonheur seront de réussir à intégrer à nouveau toutes les communautés de notre pays dans un pacte social et républicain pour la construction d'un Etat fort et enfin digne et respectueux de tous. Je veux un Etat fort et une Nation redressée ! Un Etat fort est celui qui réserve un traitement égal aux citoyens. Un Etat fort est celui dans lequel se reconnaissent tous les citoyens. Un Chef d'Etat heureux est celui qui bénéficie de l'estime de toutes les communautés parce qu'il aura fait preuve de justice sociale. Parce qu'il s'est montré digne de ses fonctions en honorant son serment de respecter la Constitution et les lois de la République. Parce qu'il a réussi à mettre la Guinée sur le chemin d'une société ouverte à tous, plus solidaire. C'est ce Président que je serai pour vous afin que vous retrouviez la fierté d'être Guinéen mais aussi que vous vous sentiez libres dans un Etat sûr et juste.

Mes sœurs, mes frères,
Je veux ouvrir les chemins de l'avenir pour notre jeunesse. Je veux redresser l'Etat et la Nation. Je veux rétablir la Justice et la confiance. Je veux réussir le rassemblement que je ne cesse d'appeler de mes vœux. Les tâches à accomplir sont immenses. Les défis sont nombreux et complexes. J'ai besoin de vous ! J'ai besoin de chacun et chacune ! J'ai besoin de votre énergie ! J'ai besoin de votre imagination ! J'ai besoin de votre détermination ! Je suis prêt à conduire la Nation dans cette voie de l'apaisement et du progrès.

Le 11 Octobre prochain, je vous demande de refuser qu'un petit roi continue de régner en Guinée. Je vous demande de refuser un avenir sombre pour nos enfants. Je vous demande de refuser une Guinée faite d'injustice, d'insécurité et de pauvreté.

Le 11 octobre, je vous demande de changer notre avenir à tous. Le 11 octobre, ensemble nous choisirons de redresser notre belle et jeune Guinée. Le 11 octobre, notre Nation se relèvera ! Le peuple de Guinée se dressera pour dire qu'il veut un autre avenir ! La Guinée vit ! La Guinée vivra ! Vive le peuple de Guinée ! Vive la République de Guinée !

Discours de Cellou Dalein Diallo, lors de la campagne présidentielle de 2105 (*Discours du 25 septembre 2015*).

Dans le cadre de l'ouverture officielle de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle du 11 Octobre 2015 en Guinée, le Président de l'UFDG a prononcé un discours politique équilibré et porteur de changement. Ce discours révèle, non seulement les traits d'un leader politique imprégné des réalités du son pays, mais aussi, les valeurs qui motivent l'engagement politique de Cellou Dalein Diallo. En s'intéressant au fond du discours, nous dégageons 3 engagements forts du leader de l'UDFG :

1-La réforme du système éducatif : Cellou Dalein Diallo perçoit l'éducation, non seulement comme un enjeu de cohésion nationale et d'égalité des chances, mais aussi, comme une exigence pour l'avenir. Il prend l'engagement de garantir la scolarisation universelle, de doubler le nombre de places, de lutter contre l'échec scolaire, et d'améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants.

2-La lutte contre la corruption : Cellou Dalein Diallo avait déjà effleuré l'idée durant son discours d'investiture lors du congrès de l'UFDG. Cependant, dans ce discours du « petit roi », il a réitéré son engagement à faire de la lutte contre la corruption une priorité. Cet engagement se traduira par la création d'une Haute Commission de Lutte contre la corruption qui n'est pas rattachée à la Présidence, et qui sera installée par le Parlement. Cette haute autorité intègrera avec voix consultative la société civile et des ONG internationales. Non seulement aucun candidat à l'élection présidentielle n'a fait un engagement aussi fort en matière de lutte contre la corruption, mais de plus, il est utile de rappeler ici que la Guinée est le pays le plus corrompu en Afrique de l'Ouest. Aucun développement ne sera possible sans faire de la lutte contre la corruption une véritable priorité en Guinée.

3-La gouvernance régionale : Cellou Dalein Diallo a pris l'engagement s'il est élu de faire en sorte que d'ici 2020 les gouverneurs des différentes régions

administratives de la Guinée ne soient plus nommés, mais plutôt élus. Ceci est un véritable « gamme-changer » en matière de développement pour la Guinée. Cette nouvelle configuration apaisera les luttes claniques de pouvoir, elle marquera une véritable avancée en matière démocratique, elle replacera au premier plan la voix et les besoins des populations en matière de gouvernance et de développement. Cette configuration impulsera une véritable dynamique de changement qualitatif en Guinée. Cellou Dalein est le seul candidat pour le moment à porter cette vision.

Ce sont là les 3 points forts du discours du « petit roi » de Cellou Dalein Diallo. En plus du choc de confiance et du gouvernement d'union nationale qu'il a promis, ces trois engagements sont véritablement porteurs d'espoirs et de changement pour la Guinée et les populations guinéennes. Le point faible du discours porte sur la création d'emploi pour la jeunesse. L'idée de favoriser l'entrepreneuriat et de soutenir les petites et moyennes entreprises est une bonne idée théorique. Cependant, nous attendons des mesures beaucoup plus concrètes du prochain Président de la République en matière de création d'emploi pour les jeunes. Les solutions existent et nous souhaitons avoir un Président de la République très à cheval en matière de création d'emploi pour les jeunes. La campagne ne vient que de commencer, alors nous formulons les vœux de voire l'ensemble des candidats faire preuve d'imagination et d'initiatives pour mettre la jeunesse au travail. Nous ne sommes pas ces citoyens qui croyons qu'un Président de la République peut résoudre tous les problèmes de la Guinée en un mandat. C'est par leur priorité que nous percevrons les candidats qui feront un bon président.

Guinéennes, Guinéens, Mes sœurs et mes frères, Ici c'est bien à notre nation entière que je m'adresse. C'est à elle que je me présente humblement. Depuis de nombreux mois, j'ai exhorté notre peuple au rassemblement, pour sauver notre pays des forces de division de la nation. C'est dans la même intention que je me livre à vous. Le 11 Octobre prochain, pour élire le Président de la République, nous aurons à soutenir le Guinéen que nous estimons. C'est en toute conscience que nous choisirons le plus digne de représenter la Guinée. C'est en toute conscience que nous déciderons de celui qui provoquera le destin et donnera la couleur de l'avenir de notre Guinée, pour les 5 prochaines années. Le Président de la République incarne la nation tout entière.

Il doit exprimer et servir le seul intérêt national. C'est à ce titre et pour cette raison que je suis devant vous aujourd'hui. Mes chers concitoyens, Moi, Cellou Dalein Diallo, comme beaucoup d'entre vous le savent, je suis né dans un village appelé Dalein, dans la région de Labé. Si, de par ma naissance et par la force du destin, je suis peulh et fier de l'être comme chacun de vous l'est de ses racines, je suis avant tout Guinéen.

Discours de campagne de la présidentielle le 25 septembre 2015 de Cellou Dalein Diallo en Haute Guinée : « En 2010, Siguiri a été induit en erreur.

« Je dois avouer que je n'avais pas ressenti autant de sympathie en 2010 », a reconnu le leader de l'UFDG, dès l'entame de son discours, avant de mettre les pieds dans le plat. « J'ai fait le calvaire de Sinko-Kerouané. Cette route n'a pas connu d'entretien sommaire depuis des années. Actuellement elle est complètement dégradée. Mais lorsqu'on connait que c'est des gens qui ont voté 80% pour Alpha Condé en 2010 qui continuent de vivre ça, c'est vraiment regrettable pour sa gouvernance », a-t-il lancé, rajoutant que lorsqu'il était ministre des Travaux Publics, elle était entretenue chaque année.

Poursuivant, Cellou Dalein Diallo qui reconnait la générosité du Nabaya à l'endroit du Président Alpha Condé, a toutefois demandé un vote sanction pour, dit-il, n'avoir pas honoré ses engagements face au peuple de Guinée. « Vous l'avez adopté, vous avez été très généreux. Vous avez voté pour lui. Mais maintenant vous vous rendez compte qu'il n'est pas à la hauteur de la fonction présidentielle, sanctionnez-le. Donnez-lui le carton rouge. La Haute-Guinée a tout donné á Alpha Condé. Mais il n'a pas été digne de votre confiance. La politique n'est pas la religion.

Vous le choisissez, il n'est pas á la hauteur de vos attentes, sanctionnez-le", a conseillé le président de l'UFDG dans un ton ferme, promettant de dédier son mandat à la jeunesse s'il est élu. A défaut de voter pour lui, Cellou Dalein Diallo demande au Bâté de voter alors pour Lansana Kouyaté, mais pas pour Alpha Condé. « Lansana Kouyaté, c'est mon adversaire bien sûr, je préfère que vous votiez pour moi bien entendu. Mais si vous ne voulez pas voter pour moi, vous pouvez voter Lansana Kouyaté pour sanctionner Alpha Condé », prêche Cellou Dalein Diallo. Après son meeting à Kankan, le patron de l'UFDG s'est mis en branle pour la préfecture de Siguiri située à quelques 125 kilomètres. Sur son trajet, Cellou Dalein Diallo s'est offert des bains de foule avant d'être accueilli avec faste dans la nuit à

Siguiri. Lors de son meeting, le leader de l'UFDG a prêché deux messages fondamentaux : l'Unité nationale et la sécurisation des votes.
De l'Unité Nationale.

« En 2010, Siguiri a été induit en erreur. Il y a eu des violences ici qui n'étaient pas normales. Aujourd'hui, toutes les communautés se retrouvent à Siguiri qui est devenu une capitale de la Guinée. Les Siguirikas ont pris conscience. Nous avons l'obligation de nous entendre. Donnons-nous la main pour chasser la misère, la malnutrition dans notre pays. Pour ça on n'a pas besoin de nous diviser parce que personne d'entre nous n'a choisi d'être guinéen. C'est un fait de Dieu. Ne nous haïssons pas rassemblons-nous. Ne jugeons jamais l'homme par son ethnie, mais par son comportement. Débarrassons-nous de là, l'ethnocentrisme et du communautarisme, faisons la promotion de la tolérance et de la solidarité. Siguiri, vous pouvez compter sur moi. La Guinée, c'est ma Guinée que je sois président de la président de la République ou ministre. Je veillerai à ce que tous les guinéens jouissent de leur droit ».
Du vote du 11 octobre.

« Je sais que beaucoup ne dormiront pas aujourd'hui, vue cette mobilisation. Et demain, certainement on viendra avec des caisses d'argent pour vous distribuer afin d'acheter vos consciences. Si on vous propose 10 millions, prenez tout et bouffez, c'est votre argent, mais votez pour notre avenir, pour notre jeunesse.

Jeunes de Guinée, femmes de Guinée, vous m'élirez le 11 octobre, je vais vous assurer que je serais digne de votre confiance. Je tiendrais la balance égale entre les régions, les ethnies et les citoyens. Je travaillerai à la promotion de la jeunesse, à la construction des infrastructures, l'administration sera dépolitisée au service du citoyen.

Le RPG fait de la propagande pour dire que Siguiri est son fief imprenable. Mais c'est faux. Lorsqu'on vous déçoit, c'est une fois. Vous avez tout donné à Alpha Condé, mais il n'a pas été digne de votre confiance, ni digne de la fonction présidentielle. Et je sais que vous le sanctionnerez pour ça. N'acceptez jamais la trahison. Le 11 octobre donnez-lui le carton rouge. Il faudra être vigilent et refuser la fraude. Il faut voter, sécuriser et surveiller. Il faut qu'il soit averti à l'avance, nous n'accepterons pas la fraude pour que notre pays avance sur la voie de la démocratie,

du développement et de la liberté », a lancé Cellou Dalein Diallo. A noter que des incidents mineurs ont été enregistrés lors du passage du cortège du Président de l'UFDG, après le meeting qui s'était plutôt bien déroulé devant des milliers de gens. Mais plus de peur que de mal, Cellou Dalein Diallo et sa suite ont été raccompagnés par une force mixte (policiers et gendarmes) jusqu'à la sortie de la ville, sous les regards impuissants de jeunes qui multipliaient les gestes provocateurs.

Discours adressé aux Guinéens à l'occasion du Nouvel An 2015 (décembre 2014)

Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes, au seuil de la nouvelle année 2016, je voudrai tout d'abord célébrer avec vous, la sortie de notre pays de la crise sanitaire à virus Ebola que la Guinée a connue dès le début de l'année 2014. C'est pour notre pays et le peuple guinéen, un moment important. C'est pour moi aussi, l'occasion de vous remercier pour votre courage devant ce qu'il faut bien appeler un fléau, auquel vous avez constamment et sans relâche fait face. Le peuple guinéen a démontré une nouvelle fois sa capacité à affirmer son unité nationale dans la lutte contre une maladie dont les conséquences ont été multiples, préjudiciables à nos populations, à notre économie et d'une manière plus générale, aux intérêts supérieurs de notre nation.

Avec l'engagement de chacun d'entre vous, nos efforts et notre résistance ont été couronnés de succès face à l'épidémie. Désormais, dans tous les domaines, nous envisageons l'avenir avec de meilleures perspectives. C'est le lieu aussi de remercier toutes les institutions internationales, les Etats qui ont été constamment à nos côtés, ainsi que les organisations non gouvernementales, nationales et internationales. Je n'oublie pas l'action soutenue apportée par le corps médical tant national, qu'international, qui a pris une place importante dans la victoire contre cette terrible maladie qu'est Ebola. Autant que le peuple guinéen qui peut être fier de cette victoire commune et globale.

Mes chers compatriotes

En ce début de l'année 2016, j'adresse à chacune et à chacun de vous, à l'ensemble de nos compatriotes vivant à l'Etranger, mes vœux de santé, de bonheur et de prospérité. En ces instants précis, je nourris une pensée solidaire pour nos compatriotes qui connaissent des moments difficiles dans les épreuves qu'ils traversent dans leur vie quotidienne. Je formule également une pensée à l'intention de nos braves soldats mobilisés dans le cadre des opérations de maintien de la paix

sur le continent, notamment au Mali, pays frère. Par la même occasion, je présente les condoléances à mon nom et celui du peuple de Guinée, aux familles de nos compatriotes tombés sur ces fronts de maintien de la paix.

J'adresse mes vœux à l'endroit des communautés africaines et non africaines vivant sur notre territoire, dans la fraternité, la solidarité et la communion avec le peuple guinéen, profondément attachés aux valeurs d'hospitalité, de partage et de tolérance qui caractérise notre nation. Comme vous le savez, notre pays a vécu le 11 octobre 2015, une élection présidentielle, un scrutin libre et ouvert qui s'est déroulé dans un climat serein et apaisé, preuve de la maturité de nos populations qui ont eu la possibilité de s'exprimer librement, dans le cadre d'un vote inclusif dont le premier vainqueur est la nation guinéenne. A ce propos, je voudrai ici réitérer mes remerciements à l'ensemble des forces politiques et mouvements de soutien qui se sont engagés dans le processus électoral, marqué par un esprit de paix et de consolidation de nos acquis démocratiques.

J'invite également toutes les forces vives du pays à travers leurs diversités, à trouver des points de convergences sur les sujets d'intérêt national. Cela permettra à notre pays de relever les défis majeurs qui se posent en matière de développement économique et social. C'est dans cet esprit de concorde nationale que nous allons prochainement organiser des élections locales qui donneront à nos communes, les moyens d'élire de nouvelles autorités qui auront pour mission d'approfondir notre politique de décentralisation et de soutien aux collectivités locales. Ces prochaines échéances électorales seront l'occasion une nouvelle fois, de consolider le pluralisme politique dans notre pays.

Mes chers compatriotes, le 11 octobre 2015, vos m'avez réélu dès le premier tour à la tête de l'Etat et à travers votre vote massif, vous avez exprimé votre volonté de poursuivre pour les cinq années à venir, les changements amorcés dans notre pays depuis 2010. Cette marque de confiance envers ma personne et mon programme politique, économique et social, est l'illustration de l'ambition que j'ai pour les Guinéens.

Il s'agit d'entreprendre les réformes nécessaires pour améliorer les conditions de vie de tous les Guinéens, notamment, en facilitant à chacun l'accès à l'emploi, à un logement décent, ainsi qu'à l'éducation et à la santé. Je ne ménagerai pas mes efforts

pour œuvrer dans cette direction, soyez en convaincu, et je ne vous décevrai pas…L'année 2016 sera aussi celle de l'approfondissement de la démocratie, à travers notamment l'élargissement et le respect des libertés publiques indispensables au maintien d'une vie politique apaisée en Guinée. Je n'oublie pas la grande cause de l'unité nationale. Je réaffirme une fois de plus, que nous devons continuer à renforcer notre cohésion nationale pour donner à chacun ce que la république se doit d'offrir à tous les citoyens quels que soient leurs choix politiques, leurs origines communautaires ou régionales, ou encore leurs convictions religieuses.

Guinéennes et Guinéens

L'année 2015 qui s'achève a été particulièrement riche en enseignements, en défis et en espoirs dans notre marche vers la construction d'un Etat moderne et efficace dans notre quête de développement. Les nombreuses perturbations liées à la crise Ebola ont certes profondément marqué l'évolution socio-économique de notre pays, affectant les secteurs vitaux, les revenus de nos exportations ainsi que nos capacités d'investissement. Malgré ce contexte général difficile, des acquis importants ont été néanmoins réalisés, du fait du dynamisme du monde rural, du monde des affaires, des services publics et para étatiques. Le potentiel du secteur minier constitue également un réel espoir d'une profonde transformation de la structure économique de notre pays.

Je rends hommage aux jeunes, aux femmes et aux anciens dont la détermination, le pragmatisme et la sagesse ont fortement contribué à la réalisation de nos performances économiques et sociales. Les répercussions des difficultés économiques sur la vie de nos sociétés ont montré l'urgente nécessité de bâtir un système de gouvernance susceptible d'engager une meilleure régulation de nos capacités économiques. C'est une nouvelle gouvernance qui commence avec ce quinquennat qui sera marqué par une culture du résultat, destiné à améliorer les conditions de vie des Guinéens, notamment par l'intégration des jeunes et des femmes au marché de l'emploi. Nous allons faciliter l'accès des populations, notamment celles les plus démunies, aux services sociaux de base.

La promotion de la formation et de l'emploi des jeunes est inscrite dans l'agenda politique du gouvernement en 2016. En matière de santé publique, les efforts seront poursuivis en vue d'accroître l'offre sanitaire par la réhabilitation des

infrastructures existantes et la construction de nouveaux centres médicaux. Socle de notre politique, la valorisation du capital humain, principal levier de développement se traduira par la conduite des actions prioritaires suivantes, en faveur du système éducatif :

-la construction d'infrastructures scolaires et universitaires ;

-le renforcement des stratégies de lutte contre les disparités, notamment de genre.

Chers Compatriotes ;

Le renforcement de la politique de désenclavement de certaines régions du pays nous impose des investissements soutenus dans les domaines routiers, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires. La construction et l'aménagement de pistes rurales et d'ouvrages d'art dans toutes les régions sont également des impératifs pour le raffermissement du processus de décentralisation. Après la construction du barrage de Kaleta, nous venons de poser la première pierre du barrage de Souapiti, en vue d'accroître ainsi les possibilités de desserte des différentes localités guinéennes. La construction du barrage va permettre à tous les Guinéens d'accéder à l'électricité et d'en fournir à des pays de la sous-région. C'est dans cette optique qu'une stratégie de croissance accélérée et de développement durable sur la période 2016-2020, sera adoptée pour constituer un cadre propice à nos politiques économiques et sociales.

Guinéennes et Guinéens, la paix sociale dans notre pays est fortement liée à celle du continent africain. Sans une stabilité durable, l'Afrique ne saurait relever avec succès les nombreux défis de son développement. Dans cette perspective, nous devons continuer de déployer des efforts pour l'instauration de la paix dans les pays en conflit, par l'établissement du dialogue. Ce qui permettra de lutter plus efficacement contre le terrorisme international qui frappe certains de nos pays frères et voisins.

Nous comptons engager la Guinée dans la lutte contre le péril climatique, après notre adhésion aux idéaux de la Cop 21 qui s'est récemment tenue à Paris, en vue de la réduction des émissions de gaz à effets de serre. Les grandes nations se fortifient à l'épreuve des difficultés et s'inspirent des riches et fertiles expériences de leur histoire pour façonner leur destin. J'invite le peuple guinéen dont la détermination au travail et le sens élevé du patriotisme sont exemplaires, à cultiver davantage encore la fraternité et la solidarité.

J'exprime une nouvelle fois ma gratitude aux pays amis de la Guinée, aux partenaires au développement dont le soutien constant conforte notre marche déterminée vers le progrès. A nos compatriotes de l'extérieur, je renouvelle ma reconnaissance pour leur immense contribution à l'affirmation de notre patrie. A cet effet, nous ne devons pas oublier l'intégration plus poussée de la diaspora guinéenne dans le processus de développement économique et social de notre pays. Notre gouvernement fera en sorte que les Guinéens de l'étranger s'investissent davantage et de façon durable dans le développement économique de leur pays… Chers Compatriotes ; je demeure convaincu de votre détermination à adhérer avec enthousiasme aux vastes chantiers d'édification d'une Guinée nouvelle et solidaire. Encore une fois, je vous réitère mes vœux de bonne et heureuse année 2016.
Je vous remercie.

Discours de Cellou Dalein à Bambéto (04 mars 2017) : « Alpha Condé n'aime pas la paix et l'ordre ».

Vous savez, la dernière manifestation que l'opposition a organisée, c'était sur le tronçon Tannerie-aéroport-Bambéto. Cette marche avait connu un succès éclatant. Eclatant sur le plan de la mobilisation, parce qu'il y a eu tellement de monde qui était sorti pour faire la marche. Mais le long du trajet, partout les citoyens étaient au bord de la route pour applaudir le cortège de l'opposition. Il n'y a eu aucun incident, aucune personne n'a été blessée, aucune personne n'est morte, aucun bien n'avait été détruit.

Vous vous souviendrez, lorsque je suis arrivé à l'aéroport, l'un des patrons de la police était là. Je suis allé le saluer. Nous avons fait une marche civilisée dont tout le monde s'était réjoui du déroulement et du bilan. Bafoé était là, je suis allé le saluer, il est venu me rendre les honneurs. C'est à cette Guinée que nous rêvons, où les forces de l'ordre font leur travail, où les citoyens exercent leurs droits. Mais, Alpha Condé n'aime pas la paix et l'ordre. La dernière marche, c'était le 04 octobre 2017. C'était l'une des plus réussies. On s'est retrouvé ici à Bambéto, on s'est félicité. Nous avons pensé que, compte-tenu du succès de cette marche, il était important de reprendre, d'emprunter le même itinéraire. Dans notre lettre, adressée à la municipalité de Matoto, nous avons souhaité emprunter le même itinéraire pour qu'en termes de sécurité, nous ayons les mêmes résultats. Mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, monsieur Alpha Condé n'aime pas la paix, n'aime pas la sécurité

pour les citoyens, il n'aime pas l'ordre. Mais, on va l'aider à faire le désordre comme c'est ce qu'il veut. La décision du gouverneur n'était pas justifiée. Ils avaient validé cette marche sur le même tronçon. Les usagers de la route ont été traités avec respect, ils ont pu passer même à côté du cortège. Les riverains ont été respectés en sortant devant leurs maisons en applaudissant le cortège. Maintenant, ils ont décidé aujourd'hui non seulement de nous déporter sur l'Axe, parce qu'ils veulent nous faire comprendre que Matoto n'est pas dans la République. Or, les citoyens de Matoto ont été victimes comme beaucoup d'autres à Conakry et à l'intérieur, de la fraude électorale organisée par les Commissions Administratives de Centralisation des Votes.

Les citoyens de Matoto veulent marcher, ce n'est pas normal qu'on leur dise qu'ils ne peuvent pas marcher et qu'ils doivent aller à Ratoma. Pourquoi à Ratoma ? Non seulement ils ont pris cette décision injustifiée et illégale, mais en plus, ils ont décidé de nous gazer. Voilà chaque fois qu'on croit que la Guinée avance, Alpha Condé nous montre qu'on n'avance pas. On ne fait même pas du sur place, on recule. Parce qu'on a le souvenir de cette manifestation.

Pourquoi déranger ce qui a marché, ce qui a permis de rassembler même les guinéens, puisque même avec les forces de l'ordre, vous vous souviendrez, c'était des salutations chaleureuses que moi j'ai eues avec Baffoé. Vous savez que c'est inhabituel. Ça c'était bien passé, vous étiez joyeux, vous vous sentiez dans votre pays, dans la République, la police et la gendarmerie était là pour encadrer la marche. L'opposition républicaine va se retrouver demain vendredi 23 mars, on va vous donner le programme de la semaine prochaine. Comme ils veulent le désordre, on va les aider. Mais, on va sortir. Je vous félicite pour votre courage, pour votre participation disciplinée à cette marche. Beaucoup d'entre vous, beaucoup d'entre nous ont reçu du gaz, mais c'est le régime d'Alpha Condé.

Vous savez, nous sommes à côté du cimetière de Bambéto. Quatre-vingt-quatorze de vos collègues, de vos camarades sont ensevelis ici. Lorsqu'Alpha Condé vous fait administrer le gaz, vous savez qu'il vous a fait administrer des balles réelles. Beaucoup d'entre vous sont morts sur le front de la lutte pour la démocratie, pour la protection des droits humains, pour l'instauration de l'Etat de Droit dans notre pays. Ce combat, nous le continuerons. Soyez encore mobilisés, nous n'aurons pas raison d'abandonner étant donné que beaucoup sont déjà morts. Nous devons leur

rendre hommage, nous devons veiller à ce que les causes pour lesquelles ils ont morts soient défendues vaillamment. Préparez-vous pour la semaine prochaine et nous allons continuer le combat jusqu'à ce que nos droits soient reconnus, respectés, jusqu'à ce que nos suffrages soient restitués et jusqu'à ce que vos camarades tombés aient droit à la justice. Vous pouvez compter sur les leaders de l'opposition républicaine. Merci et félicitations. On compte sur vous !

Guinéennes, Guinéens,
Mes chers compatriotes,
Cette semaine de novembre 2018 sera marquée d'une pierre noire dans la lutte démocratique de notre pays. Semaine de deuil et d'affliction : le seuil des cent assassinats d'Alpha Condé a été franchi. Cent-trois guinéens arrachés à l'affection et à l'espoir de notre République. Cent-trois enfants de notre Guinée dont la flamme est atteinte, éteinte dans le silence et l'indifférence d'Alpha Condé. Je voudrais, ici, exprimer toute ma compassion, toute ma solidarité à toutes les familles victimes de ces lâches assassinats. Victimes de la barbarie, victimes de la folie, victimes de la félonie de ceux dont la mission est de protéger. Je voudrais dire à chacune de ces familles que les crimes commis ne resteront pas impunis. Dans cette vie ou dans l'autre, le Seigneur n'a pas de mémoire qui oublie. Il n'a pas de devoir qui faillit. Un jour ou l'autre, il sévit. Et ceux qui auront été sur le chemin de l'injustice connaîtront son juste châtiment.

Mes chers compatriotes,
Nous avons tous vu ces images insoutenables. Ces images qui flattent la terreur et flirtent avec le sacrilège. Oui, la responsabilité de ces corps étendus sur l'asphalte de notre capitale incombe au Président de la République. C'est à lui et à lui d'abord que revient la responsabilité de sauvegarder l'intégrité du peuple. Cette douleur qui nous étreint, tous, est l'expression de son arrogance. Ne nous y trompons pas. Il s'agit d'un aveu de faiblesse et de son incapacité à trouver des réponses aux défis qui se posent quotidiennement aux Guinéens. L'incompétence qui caractérise Alpha Condé et de son clan trouve dans la violence le seul moyen de répondre aux exigences du peuple. Les assassinats ciblés, les expéditions punitives, les pillages et les brimades sont les signes d'un pouvoir en échec.

Guinéennes, Guinéens,

Chers compatriotes,

J'entends votre colère et votre souffrance étreintes par le sang indûment versé de nos enfants. Croyez-moi, je partage vos tourments, vos peines, vos douleurs. C'est le lot des peuples qui combattent pour leurs droits et libertés. Face à un Etat réfractaire à toute contestation, nous n'avons pas d'autre choix que de résister. Nous devons rester mobilisés et déterminés, parce que nous devons honorer le sacrifice de toutes ces vies étouffées. A Zogota et Galapaye. A Mandiana et Siguiri.

A Dinguiraye, Coza, Bambéto, Hamdallaye, Wanindara. Chaque coup que nous porte le glaive de l'injustice est une nouvelle lumière qui éclaire le tunnel vers notre libération. Se libérer des injustices qui nous accablent. Se libérer des deuils qui nous étranglent. Se libérer de la pauvreté qui nous assaille. La liberté, la fraternité, la prospérité, nos valeurs cardinales qui nous portent par-delà ces sombres temps que nous imposent nos gouvernants. Résistance et résilience sont les chemins qui nous mèneront au salut. Nous ne devons céder à aucun fatalisme. Parce que c'est notre démission qui est le ferment du mépris d'Alpha Condé. Regardons-le en face, bien en face pour qu'il comprenne que le glas de notre combat ne peut pas sonner. Lui dire que chacune des injustices qu'il nous inflige est l'humus qui fertilisera une nouvelle détermination.

Mes chers compatriotes,

En ce qui me concerne, comme je l'ai dit récemment, s'il fallait donner ma vie pour mon pays, le sacrifice de mon âme ne sera pas trop grand. Ma vie ne représente pas grand-chose, pour ne pas dire rien, face au destin de notre pays. Ma vie est aussi sacrée que celles de tous ceux qui sont tombés sur le champ de bataille. En tout lieu et en toute circonstance, vous me trouverez devant vous pour porter l'étendard qui fera la fierté de tous ces jeunes assassinés. Ma vie est votre vie. Votre vie est ma vie. Notre vie est la vie de notre Nation. Et le destin de notre pays, notre destin, peuple de Guinée, ne saurait être négocié. Surtout pas face à un pouvoir qui a montré son mépris pour les revendications légitimes du peuple. Pour tous nos morts, nous réclamons justice. L'identification et la condamnation des commanditaires et des assassins, l'indemnisation des victimes ne sauraient faire l'objet d'une quelconque compromission. L'impunité a assez duré.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes, je voudrais, une fois encore, m'incliner pieusement devant l'âme des disparus et adresser mes plus sincères condoléances aux familles éplorées. Je m'engage, ici, solennellement, que toutes ces morts ne seront pas vaines. Mais elles ne seront pas non plus le prétexte de nouvelles violences, nourries par des désirs de vendettas qui en rajouteront à la fragilisation de notre tissu social. Notre pays ne basculera pas. Les affrontements souhaités par les prophètes de malheurs et des instigateurs de la haine n'auront pas raison de notre amour pour notre pays. Ma volonté de préserver l'unité de notre Guinée, ma détermination à semer et arroser les graines de la fraternité entre les filles et les fils de notre Guinée restent inébranlables. C'est le sens de ma lutte politique.

Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens !

Cellou Dalein Diallo

Chef de file de l'opposition

Discours de Cellou Dalein Diallo au Parlement Européen de Bruxelles Gouvernance et Démocratie en Guinée le 16 mai 2017 13 :13 :21

Mesdames et messieurs les invités. Je voudrais tout d'abord remercier du fond du cœur Mme Joëlle Milquet députée bruxelloise, ancienne Ministre de l'Intérieur Belge et le Député fédéral Francis Delpérée, qui ont eu l'initiative heureuse de cette rencontre. Ils m'offrent l'opportunité et l'honneur de m'adresser aux membres du parlement bruxellois et à toutes les éminentes personnalités ici présentes sur un sujet qui est au cœur des valeurs qui fondent le Partenariat entre l'Union Européenne et les Pays ACP. En effet, l'Accord de Cotonou, qui fixe le cadre et les objectifs de ce partenariat, est sous tendu par le système des valeurs universelles constitutives de la démocratie.

Il repose aussi sur la bonne gouvernance ainsi définie, en son article 9 je cite : « Dans le cadre d'un environnement politique et institutionnel respectueux des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'état de droit, la bonne gestion des affaires publiques se définit comme la gestion transparente et responsable des ressources humaines, naturelles, économiques et financières en vue du développement équitable et durable ». Cet Accord a eu le mérite de contractualiser le respect par les États ACP des valeurs ci-dessus rappelées et, en cas de violations, la mise en œuvre d'actions allant de l'ouverture d'un dialogue à la suspension de la

coopération financière avec le pays défaillant. Ainsi, tout pays bénéficiaire de l'aide de l'Union Européenne doit respecter les principes qui concourent à la bonne gouvernance, telles que la transparence, la responsabilité, l'obligation de rendre compte, l'équité, la non-discrimination et l'efficacité.

Autant de principes qui permettent non seulement d'empêcher les abus dans l'exercice de la puissance publique dont est investi l'Etat mais aussi de créer dans un environnement de justice de paix les conditions d'un développement inclusif et durable. C'est pourquoi, j'accorde le plus grand intérêt à votre légitime interrogation en tant qu'élus des contribuables européens sur l'état de la démocratie et de la gouvernance dans mon pays, la Guinée, État signataire de la convention de Cotonou.

Mesdames et messieurs, je voudrais y répondre en organisant mon intervention autour de cinq préoccupations qui me paraissent fondamentales lorsqu'on questionne la démocratie et la gouvernance : la première porte sur la légitimité du pouvoir en place, la deuxième concerne la sécurité et la justice, la troisième touche la corruption, la quatrième est relative à l'état de la pauvreté dans le pays et la cinquième préoccupation est liée à l'immigration.

Mesdames et messieurs, de la légitimité du pouvoir en place, le Président actuel de la Guinée a une légitimité contestable. Il tient son pouvoir d'élections qui n'ont été ni transparentes ni justes. En effet, en 2010, Alpha Condé obtenait 18% au premier tour contre 44% des suffrages que je réunissais. Au second tour, organisé après 4 mois et demi, alors que le délai constitutionnel est de 2 semaines, il réussissait à se faire déclarer vainqueur. J'étais fondé à refuser les résultats qui étaient loin de refléter la vérité des urnes, comme l'avouèrent plus tard ceux qui ont organisé le hold-up. Mais face à la détérioration profonde des liens sociaux dans le pays en raison d'une campagne fortement ethnicisée au point de faire craindre une guerre civile, je pris la décision d'accepter les résultats proclamés.

Ma décision tenait compte aussi du fait que les élections législatives devaient se tenir immédiatement après la présidentielle soit au cours du premier trimestre de 2011 et qu'en toute hypothèse, les chances, pour moi, de les remporter, pour peu qu'elles soient transparentes, étaient évidentes. Mais le nouveau pouvoir connaissant les conditions fumeuses entourant sa victoire, refusa de les organiser

au prétexte que le fichier sur lequel il fut pourtant élu devait être revu. Face à cette intransigeance, l'opposition dût se mobiliser.

L'ampleur des manifestations, leur durée et la ferme détermination qui les sous tendait et ce, malgré une répression sanglante, devaient obliger la communauté internationale à s'impliquer pour trouver un consensus. C'est sa médiation qui permit d'obtenir l'Accord politique inter-guinéen du 3 juillet 2013 et la tenue des élections législatives le 28 Septembre de la même année, c'est à dire près de 3 ans après la date prévue par la constitution.

Mesdames et messieurs, les élections qui ont eu lieu ont été entachées d'irrégularités : tripatouillage du fichier électoral, cartographie des bureaux de votes défavorables à l'opposition, rétention des cartes d'électeurs dans les zones réputées acquises à l'opposition, bourrages d'urnes, falsification des PV, utilisation des moyens de l'Etat par le Parti au pouvoir, intervention des autorités administratives et des forces de défense et de sécurité, expulsion des délégués de l'opposition des bureaux de vote et des commissions de centralisation de résultats.

Toutes ces irrégularités ont été mentionnées dans le rapport de la Mission d'Observation Electorale de l'Union Européenne. Elles devaient permettre au parti au pouvoir d'obtenir la majorité qualifiée de 78 députés. Mais la présence et la vigilance des observateurs de l'Union européenne ont aidé à limiter les dégâts. Ainsi, le Parti présidentiel n'a obtenu que 53 députés sur 114 contre 51 pour l'opposition dont 37 pour l'UFDG, mon parti.

Les résultats de ces élections législatives furent une alerte pour Alpha Condé sur l'état de l'opinion nationale concernant sa gouvernance. En raison de la déception de la population sur le changement promis, tout indiquait que le parti au pouvoir pouvait perdre les élections communales si elles étaient organisées dans le premier trimestre de 2014 comment le prévoyait l'Accord politique du 3 juillet 2013. Ce qui serait un risque majeur pour le pouvoir : celui de perdre des auxiliaires précieux pour la fraude et la propagande que sont les maires, les chefs de quartiers et districts qui sont nommés par l'Etat et qui les choisit généralement parmi les militants les plus zélés du Parti Présidentiel. Organiser les élections communales et les perdre déstabiliserait l'échafaudage de fraude préparé pour la présidentielle de 2015. C'est pourquoi les communales ne seront pas organisées en 2014.

Elles ne le seront pas davantage en 2015. L'élection présidentielle qui s'est tenue en Octobre 2015 a connu les mêmes irrégularités, avec une ampleur plus grande, que les législatives de 2013. Et le Président sortant sera déclaré vainqueur dès le premier tour comme le voulait son slogan de campagne, « un coup KO ». Nous avons contesté cette victoire qui ressort d'une fraude électorale généralisée et d'une utilisation massive des deniers publics et des moyens de l'Etat. Comme l'a confirmé d'ailleurs le rapport de la mission d'observation Electorale de l'Union Européenne (MOEUE) que je cite : « Il est à noter que la MOE UE a observé, à plusieurs reprises, l'utilisation de biens et moyens de l'État à des fins de campagne et la participation active d'agents publics de l'État (gouverneurs, préfets, représentants des délégations spéciales) aux activités de campagne du RPG dans un nombre significatif de préfectures du pays, en violation du Code électoral.

Quant à la fraude, elle s'est exprimée par la conception d'un fichier électoral sur mesure qui a été artificiellement gonflée par un recensement massif de mineurs dans les fiefs du pouvoir dénaturant ainsi les équilibres régionaux qui existaient jusqu'alors. En effet, le ratio corps électoral par rapport à la population totale est passé à 55% en 2015 contre moins de 40% en 2010. Dans certaines circonscriptions favorables au parti au pouvoir, ce ratio dépasse 90%. Pour rappel, dans les pays de la sous-région, ce ratio se situe, en moyenne, à 35%. A cela il faut ajouter l'utilisation avec moins de finesse des techniques de fraude habituelles : rétention des cartes d'électeurs, exclusion et parfois emprisonnement des délégués et même des assesseurs de l'opposition pour favoriser la falsification des PV de bureaux de vote et des commissions centralisation.

Ainsi dans les fiefs du parti présidentiel, on enregistra des scores soviétiques de 97% de participation et de votes favorables au candidat sortant. La mission d'observation Electorale de l'Union Européenne a repris, dans son rapport, les griefs de l'opposition, confirmant ainsi que le processus électoral était jonché de fraudes afin de permettre l'élection de M. Alpha Condé dès le premier tour. Malheureusement, non seulement ces dénonciations n'ont pas eu les condamnations attendues de la communauté internationale mais les recommandations formulées à l'effet d'améliorer le processus électoral sont restées lettre morte.

Mesdames et messieurs, il faut noter que les différents Accords politiques de 2013, 2014, 2015 comme le dernier en date, celui du 12 Octobre 2016, ont tous reconnu le manque de sincérité du fichier électoral et la nécessité d'en purger les anomalies. Le gouvernement s'engageait également à organiser les élections locales, à identifier et poursuivre les auteurs des exactions lors des manifestations pacifiques de l'opposition, indemniser les victimes des violences subies à l'occasion de ces manifestations, à respecter le principe constitutionnel de neutralité du service public et l'accès équitable des Partis politiques aux médias d'état. Mais, avec la même constance, le gouvernement s'est employé à obstruer toute action permettant de mettre un terme à l'impunité ou de corriger les irrégularités qui lui font gagner les élections. Tout comme il s'est refusé d'organiser les élections locales et d'appliquer les autres points des accords politiques.

Mesdames et messieurs, avant de décider à participer au dialogue qui a débouché sur l'Accord du 12 0ctobre 2016, quatrième Accord politique portant sur les mêmes revendications, l'opposition guinéenne a demandé et obtenu que le Président de la République s'engage, par une déclaration solennelle devant la nation, à appliquer et à faire appliquer toutes les décisions qui ressortiraient de ce dialogue. Malgré cette déclaration, sept mois après la signature de l'Accord, force est de reconnaitre qu'aucune décision n'a encore été appliquée. C'est ainsi que les communales qui devaient se tenir en Février 2017, comme convenu dans l'Accord, n'ont pas encore été organisées et nul ne sait aujourd'hui à quelle date elles auront lieu.

Je voudrais mentionner que les pays de la région ouest africaine, qui sont en situation post conflit (Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone) ou en conflit (Mali) et dont les Présidents ont accédé au pouvoir après le Président guinéen, ont tous organisé à bonne date leurs échéances électorales : locales, législatives et présidentielle. La Gambie, qui vient de connaitre une alternance politique agitée, a organisé les élections de son parlement moins de 3 mois après l'investiture officielle de son nouveau Président. L'organisation des élections ne doit pas dépendre des humeurs du Président de la république ou même d'Accords politiques.

Elle ressort des règles de droit : les périodes et délais sont impartis par la constitution, le code électoral et le code des collectivités locales. En retardant l'organisation des élections législatives qui ne se sont tenues que 3 ans après le délai constitutionnel et en refusant encore la tenue des élections locales alors que le

mandat des élus locaux est échu depuis 2010, le Pouvoir actuel viole les lois nationales et le protocole de la Communauté des Etats De l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO- sur la Démocratie et la Gouvernance dont l'article 2 dispose je cite que « les élections à tous les niveaux doivent avoir lieu aux dates et périodes fixées par la constitution et les lois électorales. ». Il met ainsi en cause sa propre légitimité.

Mesdames et messieurs, la légitimité contestable du pouvoir actuel se trouve renforcée par la récurrence de la violation des lois de la République et l'obstruction du fonctionnement normal des Institutions. En effet, le Président de la République, depuis son entrée en fonction en 2010, est auteur de manquements à la constitution et aux autres lois de la République. Je citerai tout particulièrement le refus de cesser toutes responsabilités au sein de son parti politique conformément à l'article 38 de la Constitution et le refus d'installer la Haute Cour de Justice qui est chargée de juger le Président de la République pour haute trahison et le Premier ministre et les autres membres du Gouvernement pour crimes et délits, conformément aux articles 117 à 120 de la Constitution.

En ce qui concerne la Cour des Comptes, qui n'a été installée qu'en 2015. Le Président de cette Institution n'est autre que le ministre des finances ordonnateur des dépenses publiques durant les trois années qui ont précédé sa nomination à ce poste par le Président de la République. Cette situation inédite met en cause le principe d'impartialité du Président de la Cour des comptes dans sa mission de contrôle à posteriori des finances publiques. Elle ôte tout crédit à la certification des comptes de l'Etat et de ses démembrements. Pour l'opinion guinéenne, cette nomination est illégitime et immorale et vise à couvrir les détournements des deniers publics et à garantir l'impunité à leurs auteurs.

En plus, le peuple de Guinée a été marqué par des pratiques de discrimination qu'il n'avait jamais connues auparavant. Il s'agit notamment des discours de stigmatisation tenus par des responsables du régime et au premier rang le Président de la République, des nominations dans l'administration privilégiant de façon ostentatoire le clan d'Alpha Condé sans aucun critère objectif d'expérience ou de compétence, de l'octroi de marchés d'Etat de gré à gré aux seules entreprises proches du pouvoir. Depuis 2010, l'exercice des libertés publiques, pourtant constitutionnellement garanties, donne lieu à une répression systématique des manifestations pacifiques de l'opposition. Celle-ci a payé un lourd tribut avec plus

de 80 morts, tués à bout portant par les forces de l'ordre, sans compter des dizaines d'handicapés, de centaines de blessés graves, d'importants dégâts matériels. A ce jour, aucune sanction judiciaire ou administrative n'a été prononcée contre les auteurs de ces crimes et délits qui bénéficient d'une totale impunité.

Mesdames et messieurs, de la sécurité. Le gouvernement guinéen a l'obligation d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Mais malgré des reformes dans ce secteur, les forces de défense et de sécurité sont encore instrumentalisées par le régime au lieu d'être au service de la République pour la défense et la protection des citoyens. Comme le souligne Amnesty International dans son rapport de 2016, des exactions commises par des membres des forces de sécurité sont restées impunies.

Les gendarmes et les policiers soupçonnés d'être pénalement responsables du recours à une force excessive contre des manifestants pacifiques, qui a fait plusieurs morts et blessés entre 2011 et 2015, n'ont toujours pas été déférés à la justice, et aucune avancée n'a été enregistrée dans ce sens. Les forces de sécurité ont également été impliquées dans plusieurs actes d'extorsion, de pots-de-vin, de vol et de banditisme pur et simple, de torture et de viol. Cela fait longtemps que les forces de sécurité font preuve d'un manque de neutralité politique, qui se manifeste dans leur recours à des propos racistes et dans le fait qu'elles ne protègent pas de manière égale les citoyens de toutes les catégories ethniques et politiques, notamment ceux qui soutiennent l'opposition politique.

Mesdames et messieurs,

La situation sécuritaire pour le moins délétère qui prévaut en Guinée est en lien avec l'état de la justice. Corrompue et politisée, cette justice à deux vitesses est complètement asservie au pouvoir. Elle est décriée par la population en raison de l'absence de poursuites judiciaires et de sanctions des auteurs des violences. L'impunité a encouragé la récidive des forfaitures et renforcé le contexte d'insécurité dans le pays. Elle explique la défiance des justiciables dans la justice. Celle-ci, pour être garante de l'état de droit, fondement de la gouvernance démocratique, doit être neutre, impartiale et intègre. Malheureusement, c'est loin d'être le cas.

Mesdames et messieurs,

De la corruption : les études de la Banque mondiale et d'autres institutions établissent que la corruption est antagoniste au développement. Or la Guinée, sous Alpha Condé, n'a jamais été aussi corrompue. Selon le dernier classement des pays par degré de corruption dans les affaires publiques, elle occupe le 147ème rang. Ce qui constitue un recul par rapport à son rang de 142ème en 2015. Elle est ainsi dans le groupe des 29 pays les plus corrompus du monde.

Lors de sa visite en Guinée en Septembre 2016, la Vice-Présidente de la Banque mondiale pour la région Afrique a lancé un appel aux autorités guinéennes de combattre la corruption qu'elle a qualifié de « cancer ».

« La Guinée est l'un des pays qui a un sérieux défi à relever contre la corruption. Tant qu'elle ne combattra pas résolument ce fléau, le développement et la croissance ne seront jamais au rendez-vous » a-t-elle déclaré. Il est vrai que la corruption a gangrené l'Etat. Des ONG crédible et des médias internationaux sérieux ont fait des révélations scandaleuses éclaboussant le sommet du pouvoir actuel. C'est ainsi qu'il a été établi que Rio Tinto a versé 10,5 millions de dollars à un ami conseiller du Président guinéen. En réaction à cette information, le géant minier sanctionnait plusieurs de ses hauts responsables en lien avec la Guinée confirmant ainsi la révélation.

Ce cas de corruption n'est pas isolé. On peut citer plusieurs cas de surfacturation de marchés passés de gré à gré au profit d'entrepreneurs proches du premier responsable de l'Etat. Les marchés de gré à gré ont, en effet, atteint, dans la seule année 2015, l'équivalent de plus d'un milliard de dollars. Un audit mené en 2016, à la demande de la Banque Mondiale, a révélé que 91% des marchés publics attribués en 2015 l'ont été par entente directe en violation du code des marchés.

Malgré la confirmation par cet audit de graves surfacturations et de faits flagrants de corruption, aucune sanction administrative ou judiciaire n'a été prise à l'endroit de ceux qui en sont responsables. Il faut encore une fois déplorer l'impunité qui continue de prévaloir dans la gestion de notre pays et la récidive qu'elle encourage.

Mesdames et messieurs, permettez-moi de saisir la présente opportunité pour dénoncer l'affairisme autour de la réalisation des barrages hydroélectriques en Guinée. Leur nécessité n'est pas à discuter en raison notamment du fait qu'ils sont source d'énergie renouvelable et participe à la préservation climatique mondiale sans compter les effets économiques qui dérivent de l'amélioration de l'offre énergétique. Mais cela ne doit pas être l'occasion d'enrichissement privé par une surfacturation éhontée des contrats.

En effet, le contrat pour la réalisation du barrage de Kaleta a été attribué sans appel d'offres et la surfacturation aurait dépassé les 100 millions de dollars. Le barrage de Souapiti est en cours de réalisation au coût de 1,5 milliard avec des entreprises choisies par entente directe, sans appel à la concurrence. Etant moi-même parlementaire, je puis dire que ce prêt et l'étude qui le justifierait n'ont pas été soumis à l'assemblée nationale comme l'exigent nos textes législatifs en la matière. Ces marchés opaques renferment des commissions qui se chiffrent à des centaines de millions de dollars qui vont accroître injustement le coût de l'énergie et pénaliser la compétitivité de l'économie. Ces montants qui vont dans des poches privées auraient pu servir à construire des hôpitaux, des écoles et universités, des routes. Les principaux usagers de ces infrastructures sont les pauvres. Lorsqu'elles ne sont pas réalisées à cause de la corruption, ce sont les pauvres qui payent, parfois de leur vie. La corruption vole les pauvres.

En effet, comme le disait l'ancien Président de la Banque mondiale James Wolfensohn, je cite « La corruption détourne au profit des riches les ressources destinées aux pauvres, alourdit les charges des entreprises, fausse la répartition des dépenses publiques et décourage les investisseurs étrangers… c'est un obstacle majeur à un développement sain et équitable ». Le refus systématique de la majorité gouvernementale de mettre en place la haute Cour de Justice et de programmer toute enquête parlementaire sur des faits de corruption et de détournements, malgré plusieurs initiatives de l'opposition, favorise l'impunité et encourage la corruption et les détournements des deniers publics.

Mesdames et messieurs,

De l'état de la pauvreté : depuis 2010, la Guinée s'est davantage appauvri et les conditions de vie de la population se sont considérablement dégradées. Le taux de croissance économique qui a été 3% en 2011 et 2012 s'est contracté à 2,3% en 2013

C’est un résultat bien médiocre par rapport à la moyenne en Afrique qui s’établissait à 5%. Il est encore plus dérisoire comparée aux réalisations enregistrées par les pays voisins au cours de cette année 2013 : 14,8% en Sierra Leone, 9% en Côte d’Ivoire, 7% au Libéria. En 2014, cette croissance a chuté à 1,1% avant d’être quasi nulle en 2015.

Sur la période, avec un taux moyen de croissance économique inférieur à celui de la population qui croit à 3% par an, les conditions de vie se sont plutôt détériorées. En effet, comme il ressort du classement 2016 des pays dans l’Indice de développement humain du PNUD, la Guinée occupe le 49ème rang sur 54 pays africains et le 183ème rang sur 188 pays du monde. Depuis 2010, année où elle se classait au 156ème rang mondial, sa position n’a cessé de décliner. Ainsi, l’espérance de vie à la naissance, le niveau d’éducation et le niveau de vie que mesure cet indice composite ont continué à baisser au cours de la période concernée. Il est vrai que la propagation du virus Ebola apparue en Décembre 2013 a conduit à une crise sanitaire qui a fait des milliers de victimes, affecté l’économie et aggravé la pauvreté. Mais elle n’est pas la seule cause, et loin s’en faut, de la détérioration des conditions de vie de la population. La cause majeure de l’incapacité du gouvernement à créer de la richesse et satisfaire les attentes sociales est, en plus de la corruption endémique, le faible degré de liberté économique dans le pays.

En effet, la liberté économique améliore de nombreux aspects du développement humain. Elle est fortement corrélée avec le niveau des investissements, l’amélioration des indicateurs socioéconomiques et la réduction de la pauvreté. Ainsi, la Guinée n’est pas en lien avec le progrès parce que la liberté économique est encore bridée dans le pays. C’est ce qui ressort de l’édition 2017 de l’indice de liberté économique publié par Heritage Fondation et le Wall Street Journal qui classe la Guinée au 45ème rang sur 51 pays africains et au 169ème rang sur 180 pays du monde. Elle est dans le lot des 6 derniers pays africains ou des 12 derniers pays du monde où la liberté économique s’exerce le plus faiblement. L’appauvrissement de la Guinée en est la résultante.

Mesdames et messieurs, je voudrais illustrer cette situation en évoquant la mauvaise gouvernance économique du secteur minier qui est stratégique pour le développement industriel de notre pays. En effet, outre les déboires enregistrés avec les multinationales du secteur comme Rio Tinto, Vale et BHP Billiton, le

gouvernement continue de signer des contrats miniers dont l'ambition se limite à la simple extraction et à l'exportation des minerais sans se soucier de leur transformation sur place et les effets néfastes sur l'environnement.

En effet, sous l'effet de la corruption tous les projets de construction d'usines d'alumine et d'aluminium ont été abandonnés, privant ainsi le pays de dizaines de milliers d'emplois, alors qu'il en a cruellement besoin. Au même moment l'Indonésie et la Malaisie, pour créer plus de valeur ajoutée et d'emplois pour leurs économies, décidaient de mettre un terme à l'exportation de la bauxite brute en faveur de sa transformation sur place. Il applique en outre un traitement asymétrique des opérateurs sur la base de quantités produites, en privilégiant les gros volumes. C'est ainsi que la Société minière de bauxite, la SMB, qui exporte 30 millions de tonnes par an ne paie au budget de l'Etat au titre des redevances et des impôts que moins de 4 dollars la tonne de bauxite exportée contre 11 dollars pour la Compagnie de Bauxite de Guinée qui exporte 15 millions de tonnes par an.

Mesdames et messieurs,
De l'Immigration : l'immigration est aujourd'hui l'une des préoccupations majeures des peuples occidentaux, notamment européens. Malheureusement, leurs dirigeants ne semblent pas trouver les solutions qu'il faut pour la contrôler efficacement. Les conséquences, c'est la montée de l'extrême droite partout à travers le continent. Mais avant de vous proposer une quelconque solution, ne devions-nous pas nous demander pourquoi ces hommes et femmes choisissent d'abandonner leurs terres natales et leurs proches pour chercher à trouver refuge ailleurs en risquant leurs vies ?

Permettez-moi de vous dire, en tant qu'acteur politique africain de premier plan, que ces hommes et ces femmes ne fuient pas que l'extrême pauvreté. Certes, celle-ci fait partie des facteurs qui l'expliquent. Mais, comme on l'a déjà indiqué, cette pauvreté n'est pas une fatalité : elle est très souvent le résultat d'une mauvaise gouvernance qui se traduit par l'accaparement des ressources publiques par l'élite dirigeante à travers la corruption et le détournement impunis des deniers publics.

A cela, il faut ajouter parmi les facteurs explicatifs majeurs de l'immigration, la restriction des libertés, la violation des droits humains, l'injustice et l'impunité auxquelles la jeunesse a de plus en plus du mal à se soumettre. Lorsque cette

jeunesse revendique, même par des moyens légaux, son besoin de démocratie, de liberté, de justice, d'emploi ou d'électricité, elle s'expose à une répression sanglante et meurtrière des pouvoirs politiques qui, parfois et très malheureusement, bénéficient du soutien de certains gouvernements occidentaux.

Cette jeunesse désœuvrée désorientée devient alors une proie facile pour les démons de l'immigration clandestine et même du terrorisme. C'est aujourd'hui le lot de beaucoup de jeunes africains qui faute, de liberté d'emplois et de perspective, prennent au risque de leurs vies, le chemin du désert et de la méditerranée, privant ainsi l'économie de leurs propres pays d'une importante force de travail nécessaire au développement. À mon humble avis, le meilleur moyen de lutter efficacement contre l'immigration clandestine est de traiter le mal à la racine en soutenant la bonne gouvernance.

Il s'agit pour l'Union Européenne, d'exiger de ses partenaires africains le respect des dispositions de l'Accord de Cotonou dont ils sont signataires. L'Europe doit conditionner la coopération et l'aide au développement au respect strict des droits de l'homme et des règles et principes de la démocratie et de l'Etat de Droit. Sans ces exigences en direction notamment des pays de l'Afrique subsaharienne, l'Europe pourra difficilement contrôler, dans le respect des droits humains, l'immigration venant de cette région. En effet, seules des politiques publiques fondées sur le respect de ces valeurs peuvent améliorer le climat des affaires, rassurer investisseurs et créanciers et favoriser l'emploi et l'épanouissement sur place d'une jeunesse de plus en plus nombreuse et exigeante.

Mesdames et messieurs, pour conclure, je peux affirmer que la Guinée n'est pas sur le chemin vertueux de la gouvernance démocratique. Le Président Alpha Condé, mal assuré de son élection en 2010, n'a organisé les législatives qu'après 3 ans de retard sur la date légale et sur contrainte de son opposition appuyée par la communauté internationale, tandis que les élections locales n'ont toujours pas eu lieu. Ces manquements aux échéances électorales qui ressortent de la loi ont affaibli l'autorité de son pouvoir et semer la discorde dans le pays. Sa réélection en 2015 fortement contestée ne l'aide pas à combler son déficit de légitimité qui est, en dernier ressort, l'enjeu de la gouvernance démocratique en Guinée.

En effet, comment défendre l'idée d'une action publique si celle qui existe tient son autorité d'élections non crédibles ? Si elle est jugée corrompue, conduite en faveur d'un clan, sans réel souci du bien commun ? L'efficacité de la gouvernance démocratique et sa légitimité se renforcent et se dégradent mutuellement. Cette efficacité s'affaiblit chaque fois que la loi est violée et que la régularité des élections n'est pas respectée. C'est aussi le cas lorsque les dirigeants refusent de quitter le pouvoir à l'issue de leurs mandats et exposent leurs pays à l'instabilité et à la discorde.

Mesdames et messieurs, contrairement à ce que semble défendre certains dirigeants africains comme Alpha Condé, il n'y a pas une voie africaine de la démocratie qui serait celle qui permet de retarder et de truquer les élections ou de déverrouiller le verrou constitutionnel de la limitation des mandats. Le socle de la gouvernance démocratique, c'est l'état de droit. C'est ce qui permettra d'avoir des gouvernants légitimes et vertueux, capables d'impulser une croissance forte et inclusive pour répondre aux attentes exigeantes de la jeunesse.
Je vous remercie de votre attention.

AG de l'UFDG : discours de Cellou Dalein Diallo (le 10 novembre 2018)
Militants et militantes
Je commence par vous remercier pour cette mobilisation importante à notre assemblée générale hebdomadaire ce matin malgré la forte pluie. Surpris mais pas tout à fait car les militants de L'UFDG m'ont habitué à braver les intempéries, la chaleur, la pluie et les bombes lacrymogènes pour répondre aux appels du parti. Donc je tiens à vous féliciter pour cette constance dans la résistance et la mobilisation pour réaffirmer votre détermination à continuer le combat pour le triomphe de la justice, de la démocratie et de la paix dans notre pays.

Je voudrais souhaiter la bienvenue aux nombreux compatriotes qui ont décidé de faire confiance à l'UFDG, les femmes de Kaloum, notre compatriote Condé de Kouroussa. Je voudrais vous demander de ne pas avoir de complexe, je sais que vous n'en avez pas de considérer que votre leader est isolé. On ne peut être isolé que par la population, aujourd'hui les Guinéens nous font confiance, ils adhérent massivement au parti et soutiennent son programme. Lorsqu'on dit que l'UFDG est isolé, c'est ridicule. Regardez les résultats des élections communales qui ont permis

de mesurer le poids de chaque parti politique, regardez dans les capitales régionales, à Conakry on a eu 76 conseillers contre 49 pour le RPG.

Nous étions largement en avance à Boké, kamsar, Dubreka, Kindia, Mamou, Labé, Manéah et même Forécariah. Nous sommes faiseurs de roi à Siguiri, Faranah entre le RPG et une liste indépendante. Nous sommes 32ème à Macenta, N'zerekore et Gueckedou, est ce qu'on peut dire que l'UFDG est isolé ? Nous sommes en démocratie, c'est le peuple qui doit choisir, qui doit montrer qui est isolé et qui ne l'est pas, le peuple de Guinée nous fait confiance.

Nous avons 75 quartiers sur 128 à Conakry, est ce qu'on peut dire que vous êtes isolés ? Nous devons être fiers du travail accompli et des résultats obtenus parce que nous sommes sûrs que les résultats vont s'améliorer continuellement jusqu'en 2020 où nous serons inévitablement au pouvoir. Mais il faut que la mobilisation demeure, les velléités de contrecarrer l'UFDG dans sa marche vers la magistrature suprême ne manqueront pas. Mais je vous fais confiance, je sais que de la même manière que nous avons fait pour récupérer les quartiers et certaines communes, vous vous lèverez le moment venu face aux ruses qu'Alpha Condé va déclencher pour s'opposer à notre ascension. Je vous fais confiance, vous m'avez prouvé depuis 2011 que nous pouvons nous battre avec la même détermination.

Aujourd'hui, nos compatriotes qu'on avait effrayé et intimidé ont compris que notre combat est celui de l'unité, de l'épanouissement et de la réconciliation de la Guinée, ils viennent en masse dans le parti. Beaucoup de choses sont en train de se passer, c'est le signe d'une fin de règne, le bradage de nos ressources dans des conditions scandaleuses comme la concession qui vient d'être donnée à la société Albayrak, c'est un dossier d'Alpha Condé. Le ministre de l'économie et des finances et le ministre du transport n'ont pas été associés, même si celui des transports estime qu'il est de son devoir de défendre tout ce que fait Alpha Condé.

Cette concession a été signée par le directeur du port autonome à laquelle il n'a pas associé le conseil d'administration. Alpha Condé avait donné une instruction ferme pour que la signature soit faite parce qu'il devait aller en Turquie avec le document. L'autre concession, il a attribué à une société sans appel d'offre, l'aménagement de la zone-est pour 774 millions de dollars, sans aucune étude particulière. La Guinée va s'endetter pour financer ce projet, vous et vos enfants allez rembourser cette

dette alors qu'il y a plus 100 millions de dollars de surfacturation. Il y a d'autres guichets, ils vont payer un ticket d'entrer de 15 millions de dollars et ils vont verser d'autres choses à d'autres guichets. Pourquoi ? Pour avoir des ressources, non pas pour avoir une retraite confortable, mais il faut financer aussi la répression au cas où vous levrez contre le troisième mandat. Ils ont importé suffisamment de gaz lacrymogènes et d'armes légères. Vous les entendez dire, nous allons mettre de l'ordre, les manifestations sont interdites, le droit de grève est suspendu.

C'est ça la réalité parce qu'ils ont peur et veulent se maintenir au pouvoir pour continuer à dilapider les ressources du pays, il y a des défis énormes, restons mobilisés parce que la Guinée nous appartient tous. Il faut saluer les syndicalistes qui protestent pour leurs intérêts mais aussi contre la mauvaise gouvernance. Cette attribution du port à une société dans l'opacité totale est une illustration éloquente de la mauvaise gouvernance. Je salue le courage des syndicalistes parce que lorsque les tarifs du port vont augmenter, c'est le consommateur qui va payer, l'importateur payera mais il répercutera ce coût sur les denrées de première nécessité. L'autre signe de fin de règne, c'est l'indiscipline dans le parti présidentiel, lorsque la direction nationale décide, certains protestent. Lorsqu'on donne un ministère à quelqu'un, il demande un autre ministère plus juteux, Alpha obtempère pourvu que le principal concerné ne déballe pas.

C'est la course à l'enrichissement effréné des dirigeants, c'est pour ça qu'on revendique des postes plus juteux et c'est pourquoi on multiplie les marchés publics passés de gré à gré avec des surfacturations éhontées. Personne ne peut rien, il n'y a pas de recours, pas de cour de justice, à l'assemblée ils ont une majorité qui ne peut pas permette la mise en place de commission de contrôle parlementaire. Personne ne peut interpeller quelqu'un, sauf si tu as un conflit sur le plan politique on regarde ta gestion, sinon le clan ne fait que s'enrichir, le port c'est pour enrichir le clan et l'importation des engrais c'est pour enrichir le même clan.

Ils deviennent riches et ils ne veulent pas s'arrêter en 2020 mais ils nous trouveront sur leur chemin. Ils nous disent déjà c'est l'ordre, ce n'est pas le droit qui va régir désormais le fonctionnement de notre pays. Comment un ministre de la république peut faire un communiqué pour interdire les manifestations alors que la constitution l'autorise. Si la haute cour de justice existait on devait traduire le ministre devant la

justice pour avoir violer la constitution. Aujourd'hui, les Guinéens comptent sur vous les militants de l'UFDG et nous serons digne de la confiance, je vous remercie**.**

Assemblée Générale UFDG du (30 Novembre 2019)

Militants et militantes de l'UFDG, j'aime dire que je suis fier de vous, je suis fier d'être le Président de l'UFDG. J'étais fier de votre participation remarquée à la marche pacifique du FNDC le 26 novembre dernier. Vous étiez sortis pour répondre à l'appel du FNDC, je vous félicite. Cette marche a eu lieu dans des conditions particulièrement épouvantables, en raison de la chaleur pénible et de la longueur du parcours, mais personne ne s'est retourné en chemin pour se reposer.

Malgré la chaleur, malgré la déshydratation, malgré la fatigue, certains sont venus de Sonfonia, ils ont fait la marche à pieds, de la Tannerie jusqu'à la terrasse du stade, et après ils se sont retournés pour refaire la marche de la terrasse du stade jusqu'à Sonfonia. Vous n'avez reçu aucun sou. On n'a pas envoyé vous chercher, on ne vous a même pas rappelé que le matin on avait une marche, vous le saviez parce que vous êtes des patriotes. Vous voulez la paix, la démocratie, la justice pour votre pays et vous avez tout abandonné pour consacrer votre journée à cette marche, malgré les conditions particulièrement épouvantables qui prévalaient ce jour-là.

Je vous félicite encore ; soyons prêts pour la prochaine marche du FNDC. Il faut qu'Alpha comprenne, tant qu'il n'a pas compris on va continuer. On ne peut pas laisser Monsieur Alpha Condé s'offrir une présidence à vie, ce n'est pas possible. Il a déjà suffisamment démontré son incapacité à diriger notre pays. Il a malmené l'unité nationale, il a dévoré la démocratie, sacrifié les acquis, violé les droits humains. On ne veut pas de lui, il n'a qu'à partir au terme de son second et dernier mandat.

L'autre point que je voulais traiter, nous sommes actuellement en train de nous faire enrôler dans le cadre de la révision des listes électorales. Cette révision s'effectue dans des conditions chaotiques parce qu'il n'y a aucune organisation. Il y a un sabotage par l'institution chargée d'organiser des élections, la CENI et le gouvernement de la République qui devraient veiller à ce que tous les guinéens qui en ont le droit, puissent s'enrôler et voter, et seulement les guinéens qui en ont le droit, malheureusement, il y a eu cette pagaille partout dans le pays on empêche dans les fiefs de l'opposition les gens de se faire enrôler en disant qu'il n'y a pas de

consommables, pas de copies de récépissés, la machine est en panne, l'agent est malade… On invente mille difficultés pour empêcher l'opposition de se faire enrôler.

Je vous l'ai dit pour Alpha Condé, il n'y a pas de citoyens au sein de l'opposition, les citoyens sont ceux qui sont avec lui. Parce que c'est un droit de citoyen de se faire enrôler, et pour pouvoir voter, participer aux élections à tous les niveaux, pour choisir leurs responsables au niveau des communes, au niveau des quartiers, au niveau l'Assemblée Nationale, au niveau des régions ; et malheureusement avec Alpha Condé, il faut se battre pour exercer, pour jouir de son droit, même lorsque celui-ci est dans la constitution de la République. Malgré ces difficultés, faites tout pour vous enrôler. Je sais que vous allez vous battre pour le réussir malgré tout.

Ils feront tout pour créer des obstructions à l'enrôlement des électeurs, mais nous sommes des combattants, l'opposition guinéenne se bat, l'UFDG, nous sommes des combattants, on ne va jamais démissionner. On se battra pour exercer notre droit, il faut que vous continuez à vous organiser partout, ici à l'intérieur, à l'extérieur pour vous faire enrôler. Normalement cette liste doit servir demain à l'élection du Président de la République, nous allons nous battre pour que les conditions d'une élection transparente et équitable soient réunies mais ce n'est pas facile. On mènera cette bataille-là. On ne peut pas laisser le pays à ces gens qui qualifient les autres de bandits, alors qu'ils savent ce sont eux les bandits.

Donc, je ne veux pas que vous perdiez de temps ici, aidez ceux qui sont vieux, ceux qui sont jeunes et qui ont l'âge à se faire enrôler pour que demain vous puissiez exercer ce droit. Je sais que ce n'est pas facile mais on se battra pour faire prévaloir nos droits, je compte sur vous. Alors vous savez, actuellement, l'autre point que je souhaite développer, je vais solliciter votre aide et votre assistance. Actuellement, il est question d'aller aux élections législatives. Pour participer à ces élections, il nous faut des candidats, au niveau uninominal et sur la liste nationale. Vous savez que l'UFDG compte près de cinq millions de militants. Si j'ai sollicité votre assistance dans une circonscription, la plus grande ou la plus petite, il faudrait qu'on trouve unanimement un candidat pour la députation.

Il y en a beaucoup qui le méritent. Vous le savez, dans toutes les circonscriptions, vous avez dix, vingt, parfois cent et plus, qui méritent d'être députés de l'UFDG. Mais on ne doit désigner qu'une seule personne, les gens ont envie d'être députés pour contribuer sur le combat qui se mène à l'assemblée. C'est légitime. Il y en a beaucoup qui se sont battus depuis 2007 et 2008, et qui le méritent. Comment choisir un lorsque vous avez cent, deux cents qui le méritent, c'est un exercice difficile.

Nous devons constituer une liste nationale ; la liste au total c'est soixante-seize places pour cinq millions de militants de l'UFDG. C'est sûr que certains seront brimés, parce qu'on ne peut pas trouver un critère qui permet d'être absolument juste parmi les candidats, à l'avance nous demandons l'indulgence de nos militants et responsables ; je sais qu'aucun d'entre vous n'est venu à l'UFDG pour être député. Vous êtes tous venus pour changer la Guinée et porter votre Cellou Dalein à la présidence de la République, c'est ça votre ambition. Nous allons donc nous atteler à l'exercice de constitution des listes, un travail extrêmement compliqué.

Tout le monde veut être candidat et c'est légitime, chacun en a le droit. Le choix ne va pas être simple, c'est sûr qu'il y aura des gens qui vont être frustrés, mais je peux compter sur leur engagement désintéressé dans la lutte que nous sommes en train de mener. Parce que si chacun estime qu'il faut lui alors nécessairement il y aura des problèmes. Les gens estiment leur besoin et laissent le soin à ceux qui sont chargés de ce sujet, tout en sachant que n'importe qui aurait énormément de difficultés à faire le choix, entre deux, trois ou cent personnes.

Ce n'est pas facile, on a bien envie d'être juste, mais c'est très difficile d'avoir un critère dans sa tête pour dire que celui – ci est plus que celui-là. C'est sûr que nous tous, nous méritons d'être à l'assemblée nationale et parce que là-bas aussi il y a un combat qui se mène, et chacun veut contribuer aussi au combat qui se mène à l'hémicycle. Donc, je sollicite votre indulgence, et vous nous faites confiance en nous disant que nous sommes des humains et que nous pouvons nous tromper. Je sais que vous nous faites tellement confiance, vous aimez tellement votre Président et votre Conseil Politique, que vous allez tous être indulgents.

Egalement, ceux qui ne seront pas retenus, s'ils ont exprimé leur candidature, vraiment ils vont être encore une fois tolérants vis à vis de ceux qui vont se charger de faire cette sélection difficile, extrêmement difficile, parce que tout le monde est d'accord là-dessus, tout le monde s'est battu, ils ont abandonné leurs activités ça fait dix ans et ils continuent de suivre, certains ont le savoir, le savoir-faire et qui sont avec un besoin, mais tout ne sera pas possible. Il faut qu'un petit nombre soit choisi, on va s'excuser. Je compte sur vous et je vous remercie. Je voudrai vous inviter à l'observation d'une minute de silence pour le repos en paix de l'âme de ce grand homme. La théorie d'Alpha Condé, c'est de dire souvent que le président Conté est un homme nul qui n'était responsable de rien et qui disait à ses ministres qu'il ne connait rien, de faire ce qui est bon pour le pays. Cette image ne correspond au président Lansana Conté. C'était un homme rigoureux, honnête et intelligent. Le peuple de Guinée se souvient qu'avec son arrivée au pouvoir. Les guinéens ont été libérés ''des normes'', de la fourniture obligatoire du bétail. Il a ouvert les frontières, libéralisé l'économie et la vie politique.

Ceux qui étaient condamnés à mort pour des raisons diverses ont été autorisés à rejoindre le pays. On a tendance à déclarer qu'il a pris la Guinée là où Sékou Touré l'a laissée comme si Lansana Conté n'a pas existé. Il a pourtant existé et laissé des traces indélébiles dans l'histoire de notre pays. Qui ne se souvient pas que traverser la frontière avec le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, c'était exposer sa vie.

Combien ont été tués à cette frontière parce qu'ils voulaient fuir pour aller au Sénégal où ils revenaient souvent dans leur pays ? La première décision de l'homme, c'est d'ouvrir les frontières, libéralisé l'économie. Tous les fils du pays qui étaient à l'étranger ont été autorisés à rentrer. Ils ont construit et équipé des villas. Ils ont investi alors qu'ils étaient interdits de séjour dans leur propre pays. Nous étions là, on ne peut pas de ne pas rendre hommage à cet homme. Ce serait malhonnête et ingrat pour le peuple de Guinée. La libéralisation de l'économie, la liberté politique, la politique de la presse, les infrastructures, c'est lui. L'indépendance avec Conté s'est traduite par la liberté du citoyen et non la liberté pour le gouvernement de faire ce qu'il veut.

On a construit des écoles, des centres de santé, des pistes rurales partout dans le pays. Ce n'est pas tout. On a désenclavé des villages, accompagné des paysans. Comment peut-on dire que c'est une parenthèse qui n'a pas existé ? Nous devons

lui rendre hommage. Qu'est-ce qui a bloqué le développement de notre pays ? C'est l'agression rebelle parce qu'on est rentré dans une économie de rêve. Pamelap a été occupée, Guéckédou aussi et une partie de Faranah. On a perturbé le cours de l'histoire. Sous le règne du général Conté, la Guinée était en train de faire un très bon développement de 1990 à 2000 avec un taux de croissance de 5% alors que toute l'Afrique de l'Ouest était en crise, un déficit budgétaire de moins de 5% en moyenne, une inflation inférieure à 5%. Ça c'est sur le plan macroéconomique, sur le plan des infrastructures à la modernisation desquelles le président m'a associé, qu'est-ce qui n'a pas été fait. La route Conakry-Boffa d'abord par Jean Lefebvre dès qu'il a pris le pouvoir. Boffa-Kolaboui-Boké, Conakry-Mamou, Conakry-Faranah, Conakry-Labé, Conakry-Kankan, Kankan-Kourémalé.

On peut dire qu'il n'a rien fait ? Je ne peux pas dire tout ce qu'il a fait pour la consolidation de l'unité nationale. Il avait le sens du partage, de la justice. Nous refusons qu'on dise que c'était un analphabète incompétent et qu'il a la paternité de tout ce qui a été fait de négatif. Sous le règne de Conté, il y avait l'unité dans ce pays, l'égalité des citoyens devant la loi, le sens du partage dont il a toujours fait preuve. Il avait horreur de l'injustice. Je profite de cette occasion et je sais que vous serez d'accord avec moi parce que tout ce que je dis est fondé, ce sont des choses tangibles ce n'est pas de la démagogie. Donc on va rendre hommage au président Conté, on va faire des prières et bénédictions pour le repos en paix de son âme parce que c'est un homme qui a rendu d'éminents services à la nation.

Ceux qui sont entrain de nier ça et qui sont en train de détruire l'unité de la nation, de tribaliser le débat politique, c'est Lansana Conté qui a libéralisé les ondes, aujourd'hui on est en train de museler la presse, de détruire ce qu'il a fait, nous n'accepterons pas…Je vais, après ça, rendre hommage à la présence de BK Bangoura qui nous a fait l'honneur d'assister à notre Assemblée Générale, pour le discours et les propos aimables qu'il a tenu à notre endroit. Je voudrais surtout rendre hommage à Makanera pour son discours militant, républicain. C'est un militant déterminé à mener le combat pour l'avènement d'une société plus juste et plus démocratique dans notre pays.

Je voudrais aussi rendre hommage à un homme, un notable du Fouta qui m'a soutenu depuis que j'ai décidé de me lancer dans le combat politique, Elhadj Lamarana Yéléta. C'est un homme courageux et intègre qui m'a encouragé et

accompagné, avant même que je ne vienne à l'UFDG et plus tard pour que je mérite la confiance que feu Bah Mamadou a placé en moi pour conduire les destinés de notre parti. Je suis heureux de la présence de cet homme qui est comme un père pour moi à notre Assemblée Générale.

Je voudrais enfin, sans être long, saluer les responsables de l'UFDG à tous les niveaux. A l'intérieur comme à Conakry, les listes sont en train d'être achevées, beaucoup ont fait preuve d'humilité, de responsabilité, comme je le leur avais demandé. Le consensus a prévalu partout parce que nous sommes un grand parti. L'objectif que nous avons, c'est de libérer le guinéen de la peur, de la faim, de l'insécurité, de l'injustice.

De réconcilier les fils du pays pour qu'on vive dans une société de fraternité, de convivialité où l'on respecte la loi et la tolérance. Les élections locales constituent une étape importante, je l'ai dit. Il y a beaucoup de partis qui explosent dans la constitution des listes, les responsables de l'UFDG sont en train de faire preuve de sens de responsabilité et d'humilité. Aujourd'hui à l'intérieur du pays, partout les listes sont en train d'être prêtes. Par consensus, les têtes de file ont été choisies. Je vous l'ai dit la dernière fois nous voulons présenter des listes dans les 304 communes du pays. Je pense que nous allons réussir à 96 ou 99 pour cent.

Partout un engouement fort pour les listes de l'UFDG. En Haute Guinée, en Forêt, en Basse Guinée et bien entendu en Moyenne Guinée, les gens ont fait preuve de responsabilité en privilégiant l'intérêt de notre parti. Ce sont des listes et des têtes de listes consensuelles partout. Je voudrais encore, là où ce n'est pas encore terminé, lancer un appel aux responsables du parti. Tout le monde ne peut pas être maire ou conseiller, beaucoup l'ont compris. Je lance un appel à tous les responsables pour que le consensus prévale partout.

Le RPG est en difficulté sur le terrain, vous le savez. Ce n'est pas de notre fait. C'est la mauvaise gestion et la mauvaise gouvernance. Il faut qu'on en profite. Ils en sont conscients. Ils vont compter sur la fraude, il faut que nous soyons prêts à refuser. On ne peut plus admettre que la fraude s'impose sur la vérité des urnes. Nous allons continuer à mener notre combat et désormais c'est la vérité des urnes qui s'imposera face aux aventuriers de la fraude. Restons mobilisés pour

sensibiliser les citoyens à voter pour les listes UFDG et soyons vigilants pour empêcher la fraude.

Discours de Cellou Dalein Diallo à propos du FNDC, (Conakry- Alors que la Guinée est secouée par une sanitaire, venue se greffer à une crise politique latente, l'opposant guinéen Cellou Dalein Diallo a brisé le silence. Dans un discours tenu ce jeudi 23 avril 2020 tard dans la soirée, le leader de l'UFDG a lancé un appel à ses compatriotes.

Chers compatriotes, je m'adresse à vous au moment où notre pays est secoué par une double crise : une crise politique profonde et une crise sanitaire sans précédent. La crise politique est due à l'entêtement d'un homme qui veut à tout prix confisquer le pouvoir exclusivement pour lui et son clan. Les démarches pour l'en dissuader n'ont pourtant pas manqué. D'abord des guinéens qui, sous la direction du FNDC, ont organisé de grandioses manifestations à Conakry, à l'intérieur du pays et à l'étranger pour montrer à Alpha Condé qu'ils ne veulent pas de troisième mandat. Ensuite, les autorités morales et religieuses se sont à leur tour mobilisées pour demander au Président guinéen de respecter la Constitution, d'arrêter le massacre de ses compatriotes et d'appeler à un dialogue pour aller à des élections transparentes et inclusives.

Enfin, la communauté internationale, notamment la CEDEAO, l'UA, l'OIF, l'UE, la France, l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis ont tous appelé au dialogue et à l'organisation d'élections inclusives sur la base d'un Fichier consensuel. Alpha Condé, rendu autiste par sa boulimie de pouvoir et les appétits de son clan, n'a écouté ni le peuple de Guinée, ni les autorités morales et religieuses de son pays, ni la communauté internationale. Le double scrutin qu'il a voulu s'est donc tenu le 22 mars. Mais il n'a été qu'un putsch.

Un coup d'État déployant non pas des chars et des tanks mais une liste électorale tronquée, des administrateurs territoriaux zélés et sans scrupules agissant sous la direction d'une CENI aux ordres. Malgré la corruption et un déploiement sans précédent des forces militaires et paramilitaires qui se sont livrées à toutes sortes d'exactions, le peuple s'est rebellé victorieusement contre cette mascarade. Déjà, le boycott actif du FNDC et de l'écrasante majorité de la jeunesse guinéenne n'avait pas permis la distribution du matériel électoral dans de nombreuses

circonscriptions. A maints endroits du pays, les cartes d'électeurs, les urnes, les isoloirs, les fiches d'émargement avaient été saccagés ou détruits.

L'organisation du scrutin a été assuré, non pas par les démembrements de la CENI, comme le prévoit le Code électoral, mais par les administrateurs territoriaux et parfois par des agents en uniforme. Le dépouillement, au lieu d'être effectué dans les bureaux de vote conformément à la loi, a eu lieu dans les sous-préfectures, les garnisons militaires ou les commissariats de police, sans la présence des membres du bureau de vote, ni des représentants des candidats.

Cette fraude massive a donné sans surprise les résultats voulus par Alpha Condé : plus de 61% de participation au référendum et 91% de « oui ». En ce qui concerne les élections législatives, le RPG-arc-en-ciel l'emporte à l'uninominale dans 37 circonscriptions sur 38. La seule circonscription qu'il a perdue est celle où il n'a pas présenté de candidat. A la proportionnelle, il l'emporte avec le même score mais décida de rétrocéder des sièges aux partis politiques qu'il avait convaincus de l'accompagner dans la mascarade. C'est ainsi que des partis dont la liste n'avait pas obtenu 2000 voix se sont vus octroyer plusieurs sièges sur la liste nationale alors que pour avoir un seul siège, il fallait 37000 voix. Cette situation aussi grotesque que dramatique pour notre pays s'est illustrée par l'existence de plusieurs députés uninominaux élus avec moins de 1% du corps électoral de leur circonscription.

Les conditions illégales et chaotiques de préparation et d'organisation de ce double scrutin sont telles que les résultats ne peuvent en aucun cas être considérées comme étant l'émanation de la volonté du peuple de Guinée. D'ailleurs, la quasi-totalité de nos partenaires au développement l'ont aussi reconnu et n'ont pas manqué de dénoncer le caractère non crédible et non inclusif du scrutin et du Fichier électoral.

Les graves violations des droits humains qui ont été constatées dans la préparation et le déroulement des élections ont ému la communauté internationale qui est sortie de sa prudence habituelle pour condamner sans ambages les exactions commises par les forces de défense et de sécurité avant, pendant et après le double scrutin. C'est pour toutes ces raisons que le FNDC a décidé de ne pas reconnaitre la Constitution et le Parlement qui sont issus de cette mascarade électorale et est déterminé à poursuivre son combat jusqu'à l'annulation pure et simple de ce double

scrutin qui ne repose sur aucune base légale et qui a été organisé en violation flagrante de la Constitution et des Lois de la République.

Chers militants et responsables de l'UFDG, je voudrais maintenant m'adresser à vous, pour vous féliciter pour votre remarquable contribution au succès de la lutte menée sous la direction du FNDC contre le coup d'état constitutionnel. Votre courage, votre abnégation, votre sens élevé de responsabilité, votre patriotisme ont été loués et l'esprit de sacrifice dont vous avez fait preuve tout au long de cette lutte a été unanimement reconnu.

Vous avez ainsi honoré votre Parti et son Président. Votre participation à ce noble combat pour la défense de la démocratie et de l'État de droit dans notre pays, a renforcé la confiance du Peuple de Guinée en notre Parti et en sa capacité à conduire, Je sais que cette victoire a été extrêmement coûteuse pour vous en raison des nombreuses exactions dont vous avez été l'objet pendant ce combat héroïque. Vous avez perdu des proches. Vous avez été nombreux à subir des traitements inhumains et dégradants. Plusieurs d'entre vous ont été blessés, kidnappés, séquestrés, humiliés, mutilés ; d'autres ont vu leurs domiciles violés, leurs boutiques et magasins, pillés et vandalisés. Dans l'unité et la justice, les destinées de notre Nation.

Je voudrais présenter mes condoléances les plus émues aux familles des victimes, souhaiter un prompt rétablissement aux blessés et exprimer ma solidarité à tous ceux qui ont subi, sous une forme ou sous une autre, la violence des forces de défense et de sécurité. Vous avez consenti tous ces sacrifices parce que vous aimez la Guinée et vous voulez libérer notre peuple de l'injustice, de la haine et de la violence. Vous souhaitez en effet que dans notre pays, règnent la paix, la justice, la démocratie et la fraternité. Nos sacrifices ne seront pas vains. Notre combat sera victorieux et la Guinée, notre pays, sera une Nation unie et une démocratie apaisée.

Nous devons tous ensemble être fiers de notre peuple, de sa jeunesse, du FNDC qui a donné un sens à notre mobilisation. Notre résistance à la dictature a permis de montrer au monde le vrai visage d'Alpha Condé, un homme prêt à sacrifier la vie et la santé de son peuple pour confisquer le pouvoir à son profit personnel et dans l'intérêt de son clan. Ceci dit, le serpent n'est pas encore mort. Il est vrai qu'il est décrédibilisé et au ban de la communauté internationale pour non-respect des

principes démocratiques et des droits humains. Mais le prix du sang de ceux qui sont morts pour notre liberté et les larmes de leurs familles, c'est la victoire finale contre les bourreaux de notre démocratie. Honorons ces martyrs en continuant notre lutte pour la Guinée de leurs vœux : une Guinée de tous les guinéens, démocratique et prospère. Mais aujourd'hui, il y a une urgence qui s'impose à toute l'humanité et qui devient partout la priorité des priorités parce qu'il s'agit de la santé et de la préservation de la vie.

Chers compatriotes,

La seconde crise à laquelle nous sommes confrontés est la crise sanitaire. En effet, notre nation, comme les autres nations du monde, est touchée par le coronavirus. Malgré la présence avérée de la pandémie dans notre pays, Alpha Condé a préféré exposer notre vie et notre santé en organisant son double scrutin le 22 mars. Nul n'ignore que l'attroupement que favorise toute élection augmente inévitablement les risques de propagation du virus.

Mais même après sa mascarade, en dépit de la propagation à un rythme effréné de la pandémie du covid-19 dans notre pays, Alpha Condé ne s'est pas soucié de calmer les tensions et de rassembler les guinéens pour faire face au danger sanitaire. Il ne s'est pas non plus occupé d'organiser son administration pour la riposte. Il s'est plutôt attelé à régler les comptes de ses adversaires politiques, à promulguer sa Constitution illégale et à installer son Parlement illégitime, à l'effet, pense-t-il, de rendre irréversible son coup de force du 22 mars. Vous aviez même entendu à l'époque le chef de la mouvance présidentielle déclarer et je cite : « Les deux cas de coronavirus ne vont pas empêcher la Guinée d'aller aux élections. Ce n'est pas parce qu'il y aura des élections le dimanche que le coronavirus va se fâcher ». La réalité d'aujourd'hui met en lumière le cynisme de ces propos.

En effet, la pandémie enfle chez nous. Elle se propage à une vitesse inquiétante en même temps qu'elle révèle avec force l'impéritie de l'administration et l'insuffisance criarde des infrastructures sanitaires. C'est avec effroi que les guinéens ont entendu Alpha Condé, face au corps médical, dire, je cite : « nous ne gérons pas bien les choses ». Un tel aveu d'impuissance commande à ce que les guinéens prennent leurs responsabilités, individuellement et collectivement.

Et dans cet effort, je sais que je peux compter sur les responsables, militants et sympathisants de l'UFDG, sur tous nos compatriotes d'ailleurs pour être attentifs

aux conseils d'hygiène dispensés par nos braves médecins, être disciplinés et ne pas céder à la panique. Chacun, là où il est, avec les moyens humains et financiers dont il dispose doit se mettre au service des plus démunis.

Notre combat politique n'aura aucun sens si dans ces moments de douleur et de deuil nous ne pouvons pas être aux côtés de nos compatriotes les plus fragiles. Malgré les exactions et les assassinats dont nous sommes victimes, nous avons l'obligation de rassembler toutes nos forces pour l'endiguement de cette maladie dans notre pays. Nous devons pallier l'irresponsabilité des autorités. Nous devons être forts là où elles ont été faibles. Nous devons faire bloc là où elles ont été dispersées. Je tiens à féliciter et encourager le personnel médical et soignant engagé sur le front de la lutte contre le coronavirus. Leur dévouement force l'admiration.

Mes chers compatriotes, guinéens de toute appartenance ethnique, de toute obédience politique, de toute confession religieuse, le salut de notre peuple face à cette pandémie passera par chacun d'entre nous. Alors, je vous exhorte à plus de responsabilité, de solidarité, de discipline, et de respect des gestes barrières édictés par l'OMS et nos médecins. Nous nous en sortirons, parce que je sais que nous sommes forts, parce que je sais que nous savons être solidaires face à tous les grands défis. Nous vaincrons cette maladie, parce que nous la combattons ensemble. L'homme a toujours vaincu les fléaux qui ont entravé la marche de l'humanité vers le progrès. Le coronavirus aussi sera vaincu. Que Dieu protège la Guinée et les guinéens !

Discours intégral du chef de file de l'opposition guinéenne et président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo pour sa participation à la présidentielle du 18 octobre 2020 (*7 septembre 2020*)

Mesdames et Messieurs les Membres du Bureau Exécutif ;
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil National des Sages ;
Mesdames les Membres du Comité National des Femmes ;
Mesdames et Messieurs les Membres du Comité National des Jeunes ;
Mesdames et Messieurs les Invités ;
En ce moment crucial de la vie de notre pays, à travers vous, c'est à toute la Nation guinéenne que je m'adresse. La décision que je prends ce matin, dont l'histoire sera témoin, est lourde de conséquences pour chaque guinéenne et pour chaque guinéen. Elle n'implique pas que notre Parti, elle est si essentielle qu'on sait qu'elle affectera

le cours de notre destin à tous. J'ai entendu vos cris de cœur. Je mesure à sa juste valeur la gravité de la situation sociopolitique de notre cher pays.

Je mesure également le poids de l'immense responsabilité qui pèse sur mes épaules en ces temps d'incertitudes, d'inquiétudes, voire même de solitude. Je sais vos attentes. Je connais vos appréhensions. Je sens en moi chacune de vos interrogations, puisqu'elles ont résonné chaque jour dans le tréfonds de mon âme, ces dernières semaines. Vos craintes sont justifiées. Elles sont légitimes. Lorsqu'on a affaire à un président roublard et sans scrupules, chacune de nos actions doit être questionnée avec intelligence, posée avec pertinence.

Chers compatriotes,
Mon choix de diriger un parti politique procède d'une conviction inébranlable : pour accéder au pouvoir, il faut participer à des élections. J'ai fait le choix de conquérir le pouvoir par le biais de la confiance du peuple, qui s'exprime librement par le suffrage universel. Je suis un républicain convaincu, attaché aux valeurs universelles de démocratie. Je suis par ailleurs un homme préoccupé par la paix et la cohésion sociale dans notre pays.

C'est au nom de ces principes qu'en 2010, lorsque ma victoire à l'élection présidentielle m'a été volé, je me suis abstenu de toute réaction qui aurait pu déboucher sur une guerre civile compte tenu du contexte qui prévalait. Au nom de ces principes et de ces valeurs, j'ai été écrasé par un profond dilemme : celui d'aller à cette élection présidentielle ou pas. Alors, ces derniers jours, j'ai posé beaucoup de questions et j'ai beaucoup écouté. J'ai écouté parce que j'avais besoin d'entendre la lumière de la sagesse de chacun pour éclairer mon chemin. J'ai écouté parce que j'ai l'intime conviction que chacune de mes décisions doit être le fruit d'une concertation nourrie de contradictions, d'interrogations, d'oppositions, afin que chaque voix pèse de tout son poids dans la décision. Le choix de participer à une élection alors que la transparence et l'équité du scrutin ne sont pas garanties n'est pas facile à faire.

La complexité de ce questionnement a hanté mes nuits traversées d'insomnies, mes journées chargées d'interminables rencontres avec des interlocuteurs issus de toutes les catégories socio-professionnelles. Fort de tous ces échanges, de tous ces avis, c'est maintenant à moi, en tant que président du Parti, qu'il est revenu de clôturer

ces débats, en toute responsabilité. La décision prise en concertation avec mes proches collaborateurs d'engager l'UFDG dans cette compétition repose sur les avis motivés de l'écrasante majorité de nos Fédérations de l'intérieur et de l'extérieur ainsi que du libre choix des membres du Bureau Exécutif National.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil National, Maintenant, vous me faites l'honneur de me demander de représenter notre Parti à cette élection. Ai-je vraiment le choix, lorsque les militants et responsables de notre Parti, dans leur quasi-unanimité, me le demandent ? Ai-je vraiment le choix quand on sait que les guinéens, dans leur écrasante majorité, me font confiance, et fondent en ma modeste personne tout leur espoir, toutes leurs espérances, comme ultime rempart face au pouvoir despotique et clanique d'Alpha Condé ? Ai-je vraiment le choix, le choix de renoncer face à une horde sans foi, ni loi qui a décidé de confisquer le pouvoir, de diviser notre pays et de piller nos ressources ?

Ai-je vraiment le choix quand on est face à un adversaire obsédé par le pouvoir, qui ne se préoccupe ni de nos routes, ni de nos hôpitaux, ni de nos écoles ? Ai-je vraiment le choix quand on est face à un pouvoir qui n'a aucun égard pour les droits humains, les règles et les principes de l'État de droit et de la démocratie. J'ai encore, frais dans l'esprit et chaud dans le cœur, la mémoire de tous ces jeunes martyrs, tombés tragiquement sous les balles assassines de ce régime sanguinaire. Que leurs âmes reposent en paix ! Que Dieu nous donne la force et le courage de poursuivre leur combat jusqu'à la victoire finale !

Mes chers compatriotes, Le sacrifice de ces jeunes concitoyens appelle à la résistance. Leur sang engage à la détermination. Leurs âmes cueillies à la fleur de l'âge ou au zénith de leur vie réclament la liberté et la prospérité au bénéficie du peuple de Guinée pour lequel elles sont tombées. Non, ce n'est pas en allant aux élections qu'ils nous condamneront.

Nous n'avons pas le droit de nous résigner ou encore nous apitoyer sur notre sort, et se laisser prendre dans la houle d'une quelconque culpabilité qui nous fera perdre de vue l'essentiel. Le coupable, ce n'est pas nous,3 c'est Alpha Condé. C'est lui qui a armé sa milice et jeté cette horde sauvage aux trousses de nos combattants. En ce qui nous concerne, nous avons l'obligation de nous dresser devant Alpha Condé,

sans concession aucune, pour honorer les corps de nos martyrs tombés sur le chemin de la liberté.

Mes chers compatriotes,
En ce jour, je me tiens devant vous par ma conviction inébranlable que notre combat doit continuer. Je me tiens devant vous par la force de votre confiance permanente en moi et au nom du serment de la construction d'une Guinée que je vais unir et servir. Mais il ne faut pas se leurrer. Avec une Constitution falsifiée, dont l'application est partiellement suspendue, un Fichier électoral tronqué et taillé sur mesure, une CENI et une Cour constitutionnelle totalement inféodées à Alpha Condé, la tâche sera ardue.

Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut céder aux forces de l'abandon. La Guinée est aujourd'hui dans une situation de non droit. Il faut obligatoirement corriger cela par un retour rapide à un ordre constitutionnel normal. Nous le ferons ensemble. C'est donc dans la foi de cet exaltant projet commun, celui de libérer notre pays de la dictature, que j'accepte votre décision de m'investir comme candidat de l'UFDG à l'élection présidentielle du 18 octobre 2020. Ensemble, nous rétablirons la souveraineté du peuple, une souveraineté aujourd'hui travestie et détournée. La dictature n'est pas une fatalité.

L'alternance démocratique est possible. Elle est à notre portée. Pour garantir cette volonté de changement, nous devons nous engager dès maintenant à nous battre. Se battre pour gagner. Se battre pour conserver notre victoire. Se battre pour vivre dignement sur cette belle terre de Guinée que nos ancêtres nous ont léguée. Oui, si Alpha Condé ne reconnait pas sa défaite dans les urnes, nous saurons la lui démontrer dans la rue, sans coup férir. Et nous prenons déjà à témoin la communauté internationale qu'il est hors de question cette fois-ci que notre victoire soit confisquée. Il est temps qu'elle interpelle Alpha Condé, qu'elle lui rappelle les règles élémentaires de la démocratie. Si c'est entre nos mains qu'elle abandonne cette mission, alors Alpha Condé assumera toutes les conséquences de son entêtement et de sa kleptomanie électorale.

Nous lui donnons rendez-vous le 18 octobre. Nous lui montrerons que notre volonté de changement et d'alternance ne se négociera plus. 2020 n'est pas 2010, encore moins 2015. Nous sommes prêts. Nous gagnerons. Qu'Alpha Condé se le tienne

pour dit. Cela est écrit. Cela sera accompli. J'accepte donc votre mandat de représenter notre Parti à l'élection présidentielle à condition que vous vous engagez résolument et dès maintenant à voter et à sécuriser les suffrages que les guinéens ne manqueront pas de nous accorder, et de vous battre pour refuser, quoi qu'il arrive, que notre victoire nous soit volée comme ce fut souvent le cas.

En acceptant de participer à cette élection, nous avons voulu, en plus des manifestations pacifiques auxquelles l'UFDG continuera de prendre part, transporter notre combat contre le troisième mandat dans les urnes, parce que nous sommes déterminés à user de tous les moyens légaux pour empêcher Alpha Condé de s'octroyer une présidence à vie. Est-ce que vous êtes prêts à refuser le vol de notre victoire dont Alpha Condé est coutumier ? J'accepte votre mandat en espérant aussi que le dialogue politique inter-guinéen annoncé par la CEDEAO se tiendra et examinera de manière objective les revendications de l'Opposition politique, conformément à notre droit national et au Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance. Rappelons que ces revendications, déjà soumises à la délégation conjointe de la CEDEAO, de l'UA et des NU lors des deux réunions préparatoires de ce dialogue, concernent notamment :

1- L'annulation du double scrutin du 22 mars ;

2- L'audit et l'assainissement du Fichier électoral ;

3- L'achèvement des élections locales du 4 février 2018 par l'installation des Conseils de quartier et de district ainsi que des huit Conseils régionaux ;

4- L'ouverture du processus électoral aux partenaires traditionnels de la Guinée dans l'organisation des élections, notamment l'UE, l'OIF et les NU ;

5- L'envoi d'une mission tripartite (CEDEAO, UA, NU) pour faire le bilan des violences policières lors des manifestations du FNDC contre le troisième mandat.

Dans tous les cas, nous serons là, dans les urnes, dans la rue, sans tanks ni fusils mitrailleurs, sans faux bulletins pour bourrer les urnes et nous ferons face à toute volonté de confiscation de nos suffrages et pour imposer la vérité des urnes. Nous avons une seule arme, la plus grande de toutes : le peuple. Et le peuple gagne toujours. Je serais devant la pointe de l'épée, le fer de lance, la poudre du canon. Nous ne déserterons pas ! Je ne déserterais pas ! Dans ce champ de bataille, je ne fléchirais pas. Le vol a assez duré. Le mensonge a suffisamment fait du mal. Il est temps que nous soyons l'immense tempête salvatrice qui souffle définitivement ce monde délinquant et déliquescent. Je vous remercie.

Transcription du corpus des enquêtes de terrain sur les violences ethniques en Haute Guinée

Présentation du contexte social : sur les traces des pilleurs

Les 22 et 23 octobre 2010, le centre urbain de Siguiri a été le théâtre de violentes attaques de domiciles et de lieux de commerce des ressortissants de la Moyenne Guinée. Ces attaques sont l'œuvre de jeunes militants du RPG, tous malinké. De mémoire les habitants de la ville de Siguiri n'avaient jamais vécu de tels évènements, ni en 1991, ni en 1993 encore moins en 1998. « L'histoire telle que je l'ai vécue, je n'en avais jamais vu pareil, a déclaré un vieux âgé d'une soixantaine d'années. « Autres temps, autres mœurs », dit-on. Difficile de dire ce qui s'est réellement passé.

Les 28 et 29 octobre 2010, en arrivant à Siguiri, tout visiteur qui se promène un tant soit peu son regard, est frappé par les traces des scènes de pillages de domiciles, kiosques, restaurants, boutiques et magasins, réduits à des débris de fer ou en morceaux de bois ou encore en des bâtiments qui n'existent que de noms, leurs contenus ayant été incendiés ou emportés par les assaillants.

Dans le marché de Siguiri, situé au cœur de la ville, la moitié d'un bâtiment a trois étages disposant d'une vingtaine de boutiques, kiosques et autres baraques a été pillé et incendié. Une épaisse couche de fumée sur son mur montre la hauteur des préjudices causés. Ledit bâtiment appartenait à un certain Baba Hann, homme d'affaire résidant à Conakry.

La même image s'offre au regard de tout visiteur qui fait un tour dans le reste du marché. Mais il y a un paradoxe. Selon des témoignages concordants, ces kiosques, restaurants, boutiques et magasins, partis en fumée, pillés ou vandalisés, appartenaient à des Peulhs de la Moyenne Guinée, jugés militants et sympathisants de l'Alliance composée du Parti de « Cellou Dalein Président » et de l'UDC.

Dans plusieurs quartiers de la ville de Siguiri, dont Labé-Koura ou Ponba-daakö ou encore Camp-Köfè, Siguiri-Koura 1 et 2, Sökourala, le visiteur est frappé par le même spectacle des traces de pillages effectués dans « onze domiciles » encore appartenant à des Peulhs venus de la Moyenne Guinée et installés à Siguiri, pour la plupart, il y a plusieurs dizaines d'années.

Au quartier Labé-Koura, M. Abdoulaye Diallo, assis sur un tabouret, au milieu de sa concession démolie, dégage quelques débris de ce qui reste sa terrasse pour faire la prière de 14h avec son frère qui a eu de la peine pour se lever et nous saluer. Le regard hagard, M. Abdoulaye Diallo nous a accueilli avec une vive émotion sur la voie et après lui avoir dit l'objectif de notre visite, il accepte de témoigner.

C'est dans ce contexte particulier de violences électorales communautaires, que nous avons effectué le déplacement pour Siguiri en vue de recueillir des témoignages de tous ceux qui ont accepté de répondre à nos questions. Mais avant de nous rendre sur le terrain, nous avons auparavant préparé le guide l'entretien qui se présente de la manière suivante :

Guide adressé aux parents, leaders communautaires, élus locaux et Institutions/ONG

Préambule

Je suis Diallo Mamadou Lamine, chercheur (doctorant) à l'Université de Bordeaux Montaigne, au Laboratoire CLARE (Cultures, Littératures, Arts, Représentations, Esthétiques-EA4593)/CELFA (Centre d'Études linguistiques et littéraires Francophones et Africaines). Je mène une recherche portant sur la thématique : « *Discours à l'ethnie, discours ethnique, approche énonciative et idéologie des lieux communs dans la parole politique en Guinée* ». Mon objectif est de montrer le rôle que joue l'ethnie et/ou des groupes communautaires dans le processus d'adhésion aux partis politiques et dans leur mode de fonctionnement.

Pour mieux cerner ces questions, mon travail consistera plus spécifiquement à : i) examiner l'influence du facteur ethnique dans la vie politique en Guinée ; ii) montrer que la communautarisation des partis politiques peut être source de division et d'affaiblissement de la cohésion nationale ; iii) déterminer les causes psychosociologiques de de la communautarisation des partis politiques et de relever les conséquences de cette dernière sur la vie politique et sociale.

Vous avez été identifié pour participer à la collecte des données. Votre participation est importante pour la réussite de l'étude. Je vous garantis de la confidentialité et de l'anonymat de vos réponses.

- Date :
- Lieu :

I. Profil des enquêtés

- Age :
- Sexe :
- Niveau d'instruction :
- Type d'activité pratiquée/profession :
- Type de famille :
- Monogame :
- Polygame :
- Domicile :
- Religion :

- Musulman
- Chrétienne :
- Autre :
- Origine :
- Ethnie :
- Langues parlées :
- Langue de l'entretien :
- Lieu de l'entretien :
- Heure de l'entretien :
- Durée de l'entretien :
- Autre (à préciser) :

II. Des mécanismes d'existence et de fonctionnement des partis politiques

- Parlez-nous de la politique et des partis politiques tel cela se pratique dans la région. Sinon dites-nous comment se présente les mouvements politiques dans l'ensemble ?
- Hier (depuis l'indépendance)
- De nos jours :

III. Appréciations et perceptions

- Pensez-vous que les activités des partis politiques participent à la détérioration du tissu social ?
- Si oui, expliquez :
- Si non les mouvements politiques participent-ils plutôt à la consolidation du tissu social
- Expliquez :

S'il y a d'autres aspects, parlez-nous-en davantage.

IV. Prise de décision dans le cadre des activités des partis politiques

- Comment les décisions sont prises au sein de votre parti politique d'appartenance :
- Quels moyens sont-ils mis en œuvre pour mobiliser les militants du parti au cours des rassemblements politiques ?
- Quels types d'activités mènent les militants des partis politiques
- Réception :

- Campagnes politiques :
- Bénéficiaires des mouvements :
- Manipulation des jeunes :
- Sensibilisation à une prise de conscience face à la situation sociopolitique

V. Causes liées aux mouvements politiques

- Pour quels motifs (causes) mobilisez-vous au sein de votre parti politique ?

La ville représente-t-elle le principal espace public de vos manifestations politiques ?

- Quel est le rôle de chaque acteur dans la perpétuation du mouvement :
- Niveau national :
- Niveau local :

VI. Comportements et relations avec les autres

- Quels sont les types de comportements et les attitudes des autochtones ou « contigües » vis-à-vis des étrangers ?
- Type de comportements et attitudes des étrangers vis-à-vis des « contigües »
- Comportements et attitudes entre eux :
- « Contigües » et « contigües » puis étrangers et étrangers

VII. Impact des partis politiques sur la vie des citoyens

- Quelles sont les incidences des actions menées par les partis politiques sur le développement socioéconomique local ?
- Sur les relations humaines
- Sur la socialisation et l'épanouissement
- Autres :

VIII. Questions d'ancrage

- **Selon vous :**
- L'ethnocentrisme et l'ethno-stratégie politique constituent-ils des entraves au processus d'intégration nationale en Guinée ?
- Quels sont les facteurs qui sont à la base de la mobilisation au sein des partis politiques, et qui influencent leurs modes de fonctionnement ?
- Mieux, comment aussi, le peuple guinéen se fourvoie-t-il sur ces questions de clivages communautaristes, jusqu'à les cristalliser comme un agrégat légitime ou légal ?
- Les acteurs politiques guinéens tiennent-ils compte de l'appartenance ethnique dans le recrutement d'adhérents, ainsi que dans le mode de fonctionnement de leur parti ?
- Ou ce sont les militants qui fédèrent les partis politiques selon leur appartenance ethnique, linguistique, d'origine ou communautaire ?
- La communautarisation des partis politiques et donc de la vie politique en Guinée peuvent-elles être à la base de la fragilisation du lien psychosocial et de la cristallisation du clivage entre les quatre (4) régions naturelles pays ?
- Ou alors c'est l'absence de solidarité entre les partis politiques qui affaiblit leur force de lutte pour obtenir un changement démocratique.
- Le silence ou la timide réaction de la communauté internationale contribue-t-elle à la perpétuation de ce régime politique de répression en Guinée ?
- Ou alors c'est l'existence d'une armée répressive fidèle ou soumise au Président qui constitue une entrave à toute revendication en faveur de l'alternance démocratique ?

Selon vous :

- Les médias et la religion contribuent-ils à maintenir les régimes politiques en place ?
- Le poids du passé constitue-t-il une entrave au changement démocratique en Guinée ?
- **Ou** alors c'est le manque de volonté politique chez les autorités au pouvoir en faveur du changement démocratique qui expliquerait l'absence d'alternance politique en Guinée ?

En fin :

- La constitution d'une oligarchie des forces de défense et de sécurité et de clans divers est-elle la cause du quadrillage systématique du pays en vue d'empêche le changement démocratique ?

Je vous remercie

Canevas :

Sujet 1

« Je suis venu à Siguiri auprès de feu mon père, en 1988. En 1993, les Siguiri kas avaient menacé de nous chasser. Idem en 1998. »

« La semaine dernière, après avoir fini de faire ma lecture matinale du Coran, chez mon maître, j'ai pris ma moto pour me rendre au marché. J'étais en train de déjeuner ce samedi matin, quand j'ai aperçu une foule se diriger, avec des coupe-coupe, des haches et des barres de fer, scandant en malinké, qu'elle va chasser les peulhs de leur territoire. J'ai pris la fuite. »

« Arrivé au Pont-bada, j'ai trouvé qu'il frappait deux de mes amis. J'ai essayé de fuir, ils m'ont jeté des pierres. »

Sujet 2

« J'ai été égratigné au front, mais je suis arrivé chez moi et ordonné toute la famille d'entrer dans les chambres et j'ai fermé ma cour. »

« Mais un instant après, le groupe est venu. J'avais deux fusils de chasse, j'ai tiré deux coups en l'air pour les dissuader mais ils sont venus démolir ma concession. »

Sujet 3

« Ce groupe s'est sauvé mais, un troisième est venu casser le portail. J'ai encore tiré plus de huit coups de feu, pour alerter les militaires viennent me secourir, car je ne suis pas à plus de deux cent mètres du camp d'infanterie de Siguiri. »

« Mais j'ai été victime de trois fois de casses, aucun sage, aucun homme en tenue, ni aucun imam n'est venu s'enquérir de ce qui s'est passé chez moi. »

« Je me suis rendu compte après que la foule a fini de piller ma maison, emporté ce qu'elle a pu et détruit le reste, que je ne suis pas la seule victime. »

« Ils ont frappé mon frère qui s'en est sorti avec une entorse. Ils ont blessé ma première fille sur son épaule et son sein gauche. Ils ont sorti nos motos pour les casser et les brûler dehors. »

« C'est ainsi que certains voisins nous sont venus au secours. Ce fut la débandade. »

Sujet 4

« Ce 28octobre, Abdoulaye Diallo a fini de rapatrier sa famille à Dalaba, il ne reste que son frère Mamadou Thiörori Diallo, né en 1976 à Dalaba. »

« Mais il n'a pas été victime de pillage de domicile, il dit avoir perdu dans un des magasins, plus de quatre cent quarante-deux millions et poussières de francs glissants, un autre, que les pilleurs n'ont défoncer, a été incendié par de l'essence c'est mon principal lieu de garde d'objets de valeurs et d'argent. »

Sujet 5

« Les papiers de ma concession, de trois de mes parcelles, les papiers de contrats de bail, et cinq millions de francs CFA, que je venais d'emprunter, ont été emportés par le feu. En plus du riz et du sucre d'une valeur de quatre-vingt-sept millions de francs guinéens, ont été emportés. »

Sujet 6

Il déclare qu'après avoir demandé le secours au Commandant de l'infanterie de Siguiri, celui-ci lui aurait dit :

« C'est vous qui les avez provoqués chez eux, on ne peut pas intervenir. »

« Devanture jonchée d'habits, d'articles divers et d'ustensiles de cuisine, nous sommes au domicile de M. Ibrahima Diogo Barry, également opérateur comique de Siguiri, ressortissant de la Moyenne Guinée, fief de l'Ufdg. »

Sujet 7

« Le spectacle ressemble aux ravages d'une guerre sanglante. Dans les chambres de la maison principale, l'on ne voit que des habits éparpillés un peu partout, des matelas, des thermos cassés, le reste est calciné. »

« Au salon, se trouve un matelas d'une place et d'autre âge, servant aujourd'hui de lit au propriétaire des lieux, que nous avons porté absent. Dehors, une poule qui caquetait, cherchait à picorer devant une cuisine aux battants emportés et vide e son contenu. »

Sujet 8 (en focus groupes)

« Des témoignages concordants indiquent également qu'une nourrice de trois mois, y a été violée par une vingtaine de pilleurs.

Les membres de la famille, à en croire une source proche de la famille, se sont réfugiés dans la République du Mali voisine. »

Sujet 9

« Portail cendre calé par une grosse pierre, nous sommes à l'entrée de la concession de l'opérateur comique El Hadj Mamadou Kenda, au quartier Labé-Koura. C'est là qu'a été tué Ibrahima Bah, vieil opérateur économique de Kankan, le samedi 23 octobre 2010, dans la furie des Siguiri kas du Rpg contre les peulhs ».

Sujet 10

« *Il ne reste dans la demeure de Kenda, qu'une voiture Peugeot 505 et d'une Mercédès violette immatriculée RC 2590 S. Le propriétaire des lieux, vendeur de Cigarettes, s'est enfui vers le Mali, après avoir perdu, dit-on, quelques 650 cartons dont le prix par carton varie entre 1 million et 1 million 500 mille francs glissants*. »

Sujet 11

« El Hadj Moustapha, du quartier Siguiri-koura2, à quelques mètres du Camp d'infanterie fustige le mutisme et l'indifférence des autorités locales de Siguiri. »

« Il a ramené sa famille au Foutah, mais il dit qu'il a peur »

« *Les Malinkés de Siguiri nous menacent de mort si Cellou Dalein sort victorieux au second tour, face à Alpha Condé, leur leader. ».*

Quel sort serait-il réservé au scrutin du 7 novembre prochain ?

Sujet 12

« *Moi, je pense qu'il y a deux solutions qui s'offrent aux organisateurs de l'élection. Un, faire voter tous les militants d'où qu'ils sont allés, ou bien annuler les voies de la circonscription électorale de Siguiri.* »

Sur quoi se base-t-il pour affirmer cela ?

Sujet 13

« Plus de la moitié des militants de l'Ufdg de Siguiri ont pris la fuite. Ceux qui sont restés ne veulent pas aller voter à la date prévue. Les malinkés disent qu'Alpha Condé ne doit pas avoir de concurrent après le premier tour de la présidentielle. ».

Sujet 14

« El Hadj Moustapha, encourage les électeurs d'ailleurs à sortir massivement pour voter. »

Sujet 15

El Hadj Lamine Diallo, vendeur de motos et de marchandises diverses, est également opérateur comique de Siguiri, victime des actes de vandalisme du samedi 23 octobre à Siguiri. Il raconte :

Sujet 16

« Je suis à Siguiri depuis 1981. J'ai beaucoup investi ici, mais aujourd'hui, les malinkés de Siguiri ont tout emporté et tout gâté. Ils voulaient détruire ma concession, mais mon voisinage est intervenu pour les empêcher.

La foule a cassé tout de même, les vitres de ma maison. Des amis m'ont aidé a ramené ailleurs une grande partie de ma famille.

Sujet 17

Mes amis de Conakry m'ont promis de m'envoyer une voiture pour rentrer au Foutah avec le reste de ma famille. »

Il dit avoir été victime de cent vingt motos de marque, entre autres, « Super No 1 » et « Super Original ».

Il ajoute : « Les pilleurs ont épargné un de mes magasins, du fait que c'est un des leurs que j'ai employé là-bas pour la vente de mes motos. Il y avait là-bas 48 motos. C'est le seul magasin qui me reste aujourd'hui. »

Il accuse : « Lorsque je suis allé vers les agents des forces de l'ordre et de sécurité, ils m'ont dit qu'ils n'ont pas reçu l'ordre d'intervenir pour rétablir l'ordre et sauver nos biens et propriétés. »

Sujet 18

« C'est alors que je suis allé chez Tidiane Traoré, représentant du Rpg à Siguiri, parce que c'est avec lui j'ai baillé la terre pour construire mes boutiques. »

« Il n'y était pas ? »

« J'ai appelé M. Savané, son ami du Rpg. Quand celui-ci a appelé Tidiane Traoré, ce dernier lui a dit : ah ! Mais on a fini de déclencher le mouvement… Je n'ai pu avoir de secours pour sauver mes biens.

Sujet 19

Mais ce qui me fait mal, les malinkés nous doivent beaucoup d'argent à travers les crédits que nous leur avons fait. Mais on n'ose pas leur réclamer, ni ce qu'ils nous retiré. Je ne peux plus rester à Siguiri. »

Sujet 20

Dans la concession d'un certain M. Diallo, caché quelque part à Siguiri, les Siguiri kas jureraient de le tuer dès qu'ils le retrouveront, nous y arrivons au crépuscule. Dans la cour, pas une âme qui respire, si ce ne sont une dizaine de caprins, cinq à six canards, deux bovins. Les canards ont élu domicile sur le matelas, laissé dehors, au milieu de la devanture.

Les moutons devant la cuisine, gardent encore leur espoir, à chaque fois qu'un visiteur s'y rend, ils s'y approchent comme pour rechercher leur propriétaire. Dans la cuisine, une chèvre et son chevreau, y passent la nuit. Un trou percé au mur de la cuisine, leurs servent de porte d'entrée et de sortie, ils sautent dehors à chaque fois qu'un visiteur s'y introduit.

Sujet 21

« M. Diallo, de l'Ufdg aurait rapatrié sa famille et cherchait à évaluer, en catimini, les dégâts subis par les ressortissants de la Moyenne Guinée, d'où lui-même est originaire. »

Sujet 22

Une vieux peulh ex-manitou de l'administration, rencontré quelque part dans une ruelle menant vers la cité administrative de Siguiri, a témoigné :

« L'acte était prémédité. La stratégie du Rpg est de chasser les peulhs de Siguiri, pour préparer la fraude en faveur d'Alpha Condé. »

Au bord des larmes, notre interlocuteur a ajouté :

« El Hadj Pathé Barry, originaire de la sous-préfecture de Saramoussaya, préfecture de Mamou, né à Siguiri il y a 82 ans, a quitté Siguiri hier matin (jeudi 28 octobre Ndlr). Il était le représentant des sages peulhs à Siguiri.

Il a ses enfants ici. C'est un handicapé, qui a donné toute sa vie à Siguiri. Il a plus de 22 enfants mariés à Siguiri, mais il a quitté Siguiri avec les larmes.

Sujet 23

Nous l'avons prié de rester, mais il a menacé de se suicider, c'est alors qu'on l'a envoyé à Saramoussaya. Cela m'a donné à réfléchir. Il n'y a pas de raison qu'on nous batte, qu'on nous tue à Siguiri. Nous avons passé plus de la moitié de notre existence ici… Mais nous allons quitter avec un pincement au cœur, pour des raisons politiques. »

Sujet 24

Comme ces témoins, « il y en a eu plusieurs autres victimes accusées d'avoir fait que la P'Tite Cellule Diallo a été deuxième à Siguiri, devant Mamadi Diawara du PTS, natif de la localité et après Alpha Grimpeur. »

Ce sont entre autres : Mamadou Aliou Barry qui relate :

« Qu'aucun être humain, si intelligent soit-il, ne pourra jamais dire avec exactitude, les pertes que les peulhs ont subi à Siguiri entre vendredi 22 et samedi 23 octobre 2010. ».

Sujet 25

Ce ressortissant de Tougué, de la localité de Koïn-Kansangui, rencontré à la gare routière de Siguiri le 28 octobre alors qu'il venait d'assister au départ de sa famille, raconte :

« J'ai été victime des pillages comme les autres ressortissants de la Moyenne Guinée, au nez et à la barbe des forces de sécu et de désordre basées à Siguiri. »

Sujet 26

D'où il réside il y a une trentaine d'années. Il a dit : « *je cherchais des moyens pour son retour définitif à son Tougué d'origine. »*

Le lendemain, nous l'avons croisé en plein marché de Siguiri, avec en main des cartes de recharges téléphoniques. Comme un mendiant, il nous a interpellé et confié avoir perdu « *une caisse condamnée* » d'où il mettait du lundi au vendredi « *dix mille francs guinéens, chaque jour, il y a une vingtaine d'années.* »

Sujet 27

Abdoul Aziz Diallo, originaire de Labé, Hafia, victime des pillages dans les boutiques de M. Baba Hann a dit :

« Je rentrais d'un voyage sur Conakry, mais on m'a tout emporté. »

« J'avais apporté beaucoup de marchandises, dont je ne peux estimer la valeur, » avant d'accuser, comme ces prédécesseurs, les autorités d'être restées indifférentes face aux exactions commises par les militants du Rpg sur les militants de l'Ufdg.

Sujet 28

« Nous avons, en vain essayé, de joindre un certain Daye Kamissoko, jeune membre influent du Rpg, plusieurs fois cité, par les militants du camp adverse dans la conduite des scènes de pillages enregistrées à Siguiri. Son numéro que nous avons obtenu, nous a toujours joué aux abonnés absents. »

Sujet 29

« Nous avons été indexé, à plusieurs reprises, par des jeunes siguirinkas de photographier les lieux vandalisés, pillés ou détruits par certains d'entre eux.

A la gare routière de Siguiri, nous avons été arrosé de tous les noms d'oiseau, pour avoir photographié un camion, qui venait de faire son plein de passagers pour Dinguiraye. »

Sujet 30

« Tout a commencé avec les retours en province, le jeudi 21 et vendredi 22 octobre derniers, de la P'Tite Cellule Diallo, prési de l'Ufdg et d'Alpha Grimpeur, prési du Rpg. Quand le soir du 22 octobre, la Rtg a diffusé successivement les images de leurs accueils dont ils ont fait l'objet de la part de leurs militants à Conakry. »

Sujet 31

« Des jeunes militants des deux candidats suivaient ensemble la télévision nationale, dans un bar café appartenant à un jeune peulh, situé près du camp d'infanterie de Siguiri. Aux images montrant l'accueil de Cellou Dalein Diallo, les jeunes se sont aperçus que ledit accueil a drainé du monde sur plusieurs kilomètres de l'axe Kagbélen-Cimenterie-Sonfonia-Gare-Enco5-Cosa-Koloma-Bambéto-Hamdallaye-Dixinn-Camyenne-Kameroon-Palais du peuple, sur la route Leprince. « Lorsque les jeunes militants du Rpg de Siguiri ont vu ce monde, de Kagblèn au Palais du peuple, ils n'en revenaient plus, » confie un militant de L'UFDG.

Sujet 32

« Ils se sont dit que les peulhs ont pris le pouvoir, mais qu'il n'en est pas question. Ils ont alors aussitôt jeté des pierres sur le poste téléviseur du barman, qui s'est

cassé aussitôt. Ils ont pillé les magasins des peulhs situés aux environs, de 22h à 00heure, et ils ont ciblé les lieux à casser le lendemain.

Le samedi ils se sont mis à attaquer, pour voler, casser, piller, incendier les boutiques, kiosques et bars et maisons appartenant aux ressortissants peulhs de quelque obédience politique que ce soit. » a ajouté un témoin.

« La Police, la gendarmerie n'ont pas réagi. Les jeunes de Siguiri se sont mis aussi à frapper les gens, violer des femmes. Cela a créé la panique au sein des ressortissants peulhs. Il a fallu l'arrivée du Gouverneur de Kankan vers 17h, avec les agents de la Fossepel, pour dissiper les ardeurs des pileurs, » nous a confié un féru de l'Alliance CDP « Cellou Dalein Président ».

« D'habitude si la RTG diffuse les images d'Alpha Condé, ils quittent le bar, si c'est à domicile, ils changent de chaîne, pour ne pas suivre celles de Cellou Dalein. »

« C'était quelque chose qui était préparé depuis le limogeage de Louncény Camara à la tête de la CENI et le report de la date du 24 octobre, pour la tenue du scrutin du second tour, » a ajouté un autre.

Sujet 33

Selon plusieurs témoignages, c'est un certain *« Pipo », jeune fana du Rpg qui aurait commencé le premier jet de pierre dans le bar situé en face du camp d'infanterie de Siguiri.*

« Un autre témoin a accusé Ousmane Kaba de l'Alliance Arc-en-ciel d'Alpha Grimpeur, d'avoir dit, cinq jours avant les évènements douloureux de Siguiri, que : « Bientôt nous allons chasser les rats de Siguiri… »

Pour certains, « c'est du fait qu'il a été dit à Cona-cris, que des militants du Rpg ont été empoisonnés par de l'eau intoxiquée que des militants de l'Ufdg, leur auraient vendue à l'occasion du retour d'Alpha Grimpeur, de son fief de la Haute Guinée, le 22 octobre. »

« Les malinkés, avaient juré, la main sur le palpitant, qu'ils vengeraient l'acte. Ainsi dit, ainsi fait. »

Sujet 34

« Les conséquences, ont été nombreuses, sur 29 000, ressortissants de la Moyenne Guinée, 22 000 auraient regagné leurs préfectures d'origine dont Dinguiraye, Mamou, Tougué, Dalaba, Labé, Dabola.

D'autres auraient piqué tout droit sur Cona-cris, laissant derrière eux maisons et pères de familles. » selon un responsable administratif.

Selon des témoignages concordants, « ces derniers vont plier bagage à leur tour avant le second tour de la présidentielle prévue le 7 novembre. »

Sujet 35

« Parmi ceux qui sont partis, les assesseurs et superviseurs des bureaux de vote. Les chiffre de 22 000 déplacés de Siguiri, vers le Foutah et Cona-cris ne parle que des déplacés de Siguiri ville, il ne prend pas également en compte les bébés et enfants déscolarisés qui étaient à Siguiri. Ils seraient partis à pieds et par véhicules et camions remorques. »

« S'il y a eu sensibilisation d'un certain Yö Kouyaté, du président de la ligue islamique préfectorale, de Dijély Tomba, ces sensibilisations sont tombées dans d'oreilles de sourds. Un témoin croit à moitié, « mais au fond, nous ne voyions pas une réalité. Parce que plus ces gens ont sensibilisé, plus les scènes de pillage ont continué en s'aggravant. »

Sujet 36

Le sécréteur général à l'organisation et dirlo de la Coordination de l'Alliance « Cellou Dalein Président », a dressé une liste portant sur le nombre des lieux pillés ou saccagés, départ involontaires des militants de l'Ufdg et valeurs financières des dégâts enregistrés dont ces derniers ont été victimes, lors de la « *chasse contre les peulhs à Siguiri* ».

Au titre des dégâts :

Sujet 37

« 83 étalagistes ont été saccagés pour une valeur approximative de plus d'un milliard 200 millions de francs glissants soit 15 millions par étalagistes, pour 41

magasins. Avec une moyenne estimée à 250 millions de francs glissants par magasins, le total fait 10 milliards 250 millions de francs glissants.

S'y ajoutent 25 kiosques, d'une valeur d'un milliard 250 millions de francs glissants et 11 bâtiments d'habitation saccagés, dont chacun a valeur de 150 millions, soit 1 milliards 650 millions de francs guinéens.

Il y a eu également des statistiques pour les boutiques. Elles se chiffrent à 23 saccagées pour une valeur totale estimée à 16 milliards 235 millions de francs glissants. A ces chiffres, faites exception des sommes d'argent en espèces volées, les quantités d'or, le matériel cassé, les voitures non plus, les motos cassées ou emportées itou. »

Sujet 38

S'agissant des déplacements, Koïkoï donne le dernier chiffre.

« Un camion a quitté Franwalia hier jeudi 29 octobre, avec à son bord 150 personnes, appartenant à 10 familles. Et d'ajouter qu'il y a 687 familles, pour une population de 21 mille 366 personnes tout âge confondu, sans compter les chiffres que nous avons reçu dans la matinée et au moment où vous m'avez rencontré », a-t-il déclaré, ce 29 octobre, à 11h 25 mn.

Sujet 39

« Il y a des camions qui sont prêts en ce moment à quitter les sous-préfectures cde Douako, Siguirini et autres.

J'affirme aux yeux de la communauté nationale et internationale, la vie de tous les citoyens militants de l'Ufdg à Siguiri est menacée, que les Peulhs sont les plus vus, mais ils ne sont pas les seules victimes. Parce qu'ils ne sont les seuls qui font L'UFDG. Il y a les forestiers, les soussous, qui en font partie et même certains Malinkés.

L'adage dit : quand tu vois le charognard sur le cadavre de ton ami, dis-lui, de quitter sur ton cadavre. Ma vie est en danger. Je suis prêt à fuir et à rentrer à Macenta, ma préfecture d'origine, pour sauvegarder la vie de ma famille et la mienne. »

Il conclut :

« Nous ne pouvons pas donner la certitude à l'Etat, ou à qui que ce soit, que nous, nous irons aux élections du 7 novembre 2010. »

Sujet 40

« A l'hosto de Siguiri, nous n'avons pu avoir de chiffres sur le nombre de blessés. Un certain docteur Balla, qui se ballade à la tête du service des urgences de l'hosto de Siguiri, l'administration voudrait à pareil cas, que ce soit le DG qui livre ces chiffres à la presse.

Le dirlo général, un certain, Lansana bistouri Sakho, a refusé de se prêter à notre micro, du fait dit-il, que nous n'avons pas passé ni par la préfecture, ni par la direction préfectorale de la santé, pour le rencontrer. »

Sujet 41

« Il faut respecter la hiérarchie, nous lance-t-il, avant de dire, qu'il a donné les chiffres à qui de droit. Quitte à ce dernier de nous les fournir »,

« Lui, il s'en balance. » « Toutefois, il dit que les blessés admis dans son royaume, reçoivent des soins. Des blessés auxquels, nous n'avons pu rencontrer malgré notre carte professionnelle et l'ordre de mission que nous avions présentés au DG du coin. »

Sujet 42

« A la préfecture, devant la résidence du préfet El Ibrahima Maréna, préfet de Siguiri, des hommes en uniformes, nous accueille pour nous dire qu'il faut attendre « le patron est un peu occupé. » Peu après, c'est le garde de corps du préfet qui nous conduit. »

« Dans la cour, on promène par-ci, par-là de mets succulents dans des grosses assiettes, dont l'odeur se répand dans tout le voisinage jusqu'à des dizaines de mètres. »

« Calé dans le fauteuil de devant de sa voiture genre Nissan, il ordonne à son garde de nous conduire, chez le secrétaire général chargé des Affres administratives de Siguiri, lui, il va à la prière.

Sujet 43

Il était 12h 33 mn. Accompagné de mon guide, le garde nous conduit à la résidence de ce dernier. Il est encore au bureau. Nous nous y sommes rendus, lorsque Moussa Bapport Sou-mât, c'est de lui qu'il s'agit, prenait les marches des escaliers, documents dans la main droite, mallette, dans celle gauche, tête baissée, complet kaki. »

Sujet 44

« Nous allons à son bureau avec lui. Après avoir signé notre ordre de mission, il a confirmé qu'il a y a eu « manifestation à Siguiri entre les militants du Rpg et ceux de l'Ufdg. »

Il a également confirmé les trois hypothèses avancées portant sur les causes de ces troubles et des scènes qui ont suivi entre la nuit du 22 et la journée du 23 octobre, mais a nié que les autorités soient restées indifférentes face aux pillages dont été victimes « les opérateurs économiques peulhs résidant à Siguiri ».

Pour lui*, ces scènes sont le fait « des personnes malintentionnées et quelques loubards drogués. » « Il refuse d'entendre que le Lieutenant-colonel, Mathias Cas-marrant, Cdt du camp d'infanterie de Siguiri, ses agents, l'autorité préfectorale, les sages, les imams de Siguiri aient refusé de lever le petit doigt pour mettre le holà des tombeurs des peulhs. »*

Sujet 45

« On a eu à faire à une foule spontanée, personne n'était pas préparée pour ça. Mais on a pu canaliser les premiers manifestants. Mais les hostilités ont recommencé le lendemain entre les militants qui ont dit communiquer entre eux la veille, pendant la nuit. »

« Même que tout le monde s'est impliqué pour calmer les ardeurs. D'autant qu'il a été installé un couvre-feu à partir du 23 octobre à date, de 20 à 8h du matin. Peine perdue ! Il a fallu la venue en renfort, la Fossepel, aux bidasses, flics et pandores de Siguiri. « Mais toute la journée du samedi, les pillages ont continué sur les magasins, boutiques des commerçants ressortissants du Foutah. »

Sujet 46

« Quand cela fut constaté, une autre équipe de la Fossepel, y a été déployée « mais, les manifestants étaient immaîtrisables. Raconte Sou-mât qui poursuit, « ils étaient

furieux, fous, venus des sociétés minières, parce qu'ils se communiquaient et se sont donné rendez-vous à Siguiri pour procéder à cette sale besogne. » il accuse la faiblesse de l'effectif des agents des forces de l'ordre et de sécu. »

Sujet 47

« Des gens qui ont demandé secours au camp d'infanterie y ont été chassés par ceux qui sont sensés les protéger, est-ce vrai ? » Sou-mât s'empresse de répondre : « Au contraire, quelques biens, comme les coffres forts des personnes sinistrées, certaines familles ont été confiées à l'infanterie de Siguiri. »

Selon lui, *les bilans sont lourds et tristes. « Il y a eu, selon des sources hospitalières, 63 blessés, un mort, ressortissant de Dinguiraye. »*

Selon lui *: « les pillages sont au nombre de 89 kiosques, 48 boutiques, 83 étalages, 11 domiciles endommagés, « un grand nombre de personnes déplacées dont on ne pourrait jamais chiffrer à l'absence d'un recensement exhaustif exact. » Il y avait à Siguiri, 99 opérateurs économiques ».*

Tableaux

Tableau.1. Liste des partis politiques Agrées

N°	Dénomination du Parti	Sigles
1	Rassemblement du Peuple de Guinée RPG Arc-en-ciel	RPG-ARC-EN-CIEL
2	Parti de l'Unité et du Progrès	PUP
3	Parti Démocratique de Guinée-Rassemblement Démocratique Africain	PDG-RDA
4	Union des Forces Démocratiques de Guinée	UFDG
5	Union des Forces Républicaines	UFR
6	Union pour le Progrès de la Guinée	UPG
7	Parti de l'Espoir pour le Développement National	PEDN
8	Guinée Pour Tous	GPT
9	Parti Ecologiste de Guinée	PEG
10	Parti Guinéen de l'Unité et de la Démocratie	PGUD
11	Union des Guinéens pour le Développement	UGD
12	Union National pour la Prospérité	UNP
13	Union Pour le Progrès National	UPN
14	Parti des Verts de Guinée	PVG
15	Force pour la Paix et la Démocratie	FPD
16	Parti l'Espoir du Monde Rural	PEMR
17	Union des Forces Nouvelles de Guinée	UNFNG
18	Rassemblement Guinéen l'Unité et la Démocratie	RGUD
19	Alliance des Démocrates de Guinée	ADG
20	Parti Social de Guinée	PSG
21	Nouvelles Forces Démocratiques	NFD
22	Parti Socialiste	PS
23	Union Pour le Progrès	UPR
24	Parti du Peuple de Guinée	PPG
25	Union Pour la Démocratie et de la Reconstruction	UDR
26	Parti de la Révolution Populaire Africain de Guinée	PRPAG
26	Parti du travail et de la solidarité	PTS
27	Parti pour la réunifications et le développement	PRD
28	Alliance des forces pour le changement	AFC
29	Union Pour la Démocratie et le Progrès de Guinée	UDPG
30	Alliance des Forces Patriotique de Guinée	AFPG
31	Rassemblement des Forces démocratique	RFD
32	Front Patriotique Guinéen	FPG
33	Parti Africain pour le Partage	PAP
34	Convention Démocratique Panafricaine	CDP
35	Alternance Démocratique pour le changement	ADC
36	Parti Liberal Démocrate	PLD
37	Génération Citoyenne	GECI
38	Parti pour le Regroupement National	PRN
39	Parti pour le Développement et de l'Unité	PDU
40	Parti pour le Progrès et le changement	PPC
41	Parti du Développement et de l'Equité	PDE
42	La Guinée Unie pour son Développement	GUD
43	Parti National pour le Développement et la Reconstruction	PNDR
44	Alliance pour le Renouveau National	ARENA
45	Parti pour l Développement Economique de Guinée	PDEG
46	Union des Forces Démocratique de Guinée	UFD
47	Parti pour l'Union et le Développement	PUD
48	Alliance Pour une Guinée Nouvelle	AGN
49	Parti de l'Unité et de la Liberté	PUL
50	Parti de l'Unité et du libéralisme Social	PULS
51	Avenir Démocratique Prospérité de Guinée	ADPG
52	Parti Guinéen de la Renaissance	PGR

Source *: Direction Nationale des Affaires Politiques/Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation*

Tableau 2. Liste des partis politiques Agrées (Suite1)

N°	Dénomination du Parti et Acte de Légalisation	Sigles
53	Congrès Républicain d'Africain de Guinée	CRAG
54	Alliance pour le Renouveau National	ARN
55	Parti National pour la Démocratie et le Développement Guinée	PNDDG
56	Parti Républicain pour le Renouveau	PRR
57	Front National pour le Développement	FND
58	Front Guinéen pour la Renaissance et le Progrès	FGRP
59	Congrès Populaire Africain	CPA
60	Parti des jeunes pour le Développement	PJD
61	Alliance pour le Développement National	ADN
62	Alliance National pour le Progrès	ANP
63	Rassemblement Guinéen du Travail	RGT
64	Mouvement des Démocrates et Patriotes	MDP
65	Union pour la Démocratie et la Solidarité	UDS
66	Parti National de Guinée	PNG
67	Mouvement des Patriotes pour le Développement	MPD
68	Nouvelle Génération pour la République	NGR
69	Alliance Guinéenne pour le Développement	AGD
70	Génération de la Nouvelle Démocratie	GND
71	Parti des femmes pour le Changement	PFC
72	La Guinée du Renouveau et de la Démocratie	GRD
73	Nouvelle Alliance des Forces pour l'Action Nationale	NANFAN
74	Parti Guinéen pour le Développement et la Prospérité	PGDP
75	Union pour la Défense des Intérêts Républicains	UDIR
76	Rassemblement pour le Développement Intégré de la Guinée	RDIG
77	Front Uni pour la Démocratie et le Développement	FUDD
78	Rassemblement pour la Renaissance et le Développement	RRD
79	Parti National pour la Démocratie et le Développement	PNDD
80	Rassemblement Démocratique pour le Développement	RDD
81	Parti pour la Paix et le Développement	PPD
82	Action Démocratique de Guinée	ADG
83	Parti socialiste et de tolérance	PST
84	Union des forces d'avenir de guinée	UFAG
85	Union guinéenne pour la démocratie et le développement	UGDD
86	Front démocratique de Guinée	FRONDEG
87	Parti pour la réconciliation et le travail	PRT
88	Parti guinéen pour la solidarité la démocratie et le développement	PGSDD
89	Parti de l'espoir pour la démocratie et la liberté	PEDL
90	Alliance des patriotes de guinée	APG
91	Parti guinéen de la cohabitation pacifique et le développement	PGCPD
92	Parti de l'unité et de la solidarité de guinée	PUSG
93	Rassemblement des patriotes démocrates de guinée	RPDG
94	Parti de l'unité pour le renouveau	PUR
95	Union démocratique de guinée	UDG
96	Parti social-démocrate de guinée	PSDG
97	Parti pour la promotion de la démocratie en guinée	PPDG

98	Front uni de guinée	FUG
99	Union pour la nouvelle guinée	UNG
100	Parti démocrate conservateur	PDC
101	Parti guinéen de démocratie et de citoyenneté	PGDC
102	Parti national pour la justice et la démocratie	PNJD
103	Avenir guinée nouvelle	AGN
104	Parti pour le rassemblement et le renforcement de la démocratie en guinée	PRRDG
105	Mouvement démocratique guinéen	MODEM-GUI
106	Union des mouvements patriotiques de guinée	UMPG
107	Parti guinéen du peuple	PGP
108	Nouvelle vision démocratique	NOVID
109	Parti national pour le progrès	PNP
110	Front national pour le progrès de la Guinée	FNPG
111	Parti du renouveau et du développement	PRD
112	Mouvement populaire démocratique	MPD

Source *: Direction Nationale des Affaires Politiques/Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation*

Tableau.3. Liste des partis politiques Agrées (Suite2)

N°	Dénomination du Parti et Acte de Légalisation	Sigles
113	Mouvement pour la solidarité et le développement	MSD
114	Union des forces de jeunesse de guinée	UFJG
115	Génération pour la réconciliation l'union et la prospérité	GRUP
116	Parti guinéen pour le progrès et le développement	PGPD
117	Alliance des démocrates indépendants écologistes de Guinée	ADIEG
118	Union nationale pour l'égalité et le développement	UNED
119	Afia	…
120	Union nationale pour le renouveau	UNR
121	Les démocrates guinéens	DG
122	Parti progressiste de guinée pour une Afrique unie et prospère	PPGAUP
123	Parti de travailleurs de guinée	PTG
124	Rassemblement des démocrates indépendants	RDI
125	Parti des démocrates pour le développement	RRD
126	Guinée pour tous	GPT
127	Union pour le progrès de la guinée	UPG
128	Mouvement pour la république	MPR
129	Parti des guinéens pour la démocratie	PGD
130	Forces patriotiques pour la démocratie et le développement	FPDD
131	Union pour la démocratie et le développement	UDD
132	Parti de l'unité de la solidarité de guinée	PUSG
133	Parti pour la prospérité et le renouveau de guinée	PPRG
134	Union pour la guinée nouvelle	UGN
135	Rassemblement pour une Guinée prospère	RGP
136	Mouvement pour le pouvoir et le peuple	MPP
137	Parti des jeunes pour le développement	PJD
138	Union démocratique pour le renouveau et le progrès	UDRP
139	Parti National pour le renouveau	PNR
140	Union des Forces du Changement	UFC
141	Mouvement Pour la Succession Démocratique et du Progrès	MSDP
142	Parti Guinéen de Renaissance et du Progrès	PGRP
143	Parti pour la Démocratie et le Progrès	PDP

Tableau.4. Liste des Présidents de la République de Guinée depuis 1958

Nom et prénom	Date de naissance	Début d'exercice du poste	Fin d'exercice du poste	Appartenance politique
Ahmed Sékou Toure	09/01/1922	02/10/1958	26/03/1984	PDG -RDA
Louis Lansana Beavogui (intérim)	28-déc-1923	26/03/1984	03/04/1984 (intérim)	PDG-RDA
Général Lansana Conte	1934	03/04/1984	22-déc-08	PUP
Capitaine Moussa Dadis Camara	01/01/1964	24/12/2008	15/01/2010	CNDD
Général Sekouba Konate (intérim)	06-juin-1964	04/12/2009	07/11/2010 (intérim)	CNDD
Professeur Alpha Condé	04-mars-1938	21/12/2010	En fonction	RPG

Source : *Archives de la Présidence de la République*

Tableau.6. Liste des Premiers Ministres depuis 1958

Nom et prénom	Début d'exercice du poste	Fin d'exercice du poste
Louis Lansana Beavogui	19 juin 1972	3 avril 1984
Colonel Diara Traore	3 Avril 1984	18 décembre 1984
Sydia Toure	9 juillet 1996	8 mars 1999
Lamine Sidimé	8 mars 1999	23 février 2004
François Louceny Fall	25 Février 2004	25 avril 2004
Mamadou Cellou Dalein Diallo	9 décembre 2004	5 avril 2006
Eugène Camara	9 février 2007	26 février 2007
Lansana Kouyaté	26 Février 2007	20 mai 2008
Ahmed Tidiane Souaré	20 mai 2008	23décembre 2008
Kabinet Komara	29décembre 2008	19 janvier 2010
Jean Marie Dore	19 janvier 2010	22 décembre 2010
Mohamed Saïd Fofana	24 décembre 2010	26 décembre 2015
Mamadi Youla	26 décembre 2015	20 mai 2018
Kassori Fofana	22 mai 2018	Fonction en cours

Source : *Archives de la Primature*

Tableau.7. Liste des Présidents de l'Assemblée Nationale depuis 1958

Nom et prénom	Sexe	Début d'exercice du poste	Fin d'exercice du poste	Appartenance Politique à l'Origine
El Hadj Saïfoulaye Diallo	M	2-10-1958	27-09-1963	PDG-RDA
Léon Maka	M	1963	1974	PDG-RDA
Jeanne Martin Cissé	F	1974	1980	PDG-RDA
Damantang Camara	M	1974	1984	PDG-RDA
Boubacar Biro Diallo	M	30-08-1995	07/ 2002	PUP
Aboubacar Sompare	M	2002	2008	PUP
Rabiatou Sérah Diallo	F	2010	13-01-2014	Syndicaliste CNTG
Claude Kory Kondiano	M	13-01-2014	31/12/2019	RPG-Arc-en-ciel
Amadou Damaro Camara	M	29/04/2020	En fonction	RPG-Arc-en-ciel

Source : *Archives de l'Assemblée Nationale ** Président du Conseil National de la Transition (CNT)*